



**COMMUNE DE WOLUWE-SAINT-PIERRE  
GEMEENTE SINT-PIETERS-WOLUWE**

**CONSEIL COMMUNAL DU 22 SEPTEMBRE 2020  
GEMEENTERAAD VAN 22 SEPTEMBER 2020**

**REGISTRE**  
**REGISTER**

**Présents** Damien De Keyser, *Conseiller communal-Président/Gemeenteraadslid-Voorzitter* ,  
Benoît Celexhe, *Bourgmestre/Burgemeester* ,  
Caroline Lhoir, Alexandie Pierson, Françoise de Callatay-Herbiet, Antoine Bertland, Carine Kolchory,  
Dominique Harmel, Raphael van Bieugel, Helmut De Vos, *Échevins/Schepenen* ,  
Philippe van Cianem, Anne-Charlotte d'Ursel, Carla Dejonghe, Christine Sallé, Alexia Bertland, Tanguy  
Veihelen, Christophe De Beukelaer, Georges Dallemande, Cécile Vainsel, Catherine Bruggeman,  
Etienne Dujardin, Laurent de Spirlet, Marie Cruysmans, Muriel Godhaud, Jonathan de Patoul, Anne  
Delvaux de Fenffe, Juliette Siaens-Mahieu, Christiane Mekongo Ananga, Cathy Vaessen, Michel Naets,  
Geirarda Postelmans, *Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden* ,  
Florence van Lamsweerde, *Secrétaire communale/Gemeentesecretaris*

**Excusés** Willem Draps, Aymeric de Lamotte, Olivia Casterman, Sophie Busson, *Conseillers*  
**Verontschuldigd** *communaux/Gemeenteraadsleden*

Ouverture de la séance à 20:10  
Opening van de zitting om 20:10

**SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING**

**Secrétariat - Secretariaat**

22.09.2020/A/0001    **CC - Interpellation citoyenne à la demande de M. Laurent DEBROUX et Mme Isabelle BAUVIR, citoyens, représentant au moins 20 personnes domiciliées dans la commune et âgées de 16 ans au moins - "Aménagement du quartier Kelle"**

**LE CONSEIL,**

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment les articles 84ter et 89bis ;

Vu le dossier intitulé "Interpellation citoyenne - "Aménagement du quartier Kelle""", inscrit à l'ordre du jour de la présente séance du Conseil communal à la demande de M. Laurent DEBROUX et Mme Isabelle BAUVIR, citoyens, représentant au moins 20 personnes domiciliées dans la commune et âgées de 16 ans au moins ;

ENTEND :

1. l'interpellation citoyenne de M. Laurent DEBROUX et Mme Isabelle BAUVIR, citoyens, représentant 142 personnes domiciliées dans la commune et âgées de 16 ans au moins, dont résumé ci-après établi par M. Laurent DEBROUX .

"Le quartier Kelle est bien connu des autorités communales. A l'origine, c'était un quartier villageois et rural. Il est devenu aujourd'hui un quartier mixte regroupant une population d'environ 1500 personnes. Son évolution a été notamment marquée par l'implantation du quartier des Venelles dans les années 1970. Il est entouré d'espaces verts tels que les parcs des Sources, Parmentier, et la Promenade Verte. Le

quartier n'a plus connu de grand aménagement depuis une très longue période, que nous estimons à 40 ans, à l'exception de la rue Mertens. Les trottoirs sont en partie dégradés et trop étroits, et certaines rues risquent de devenir une voie de transit entre les grands axes adjacents. Dans l'ensemble, l'aménagement actuel ne correspond plus à la qualité de vie d'un quartier à caractère familial, ni aux tendances contemporaines vers la mobilité douce, ni au cachet de la commune de Woluwe-Saint-Pierre. Ces dernières années, la commune a mené avec succès des opérations de réaménagement de quartiers, comme le vieux quartier de Joli Bois, pour valoriser leur caractère familial et leur cadre de vie et par conséquent aussi la valeur de l'immobilier à long terme. Pour mener à bien un réaménagement d'espaces publics, il y a des contraintes techniques à prendre en considération. Par ailleurs, les habitants sont les mieux placés pour faire part de la réalité vécue et des besoins. Dès lors, nous pensons que le tandem « habitants et professionnels des aménagements urbains » constitue le moyen le plus efficace pour élaborer des solutions pertinentes et adaptées aux besoins actuels et futurs. Mener à bon port l'aménagement d'un quartier prend beaucoup de temps. Il y a la conception, la budgétisation, la réalisation des marchés publics et l'exécution des travaux. A cela peuvent s'ajouter des travaux connexes comme le renouvellement d'infrastructures d'impétrants (gaz, électricité, eaux et égouts). Dès lors, nous pensons qu'il est important d'entamer dès à présent la phase de concertation commune-citoyens dans la perspective d'établir un aménagement global du quartier Kelle. Ce nouvel aménagement doit répondre au besoin de parking avec des solutions novatrices, promouvoir une mobilité agréable et sécurisée pour tous les usagers notamment les enfants, les seniors et les cyclistes, mieux partager l'espace public entre les différents usagers, et limiter le trafic de transit rapide. Il faut également veiller à assurer une certaine verdurisation en lien avec les origines et l'esthétique du quartier. L'objectif général est de préserver le cadre de vie ainsi que la valeur de l'immobilier à long terme, ce qui est aussi dans l'intérêt de toute la commune.

C'est donc un travail passionnant et important, raison supplémentaire pour commencer dès à présent. Dès lors nous demandons :

que la commune organise un processus de concertation avec les habitants du quartier Kelle en vue d'établir ensemble un projet de réaménagement du quartier ;  
que la commune puisse recruter un bureau d'études en urbanisme chargé de concevoir et proposer des options d'aménagement comme bases de discussions dans le cadre de ladite concertation ;

que la commune propose un échéancier de travail en vue d'assurer l'avancement du processus de concertation et de conception de manière efficace ;

Dans la foulée, le quartier durable « Kelle Kartier » s'associe pleinement à cette initiative qui contribue aux objectifs des quartiers durables, notamment le resserrement des liens sociaux, le soutien à la transition vers un mode de vie plus convivial, participatif, écoresponsable et solidaire, la mobilité douce, le partage de l'espace public entre les différents usagers, et la verdurisation des quartiers.

2. la réponse qui leur est donnée par M. Benoit CEREXHE, bourgmestre.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.

**LE CONSEIL,**

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment les articles 84ter et 89bis ;

Vu le dossier intitulé "Interpellation citoyenne - "Aménagement d'une piste cyclable sur l'av de Tervueren"" , inscrit à l'ordre du jour de la présente séance du Conseil communal à la demande de M Quentin VAN DEN EYNDE, citoyen, représentant au moins 20 personnes domiciliées dans la commune et âgées de 16 ans au moins ,

ENTEND

1. l'interpellation citoyenne de M. Quentin VAN DEN EYNDE, citoyen, représentant 32 personnes domiciliées dans la commune et âgées de 16 ans au moins, dont résumé ci-après établi par l'intéressé :

"Mesdames et Messieurs les membres du collège communal

Mesdames et Messieurs les conseillers communaux,

Par la présente, les requérantes mieux identifié(e)s dans le tableau repris en annexe (« Annexe ») du présent document, sollicitent le bénéfice du droit d'interpellation citoyenne sur la base de l'article 89bis de la nouvelle loi communale applicable dans la Région de Bruxelles-Capitale (« NLC »).

L'objet de l'interpellation citoyenne est le suivant · Le projet d'installation à (très) court terme d'une piste cyclable sur l'Avenue de Tervueren par la Région de Bruxelles-Capitale et la perte corrélée de la moitié des emplacements de stationnement disponibles, sans alternative.

La question est la suivante (et sera développée plus avant durant la présentation orale qui en sera donnée en séance du conseil communal)· Le principe d'une piste cyclable n'est pas contesté par les riverains de l'avenue de Tervueren. Toutefois, il y a lieu de relever que le projet de la Région tel qu'il a été présenté aux riverains le 31 août 2020 pose problème en ce qu'il a été conçu sans prendre en considération les intérêts, les besoins ou encore les attentes des riverains, qui sont pourtant les premiers impactés par le projet En effet, la suppression annoncée à court terme de 50% des emplacements de stationnement, sans qu'aucune solution de stationnement alternative sur la latérale Sud de l'avenue de Tervueren ne soit proposée, est disproportionnée par rapport au but poursuivi dès lors que des solutions alternatives, conjuguant piste cyclable et préservation de la capacité de stationnement de la latérale Sud, existent. Les riverains souhaitent dès lors savoir quels projets alternatifs sont envisagés afin de prendre en considération les intérêts des riverains et des cyclistes? Plus généralement, comment les autorités communales comptent-elles défendre à (très) court terme les intérêts des riverains dans le cadre de ce projet Régional ?

Les documents propres à éclairer le conseil communal sont les « liens utiles » (sic) disponibles dans la section « Concertation projets avenue de Tervueren » de la page Mobilité de la commune de Woluwe-Saint-Pierre, disponibles sur le lien suivant <http://www.wo!uwe1150.be/services-communaux/mobilité/> (édition telle qu'à jour au 13 septembre 2020).

2. la réponse qui leur est donnée par M. Benoit CEREXHE, bourgmestre.
3. de même que l'intervention de M Alexandre PIRSON, échevin, de Mme Cathy VAESSEN, conseiller communal, de Mme Alexia BERTRAND, conseiller communal, de M. Christophe de BEUKELAER, conseiller communal, de Mme Gerda POSTELMANS, conseiller communal, et de Mme Caroline LHOIR, échevin

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération

LE CONSEIL décide d'examiner le point suivant ne figurant pas à l'ordre du jour de la présente séance

Urgence .

CC - Centre sportif Sportcity - Remplacement du tapis en gazon synthétique - Marché de travaux - Procédure négociée directe avec publication préalable - Modification de la description de travaux du programme extraordinaire et transfert des crédits - Exercice 2020

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération  
31 votants · 31 votes positifs

---

**GR - Dringende zaak**

DE RAAD besluit het hiernavermeld punt dat niet voorkomt op de dagorde van deze zitting te onderzoeken .

Dringende zaak .

GR - Sportcentrum Sportcity - Vervanging van het synthetische grastapijt - Opdracht van werken - Vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking - Wijziging van de beschrijving van werken van het buitengewoon programma en overdracht van kredieten - Dienstjaar 2020

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.  
31 stemmers · 31 positieve stemmen.

---

LE CONSEIL,

Considérant que le registre de la séance précédente a été mis à la disposition des membres du Conseil communal sept jours francs au moins avant la séance de ce jour ;

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment l'article 89, et le règlement d'ordre intérieur du Conseil communal, notamment les articles 22 et 23 ,

DECIDE d'approuver le registre des délibérations de la séance du 30 06.2020.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.  
31 votants · 31 votes positifs

---

**GR - Goedkeuring van het register der beraadslagingen van de zitting van 30.06.2020**

DE RAAD,

Overwegende dat het register van de vorige zitting ter inzage van de Gemeenteraadsleden werd gelegd ten minste zeven vrije dagen voor de zitting van heden ,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name artikel 89, en het huishoudelijk reglement van de Gemeenteraad, met name de artikels 22 en 23 ,

BESLUIT het register der beraadslagingen van de zitting van 30 06.2020 goed te keuren

## Service juridique - Juridische dienst

22 09 2020/A/0005 **CC - COVID-19 - Arrêté du Bourgmestre du 10.09.2020 limitant le public à 21 personnes maximum lors des séances du Conseil communal en vue de respecter la distanciation sociale dans le cadre de la crise du coronavirus - Prise d'acte**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, et plus particulièrement ses articles 133, al 2 et 135, § 2 ,

Vu la nouvelle loi communale, et plus particulièrement son article 93 ;

Vu la nouvelle loi communale, et plus particulièrement son article 89bis § 2 ;

Vu l'arrêté ministériel du 30 juin 2020 portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19 tel que modifié par l'arrêté ministériel du 22 août 2020 ;

Vu l'arrêté du Bourgmestre du 15 juin 2020 imposant le huis clos lors des réunions du Conseil communal en période de respect dites de « distanciation sociale » ;

Vu les arrêtés du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale n° 2020/003 du 06.04.2020 et 2020/027 du 28 05 2020 de pouvoirs spéciaux relatif au fonctionnement des organes communaux dans le cadre de la crise sanitaire COVID-19 ; que ceux-ci ne sont aujourd'hui plus d'application, leur validité ayant été limité dans le temps ;

Considérant qu'il convient pour les Conseils communaux de revenir à leur fonctionnement original à savoir des séances publiques en présentiel ,

Vu l'Arrêté du Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale du 6 août 2020 portant l'obligation de porter un masque à tout moment sur le domaine public et tout lieu privé mais accessible au public sur l'ensemble du territoire de la Région de Bruxelles Capitale ;

Considérant l'urgence et le risque sanitaire que présente le coronavirus pour la population belge ,

Considérant que les communes ont pour mission de faire jouir les habitants des avantages d'une bonne police, notamment de la propreté, de la salubrité, de la sûreté et de la tranquillité dans les rues, lieux et édifices publics ; que cette compétence concerne notamment le soin de prévenir, par les précautions convenables, et celui de faire cesser par la distribution des secours nécessaires, les accidents et fléaux calamiteux, tels que les incendies, les épidémies et les épizooties ;

Considérant que le coronavirus COVID-19 est un trouble à la salubrité publique qualifié d'épidémie par les autorités sanitaires ;

Considérant que les séances du Conseil communal se tiennent en un lieu fermé propice à la transmission du coronavirus ;

Considérant qu'il revient aux autorités communales de respecter et de faire respecter sur l'entièreté du territoire communal, en ce compris au sein du Conseil communal, les mesures fédérales promulguées pour limiter la propagation du coronavirus ;

Considérant que parmi ces mesures fédérales promulguées pour limiter la propagation du coronavirus figure le respect de la distanciation sociale d'150 m dans les lieux publics et les lieux privés accessibles au public ainsi que le port du masque à tout moment sur le domaine public et en tout lieu privé mais accessible au public sur l'ensemble du territoire de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Considérant qu'en juin dernier une analyse relative à l'organisation des réunions du

Conseil communal dans le respect des mesures dites « de distanciation sociale » et de l'application à titre de précaution, du ratio du nombre de personnes par mètres carrés disponibles a été réalisée par le S.I.P.P. de la commune , que d'après son analyse, seules 38 personnes maximum pouvaient être autorisées au sein de la salle qui accueille la réunion du Conseil communal ;

Considérant que dans ce contexte ce nombre était atteint par la seule présence des 35 conseillers communaux, de la Secrétaire communale et de deux agents administratifs nécessaires à l'organisation du Conseil communal ; qu'au vu de ces constatations et afin de respecter les mesures de distanciation sociale, il a été préférable d'imposer le huis clos lors du Conseil communal de juin , que ce huis clos a été prononcé par arrêté du Bourgmestre du 15 juin 2020 ;

Considérant que depuis lors, d'une part, le port du masque a été imposé en date du 6 août 2020 à tout moment sur le domaine public et tout lieu privé mais accessible au public sur l'ensemble du territoire de la Région de Bruxelles Capitale, d'autre part, le principe du ratio du nombre de personnes par mètres carrés disponibles a été revu à la baisse ,

Vu l'arrêté ministériel du 22 août 2020 modifiant l'arrêté ministériel du 30 juin 2020, et plus particulièrement son article 11 ; qui prévoit de nouvelles normes ; qu'un public de 200 personnes peut, désormais, assister à un évènement assis accessible au public pour autant que les 8 règles minimales permettant de limiter la propagation du virus soit respectées ,

Considérant en l'espèce que la salle du Conseil communal est un lieu accessible au public selon l'article 93 de la NLC et qu'elle sera réaménagée afin que les séances puissent se tenir en présentiel et ce, dans le respect des règles sanitaires et notamment le respect de la distanciation sociale ,

Considérant qu'à cet égard, pour respecter la règle de la distanciation sociale, vu :

1. la configuration de la salle du Conseil communal et le souci que celle-ci puisse permettre un débat clair et visible pour tous conseillers communaux mais aussi pour le public présent dans la salle ,
2. le nombres de conseillers communaux ,
3. la présence de membres du Secrétariat communal afin d'effectuer le travail administratif, seules 21 personnes maximum pourront assister à la séance du Conseil communal ,

Considérant qu'il est nécessaire de prioriser l'accès à la séance du conseil communal afin de permettre aux citoyens dépositaires d'une interpellation citoyenne à l'ordre du jour du Conseil communal de s'exprimer ,

Considérant qu' étant donné que trois interpellations maximum peuvent être inscrites à l'ordre du jour d'une même séance, un maximum de 4 personnes par interpellation citoyenne paraît raisonnable au vu de la limitation du public à la séance du Conseil communal ,

Considérant qu'afin de faciliter le contact tracing en cas de contamination par le coronavirus COVID-19, il est, ensuite, donné priorité au public ayant introduit une demande écrite au Secrétariat communal pour pouvoir assister à la prochaine séance du Conseil communal ,

Considérant la nécessité pour le public d'avoir accès aux séances du Conseil communal aux fins de satisfaire à l'exigence du débat démocratique , considérant également que la limitation du nombre de personnes prévue par le présent arrêté est uniquement motivée par des considérations de sécurité et santé publique ,

Considérant que le présent arrêté sera en vigueur pour les séances communales à venir aussi longtemps que la mesure de distanciation sociale de 1,50 m sera en vigueur ,

PREND ACTE .

1. de la levée de l'arrêté du Bourgmestre du 15 juin 2020 imposant le huis clos lors des réunions du Conseil communal en période de respect dites de « distanciation sociale » .
- 2 de l'Arrêté du Bourgmestre du 10 septembre 2020 limitant le public à 21 personnes maximum (citoyens/presse) selon les priorités suivantes .
  - les citoyens dont l'interpellation citoyenne est à l'ordre du jour de la séance du Conseil communal sont prioritaires dans le public et ce, dans la limite des 4 personnes maximum par interpellation citoyenne ,
  - les personnes (citoyens/presse) ayant introduit une demande écrite au Secrétariat communal pour assister à la séance sont ensuite prioritaires dans le public ;
  - si le nombre maximal n'est pas atteint, les personnes se présentant au début de séance pourront y assister selon leur ordre d'arrivée.

Le Conseil prend acte.

---

**GR - COVID-19 - Besluit van de Burgemeester van 10.09.2020 tot beperking van het publiek tot maximaal 21 personen tijdens de zittingen van de Gemeenteraad in het kader van de coronaviruscrisis om de sociale afstand te respecteren - Akteneming**

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, en meer bepaald op artikels 133, tweede lid, en 135, § 2 ,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, en mee1 bepaald artikel 93 ;

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, en meer bepaald artikel 89bis § 2 ,

Gelet op het ministerieel besluit van dinsdag 30 juni 2020 houdende dringende maatregelen om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken, zoals gewijzigd door het ministerieel besluit van zaterdag 22 augustus 2020 ;

Gelet op het besluit van de Burgemeester van 15 juni 2020 dat de besloten zitting oplegt tijdens de vergaderingen van de gemeenteraad tijdens de periode van naleving van de "social distancing" -maatregelen ;

Gelet op de volmachtsbesluiten van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering nr. 2020/003 van 06.04 2020 en 2020/027 van 28.05.2020 betreffende de werking van de gemeentelijke organen in het kader van de gezondheidscrisis COVID-19 ; dat deze besluiten vandaag niet meer van toepassing zijn, aangezien hun geldigheid beperkt is in de tijd ,

Overwegende dat het aangewezen is dat de gemeenteraden terugkeren naar hun oorspronkelijke werking, namelijk openbare fysieke vergaderingen ,

Gelet op het besluit van de Minister-President van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 6 augustus 2020 houdende de verplichting van het te allen tijde dragen van een mondmasker op het openbaar domein en elke private maar publiek toegankelijke plaats over het hele grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ;

Overwegende de dringendheid en het gezondheidsrisico dat het coronavirus inhoudt voor de Belgische bevolking ;

Overwegende dat de gemeenten tot taak hebben om, ten behoeve van de inwoners, te voorzien in een goede politie, met name over de netheid, de gezondheid, de veiligheid en de rust op openbare wegen en plaatsen en in openbare gebouwen ; dat deze bevoegdheid met name betrekking heeft op de preventie, door het nemen van passende voorzorgsmaatregelen, en de stopzetting, door de verspreiding van de nodige hulp, van ongevallen en rampzalige plagen, zoals branden, epidemieën en epizootieën ;

Overwegende dat het coronavirus COVID-19 een volksgezondheidsprobleem is dat door de gezondheidsautoriteiten als een epidemie wordt beschreven ,

Overwegende dat de zittingen van de gemeenteraad worden gehouden op een gesloten plaats wat bevorderlijk is voor de verspreiding van het coronavirus ,

Overwegende dat het de verantwoordelijkheid van de gemeentelijke autoriteiten is om de federale maatregelen die zijn afgekondigd om de verspreiding van het coronavirus te beperken, te respecteren en te waarborgen op het hele gemeentelijke grondgebied, ook binnen de gemeenteraad ;

Overwegende dat onder deze federale maatregelen ter beperking van de verspreiding van het coronavirus onder meer staat het respecteren van de sociale afstand van 1,50 m op openbare en private plaatsen die toegankelijk zijn voor het publiek en het dragen van een masker op het openbare domein en op elke private plaats die toegankelijk is voor het publiek op het hele grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ,

Overwegende dat in juni jongstleden een analyse met betrekking tot de organisatie van de gemeenteradsvergaderingen in overeenstemming met de zogenaamde "social distancing"-maatregelen en de toepassing uit voorzorg van de verhouding van het aantal personen per beschikbare vierkante meter werd uitgevoerd door de I.D P B van de gemeente , dat volgens zijn analyse slechts 38 personen maximum toegelaten zijn in de zaal waar de vergadering van de gemeenteraad plaatsvindt ;

Overwegende dat in deze context dit aantal werd bereikt door de louter aanwezigheid van de 35 gemeenteradsleden, de Gemeentesecretaris en twee administratieve agenten die nodig zijn voor de organisatie van de gemeenteraad , dat het in het licht van deze opmerkingen en om de maatregelen van "social distancing" te respecteren, de voorkeur verdient om de besloten vergadering op te leggen tijdens de gemeenteraad van juni , dat deze besloten vergadering werd uitgesproken bij besluit van de Burgemeester van 15 juni 2020 ;

Overwegende dat het dragen van een mondmasker sinds 6 augustus 2020 enerzijds steeds opgelegd is op het openbaar domein en elke plaats die privé is maar toegankelijk voor het publiek op het hele grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, en anderzijds het principe van de verhouding van het aantal personen per beschikbare vierkante meter naar beneden is bijgesteld ;

Gelet op het ministerieel besluit van 22 augustus 2020 tot wijziging van het ministerieel besluit van 30 juni en meer bepaald artikel 11 ervan ; dat een publiek van 200 personen voortaan een zittend evenement dat toegankelijk is voor het publiek, mag bijwonen, op voorwaarde dat de 8 minimumregels die het mogelijk maken de verspreiding van het virus te beperken, in acht genomen worden ,

Overwegende dat in dit geval de zaal van de Gemeenteraad een voor het publiek toegankelijke plaats is in de zin van artikel 93 van de NGW en zal deze worden heringericht zodat de vergaderingen fysiek kunnen worden gehouden en dit met inachtneming van de gezondheidsregels en in het bijzonder de eerbiediging van de "social distancing" ;

Overwegende dat, in dit verband, om de regel van de "social distancing" te respecteren, gezien .

- 1 de configuratie van de zaal van de gemeenteraad en de bekommernis om een duidelijk en zichtbaar debat mogelijk te maken voor alle gemeenteradsleden maar ook voor het publiek dat in de zaal aanwezig is ;
- 2 het aantal gemeenteradsleden ,
3. de aanwezigheid van het personeel van het gemeentesecretariaat om het administratieve werk uit te voeren, mag slechts een maximum van 21 personen de zitting van de gemeenteraad bijwonen ;

Overwegende dat het noodzakelijk is om de toegang tot de gemeenteraadsvergadering te prioriteren, zodat burgers die een burgerinterpellatie op de agenda van de gemeenteraad hebben, zich kunnen uitspreken ,

Overwegende dat gezien er maximaal drie interpellaties op de agenda van dezelfde zitting mogen worden opgenomen, lijkt een maximum van 4 personen per burgerinterpellatie redelijk gezien de beperking van het publiek tot de gemeenteraadszitting ,

Overwegende dat aangezien het publiek, om het traceringscontact in geval van besmetting met het coronavirus COVID-19 te vergemakkelijken, voorrang krijgt nadat het een schriftelijk verzoek heeft ingediend bij het Gemeentesecretariaat om de volgende zitting van de gemeenteraad te mogen bijwonen ;

Overwegende de noodzaak voor het publiek om toegang te hebben tot de zittingen van de gemeenteraad teneinde te voldoen aan de eis van democratisch debat , tevens overwegende dat de beperking van het aantal personen waarin deze verordening voorziet, uitsluitend gemotiveerd is door overwegingen van openbare veiligheid en gezondheid ;

Overwegende dat onderhavig besluit van kracht zal zijn voor toekomstige gemeentelijke zittingen, zolang de maatregel van “social distancing” van 150 m van kracht is ;

NEEMT AKTE .

- 1 van de opheffing van het besluit van de Burgemeester van 15 juni 2020 dat de besloten zitting oplegt tijdens de vergaderingen van de gemeenteraad tijdens de periode van naleving van de "social distancing"-maatregelen.
2. van het Besluit van de Burgemeester van 10 september 2020 tot beperking van het publiek tot maximaal 21 personen (burgers/pers), volgens de volgende prioriteiten :
  - burgers van wie de burgerinterpellatie op de agenda van de gemeenteraadszitting staat, hebben voorrang in het publiek, binnen de limiet van maximaal 4 personen per burgerinterpellatie ,
  - de personen (burgers/pers) die een schriftelijk verzoek hebben ingediend bij het Gemeentesecretariaat om de zitting bij te wonen, krijgen dan voorrang in het publiek ;
  - als het maximumaantal niet wordt bereikt, mogen degenen die aan het begin van de zitting aankomen volgens hun volgorde van aankomst de zitting bijwonen

De Raad neemt akte.

---

22.09 2020/A/0006

**CC - Ordonnance de police du Bourgmestre des 29 et 31.07.2020 modifiant l'Ordonnance de police du Bourgmestre du 14.05.2020 rendant obligatoire le port du masque en certains endroits du territoire communal pour raison de salubrité publique durant la pandémie de coronavirus COVID-19 - Confirmation**

LE CONSEIL,

Vu l'article 135, § 2 de la nouvelle loi communale qui dispose que les communes ont pour mission de faire jour les habitants des avantages d'une bonne police, notamment de la sécurité, de la sûreté et de la tranquillité dans les rues, lieux et édifices publics ; et notamment le soin de prévenir, par les précautions convenables, et celui de faire cesser par la distribution des secours nécessaires, les accidents et fléaux calamiteux, tels que les incendies, les épidémies et les épizooties ,

Vu l'article 134 de la même loi qui, en cas d'urgence, confie au bourgmestre cette compétence réglementaire de police, lorsque le moindre retard pourrait occasionner des dangers ou des dommages pour les habitants ,

Vu la loi du 15.05.2007 relative à la sécurité civile et notamment son article 187 ,

Vu l'arrêté ministériel du 13.03.2020 portant déclenchement de la phase fédérale concernant la coordination et la gestion de la crise coronavirus COVID-19 ,

Vu l'arrêté ministériel du 23.03.2020 portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19 tel que modifié par les arrêtés ministériels des 24.03.3, 17 et 30.04, du 30.06, du 10 et du 24.07.2020 ,

Considérant la qualification par l'Organisation Mondiale de la Santé du coronavirus COVID-19 comme une pandémie en date du 11.03.2020 ,

Considérant que le coronavirus COVID-19 est une maladie infectieuse très contagieuse touchant généralement les poumons et les voies respiratoires ,

Que le coronavirus COVID-19 semble se transmettre d'un individu à un autre, par voie aérienne ; que sa transmission semble s'opérer par tous les modes possibles d'émission par la bouche et le nez ;

Vu l'Ordonnance de police rendant obligatoire le port du masque en certains endroits du territoire communal pour raison de salubrité publique durant la pandémie de coronavirus COVID-19 adoptée par le Bourgmestre en date du 11.05.2020 ;

Vu la modification de l'Ordonnance précitée en date du 14.05.2020 afin d'étendre l'obligation du port du masque dans le périmètre des marchés de Stockel et de Sainte-Alix durant leur tenue ;

Considérant que réuni ce 27.07.2020, le Conseil national de sécurité a adopté des mesures supplémentaires pour renforcer la stratégie de lutte contre le Coronavirus, suite à l'augmentation du nombre de nouvelles contaminations ces derniers temps ;

Considérant que l'article 11 de l'arrêté précité dispose que : "Toute personne à partir de l'âge de 12 ans est obligée de se couvrir la bouche et le nez avec un masque ou toute autre alternative en tissu dans les lieux suivants... 9° les rues commerçantes, et tout lieu privé ou public à forte fréquentation, déterminés par les autorités communales compétentes" ;

Considérant qu'il appartient à chaque Bourgmestre de cibler les rues commerçantes et tout lieu privé ou public à forte fréquentation dans lesquels le port du masque sera obligatoire, le respect strict des règles de distanciation sociale étant difficilement tenable dans ces lieux ;

Considérant qu'il y a lieu d'adapter l'Ordonnance de police rendant obligatoire le port du masque en certains endroits du territoire communal pour raison de salubrité publique durant la pandémie de coronavirus COVID-19 adoptée par le Bourgmestre en date du 11.05.2020 et modifiée en date du 14.05.2020 afin d'y intégrer les rues commerçantes et les lieux privés ou publics à forte fréquentation dans lesquels le port du masque doit être imposé ,

Considérant que les quartiers du Centre, du rond-point Montgomery et du rond-point de l'Europe et la tenue du marché du Chant d'Oiseau sont des quartiers à forte fréquentation dans lesquels le port du masque doit être imposé ;

Vu l'Ordonnance de police du 14.05.2020 modifiée en date du 29.07.2020 en ce qu'elle étend l'obligation du port du masque dans le quartier du Centre, du rond-point Montgomery, du rond-point de l'Europe et lors de la tenue du marché du Chant d'Oiseau ;

Considérant qu'il y a également lieu d'apporter une modification relative aux sanctions assorties à la violation de l'obligation de port du masque aux endroits visés dans ladite Ordonnance ,

Vu l'Ordonnance précitée modifiée en date du 31.07.2020 ,

DECIDE :

1 de confirmer l'Ordonnance de police du Bourgmestre adoptée le 29.07.2020 et

- modifiant l'Ordonnance de police du Bourgmestre du 14.05.2020 rendant obligatoire le port du masque en certains endroits du territoire communal pour raison de salubrité publique durant la pandémie de coronavirus COVID-19 ;
- 2 de confirmer l'Ordonnance de police du Bourgmestre adoptée le 31.07.2020 modifiant l'Ordonnance de police du Bourgmestre adoptée le 29.07.2020 et modifiant l'Ordonnance de police du Bourgmestre du 14.05.2020 rendant obligatoire le port du masque en certains endroits du territoire communal pour raison de salubrité publique durant la pandémie de coronavirus COVID-19

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération  
31 votants · 31 votes positifs.

---

**GR - Politieverordening van de Burgemeester van 29 en 31.07.2020 tot wijziging van de Politieverordening van de Burgemeester van 14.05.2020 tot verplichting van het dragen van een mondmasker op bepaalde plaatsen op het gemeentelijke grondgebied om redenen van volksgezondheid tijdens de coronavirus-COVID-19-pandemie - Bevestiging**

DE RAAD,

Gelet op artikel 135, § 2 van de nieuwe gemeentewet dat bepaalt dat de gemeenten tot taak hebben om ten behoeve van de inwoners te voorzien in een goede politie, met name de veiligheid en de rust op openbare wegen en plaatsen en in openbare gebouwen , en met name het nemen van passende maatregelen om rampen en plagen, zoals brand, epidemieën en epizootieën te voorkomen ;

Gelet op artikel 134 van diezelfde wet die, in geval van nood, deze regelgevende bevoegdheid van de politie aan de burgemeester toevertrouwt, wanneer de minste vertraging gevaar of schade zou kunnen veroorzaken voor de inwoners ;

Gelet op de wet van 15.05.2007 betreffende de civiele veiligheid, inzonderheid artikel 187 ;

Gelet op het ministerieel besluit van 13.03.2020 houdende afkondiging van de federale fase betreffende de coördinatie en het beheer van de crisis door het coronavirus COVID-19 ,

Gelet op het ministerieel besluit van 23.03.2020 houdende dringende maatregelen om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken, zoals gewijzigd door de ministeriële besluiten van 24.03, 3, 17 en 30.04, van 30.06, van 10 en 24.07.2020 ;

Overwegende de kwalificatie van het coronavirus COVID-19 als pandemie door de Wereldgezondheidsorganisatie op 11.03.2020 ;

Overwegende dat het coronavirus COVID-19 een zeer besmettelijke infectieziekte is die over het algemeen de longen en de luchtwegen aantast , dat het coronavirus COVID-19 door de lucht lijkt te worden overgedragen van het ene individu op het ander; dat de overdracht van het coronavirus lijkt plaats te vinden via alle mogelijke vormen van losing via de mond en de neus ;

Gelet op de verordening tot verplichting van het dragen van een masker op bepaalde plaatsen op het gemeentelijke grondgebied om redenen van volksgezondheid tijdens de coronavirus-COVID-19-pandemie aangenomen door de Burgemeester op maandag 11.05.2020 ,

Gelet op de wijziging van voornoemde ordonnantie van 14.05.2020 om de verplichting tot het dragen van een masker binnen de perimetre van de markten van Stokkel en Sint-Aleidis tijdens de duur ervan uit te breiden ,

Overwegende dat de Nationale Veiligheidsraad, die op 27.07.2020 is bijeengekomen, aanvullende maatregelen heeft aangenomen om de strategie ter bestrijding van het Coronavirus te versterken, naar aanleiding van de toename van het aantal nieuwe

besmettingen de laatste tijden ,

Overwegende dat artikel 11 van bovenvermeld besluit bepaalt dat “*Eenieder is vanaf de leeftijd van 12 jaar verplicht om de mond en de neus te bedekken met een masker of elk ander alternatief in stof op de volgende plaatsen 9° in winkelstraten en op alle particuliere of openbare drukbezochte plaatsen, zoals gedefinieerd door de plaatselijke autoriteiten*” ;

Overwegende dat het aan elke burgemeester toekomt om zich te richten op de winkelstraten en particuliere of openbare drukbezochte plaatsen, waar het dragen van het masker verplicht zal zijn, omdat de strikte naleving van de regels van de sociale afstand moeilijk te handhaven is in deze plaatsen ;

Overwegende dat de politieverordening tot verplichting van het dragen van een masker op bepaalde plaatsen op het gemeentelijke grondgebied om redenen van volksgezondheid tijdens de coronavirus-COVID-19-pandemie, zoals aangenomen door de Burgemeester op maandag 11.05.2020 en gewijzigd op 14.05.2020, dient aangepast te worden om de winkelstraten en alle particuliere of openbare drukbezochte plaatsen, waar het dragen van een masker moet opgelegd worden, te integreren ;

Overwegende dat de centrumwijk, de Montgomery rotonde en de Europa rotonde en de markt van de Vogelzang drukke gebieden zijn waar het dragen van een mondkoker moet worden opgelegd ,

Gelet op de Politieverordening van 14.05.2020, die op 29.07.2020 gewijzigd werd, in die zin dat de verplichting om een mondkoker te dragen in de centrumwijk, de Montgomery rotonde, de Europa rotonde en bij het houden van de markt van de Vogelzang, werd uitgebreid ;

Overwegende dat het tevens noodzakelijk is een wijziging aan te brengen met betrekking tot de sancties voor de schending van de verplichting om een mondkoker te dragen op de plaatsen die in genoemde verordening worden genoemd ,

Gelet op voornoemde verordening gewijzigd op 31.07.2020 ,

BESLUIT .

1. de Politieverordening van de Burgemeester aangenomen op 29.07.2020 tot wijziging van de Politieverordening van de Burgemeester van 14.05.2020 tot verplichting van het dragen van een mondkoker op bepaalde plaatsen op het gemeentelijk grondgebied om redenen van volksgezondheid tijdens de coronavirus-COVID-19-pandemie, te bevestigen ,
- 2 de Politieverordening van de Burgemeester aangenomen op 31.07.2020 tot wijziging van de Politieverordening van de Burgemeester aangenomen op 29.07.2020 en tot wijziging van de Politieverordening van de Burgemeester van 14.05.2020 tot verplichting van het dragen van een mondkoker op bepaalde plaatsen op het gemeentelijk grondgebied om redenen van volksgezondheid tijdens de coronavirus-COVID-19-pandemie, te bevestigen.

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.

31 stemmers . 31 positieve stemmen.

---

22.09.2020/A/0007

**CC - A.S.B.L. dans lesquelles la commune est statutairement représentée -  
Représentation de la commune au sein des assemblées générales et proposition dans  
le cadre de la représentation de la commune au sein des conseils d'administration et  
dans le cadre de l'attribution de fonctions - Modification**

LE CONSEIL,

Considérant qu'il paraît :

1. nécessaire de communiquer à l'assemblée générale ou au conseil d'administration des A.S.B.L. concernées le nom des personnes retenues dans le cadre de la représentation de la commune au sein de l'assemblée générale ,
- 2 opportun de proposer à l'assemblée générale des A.S.B.L. concernées le nom des personnes retenues dans le cadre de la représentation de la commune au sein du conseil d'administration ,
- 3 opportun de proposer au conseil d'administration des A S B L concernées le nom des personnes retenues dans le cadre de l'attribution de fonctions ,

dans les A.S.B.L. dans lesquelles la commune est statutairement représentée, pour la suite de la mandature 2018-2024, soit jusqu'au prochain renouvellement des conseils communaux bruxellois qui interviendra après les élections communales d'octobre 2024 ;

Vu les statuts desdites A S B L dans lesquelles la commune est statutairement représentée ;

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment l'article 120 § 2 ,

Vu les divers mouvements intervenus à ce jour au sein des instances desdites A.S.B.L en termes de départ et de remplacement au cours de la présente mandature ,

Vu les diverses délibérations antérieures prises en la matière ,

Vu le souhait du Conseil communal d'organiser la représentation de la commune au sein desdites A.S.B.L. de manière à en assurer une gestion en adéquation avec la composition du Conseil communal ;

DECIDE :

1. de communiquer à l'assemblée générale ou au conseil d'administration des A.S.B.L concernées le nom des personnes retenues dans le cadre de la représentation de la commune au sein de l'assemblée générale ,
2. de proposer à l'assemblée générale des A.S.B.L. concernées le nom des personnes retenues dans le cadre de la représentation de la commune au sein du conseil d'administration ,
3. de proposer au conseil d'administration des A.S.B.L. concernées le nom des personnes retenues dans le cadre de l'attribution de fonctions ;

dans les A.S.B.L. dans lesquelles la commune est statutairement représentée, pour la suite de la mandature 2018-2024, soit jusqu'au prochain renouvellement des conseils communaux bruxellois qui interviendra après les élections communales d'octobre 2024, à savoir les personnes suivantes :

**A.S.B.L. AGENCE LOCALE POUR L'EMPLOI DE WOLUWE-SAINT-PIERRE**

DéFI pour Woluwe 1150

Mme Alice RIGAUX, membre de l'assemblée générale et du conseil d'administration en remplacement de M Christian JACOB ;

**A.S.B.L. PREVENTION-ANIMATIONS-JEUNESSE DE WOLUWE-SAINT-PIERRE**

PS+sp.a

Mme Alisson STEVANONI, membre de l'assemblée générale et du conseil d'administration, en remplacement de M. Benjamin HANESSE ,

**A.S.B.L. VILLA FRANCOIS GAY**

Liste PS+sp.a

M. Marcelo FREDIANI, membre de l'assemblée générale avec voix délibérative, en remplacement de M. Benoît VAN PARIJS ;

## **A.S.B.L. WOLU-EUROPE**

DéFI pour Woluwe 1150

M Mouloud SADAQUI, membre de l'assemblée générale et du conseil d'administration, en remplacement de Mme Anne BACON ,

## **A.S.B.L. WOLU-ANIMATIONS**

ECOLO-GROEN

Mme Julie CAUET, membre de l'assemblée générale et du conseil d'administration, en remplacement de Mme Catherine MORES

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.

31 votants : 31 votes positifs.

---

**GR - V.Z.W.'s waarin de gemeente statutair vertegenwoordigd is -**

**Vertegenwoordiging van de gemeente op de algemene vergaderingen en voorstel in het kader van de vertegenwoordiging van de gemeente op de raden van bestuur en in het kader van de toekenning van functies - Wijziging**

DE RAAD,

Overwegende dat :

1. het noodzakelijk lijkt om aan de algemene vergadering of raad van bestuur van de betrokken V Z.W.'s de namen mee te delen van de personen die in het kader van de vertegenwoordiging van de gemeente op de algemene vergadering worden weerhouden ;
- 2 het opportuun lijkt om aan de algemene vergadering van de betrokken V Z W.'s de namen voor te stellen van de personen die zijn geselecteerd om de gemeente in de raad van bestuur te vertegenwoordigen ;
3. het opportuun lijkt om aan de raad van bestuur van de betrokken V.Z.W 's de namen voor te stellen van de personen die in het kader van de toekenning van de functies worden weerhouden ,

in de V.Z.W.'s waarin de gemeente statutair vertegenwoordigd is, voor het vervolg van de ambtstermijn 2018-2024, hetzij tot de volgende vernieuwing van de Brusselse gemeenteraden die zal plaatsvinden na de gemeenteraadsverkiezingen van oktober 2024 ; Gelet op de statuten van deze V.Z.W.'s waarin de gemeente statutair vertegenwoordigd is ; Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name artikel 120 § 2 ;

Gelet op de verschillende bewegingen die tot op heden hebben plaatsgevonden binnen de organen van de genoemde V.Z.W 's op het gebied van vertrek en vervanging tijdens de huidige ambtstermijn ;

Gelet op de wens van de Gemeenteraad om de vertegenwoordiging van de gemeente in de genoemde V Z W.'s zodanig te organiseren dat het beheer ervan in overeenstemming is met de samenstelling van de Gemeenteraad ,

BESLUIT .

- 1 aan de algemene vergadering of de raad van bestuur van de betrokken V Z W 's de namen mee te delen van de personen die in het kader van de vertegenwoordiging van de gemeente op de algemene vergadering worden weerhouden ,
- 2 aan de algemene vergadering van de betrokken V.Z.W.'s de namen voor te stellen van de personen die zijn geselecteerd om de gemeente in de raad van bestuur te vertegenwoordigen ,
- 3 aan de raad van bestuur van de betrokken V.Z.W 's de namen voor te stellen van

de personen die in het kader van de toekenning van de functies worden weerhouden ,

in de V Z W.'s waarin de gemeente statutair vertegenwoordigd is, voor het vervolg van de ambtstermijn 2018-2024, hetzij tot de volgende vernieuwing van de Brusselse gemeenteraden die zal plaatsgrijken na de gemeenteraadsverkiezingen van oktober 2024, namelijk de volgende personen

**V.Z.W. PLAATSELLIJK WERKGELEGENHEIDSAGENTSCHAP VAN SINT-PIETERS-WOLUWE**

DéFi voor Woluwe 1150

Mevr Alice RIGAUX, lid van de algemene vergadering en van de raad van bestuur, ter vervanging van Dhr. Christian JACOB ,

**V.Z.W. PREVENTIE-ANIMATIES-JEUGD VAN SINT-PIETERS-WOLUWE**

PS+sp a

Mevr. Alisson STEVANONI, lid van de algemene vergadering en van de raad van bestuur, ter vervanging van Dhr. Benjamin HANESSE ;

**V.Z.W. "VILLA FRANCOIS GAY"**

Lijst PS+sp.a

Dhr. Marcelo FREDIANI, lid van de algemene vergadering met stemrecht, ter vervanging van Dhr Benoît VAN PARIJS ;

**V.Z.W. WOLU-EUROPE**

DéFi voor Woluwe 1150

Dhr. Mouloud SADAOUUI, lid van de algemene vergadering en van de raad van bestuur, ter vervanging van Mevr. Anne BACON ,

**V.Z.W. WOLU-ANIMATIES**

ECOLO-GROEN

Mevr. Julie CAUET, lid van de algemene vergadering en van de raad van bestuur, ter vervanging van Mevr. Catherine MORES

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed  
31 stemmers : 31 positieve stemmen.

---

22.09 2020/A/0008

**CC - A.S.B.L. communales au sens de l'Ordonnance du 05.07.2018 relative aux modes spécifiques de gestion communale et à la coopération intercommunale - Représentation de la commune au sein des assemblées générales et proposition dans le cadre de la représentation de la commune au sein des conseils d'administration - Modification**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment l'article 120, § 2 ;

Vu le souhait du Conseil communal d'organiser la représentation de la commune au sein des A.S.B.L. dans lesquelles la commune est statutairement représentée de manière à en assurer une gestion en adéquation avec la composition du Conseil communal ;

Vu les divers mouvements intervenus à ce jour au sein des instances desdites A.S.B.L. en termes de départ et de remplacement en cours de mandature ,

Vu les diverses délibérations antérieures prises en la matière ,

Vu l'Ordonnance du 05.07.2018 relative aux modes spécifiques de gestion communale et à la coopération intercommunale, en particulier son article 36, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2 qui prévoit

qu'au moins un tiers des représentants de la commune au sein de l'assemblée générale des A S B L communales sont de sexe différent, et son article 36 § 2, alinéa 2 du même article qui prévoit que le conseil d'administration ne peut comporter plus de deux tiers de membres du même sexe ,

Considérant qu'il convient de revoir la représentation de la commune dans certains organes des A.S.B.L. communales concernées afin de répondre au prescrit de l'article 36 de l'Ordonnance précitée ,

Considérant qu'il paraît :

1. nécessaire de communiquer à l'assemblée générale ou au conseil d'administration des A S B.L. concernées le nom des personnes retenues dans le cadre de la représentation de la commune au sein de l'assemblée générale ,
2. opportun de proposer à l'assemblée générale des A.S.B.L. concernées le nom des personnes retenues dans le cadre de la représentation de la commune au sein du conseil d'administration,

pour la suite de la mandature 2018-2024, soit jusqu'au prochain renouvellement des conseils communaux bruxellois qui interviendra après les élections communales d'octobre 2024 ,

Considérant que les différents changements opérés en termes de représentation de la commune dans les organes des A.S.B.L. communales concernées ne sortiront leurs effets qu'au jour de l'adoption par ces A.S.B.L. des modifications visant à mettre leurs statuts en conformité avec l'Ordonnance précitée ;

DECIDE, pour la suite de la mandature 2018-2024, soit jusqu'au prochain renouvellement des conseils communaux bruxellois qui interviendra après les élections communales d'octobre 2024 ;

- 1 de communiquer à l'assemblée générale ou au conseil d'administration des A.S.B.L. communales concernées le nom des personnes retenues dans le cadre de la représentation de la commune au sein de l'assemblée générale ;
- 2 de proposer à l'assemblée générale des A.S.B.L. communales concernées le nom des personnes retenues dans le cadre de la représentation de la commune au sein du conseil d'administration,

étant entendu que ces changements ne sortiront leurs effets qu'au jour de l'adoption par les A S B.L. concernées des modifications visant à mettre leurs statuts en conformité avec ladite Ordonnance, à savoir les personnes suivantes .

#### **A.S.B.L. CENTRE COMMUNAUTAIRE CROUSSE**

Mme Dominique SAELS, membre de l'assemblée générale, en remplacement de M. Mouloud SADAQUI ;

Mme Anouk BINET, membre de l'assemblée générale et du conseil d'administration, en remplacement de M Henri DE PLAEN ,

Mme Alexia BERTRAND, membre de l'assemblée générale et du conseil d'administration en remplacement de M. Laurent CHODA ;

Mme Geïda POSTELMANS, membre de l'assemblée générale et du conseil d'administration, en remplacement de M. Michel PLUVINAGE ;

Fin des mandats de M. Alpha BALDE en sa qualité de membre de l'assemblée générale et du conseil d'administration ;

#### **A.S.B.L. CENTRE CULTUREL ET DE CONGRES**

M Michel COUSSEMENT, membre de l'assemblée générale et du conseil d'administration, en remplacement de Mme Dominique SAELS ;

M. Laurent CHODA, membre de l'assemblée générale et du conseil d'administration, en

remplacement de Mme Alexia BERTRAND ;  
M Pascal BARRECHIA, membre de l'assemblée générale et du conseil d'administration,  
en remplacement de Mme Virginie RUQUOIS

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération  
31 votants 31 votes positifs

---

**GR - Gemeentelijke V.Z.W.'s in de zin van de Ordonnantie van 05.07.2018  
betreffende de specifieke gemeentelijke bestuursvormen en de samenwerking tussen  
gemeenten - Vertegenwoordiging van de gemeente binnen de algemene vergaderingen  
en voorstel in het kader van de vertegenwoordiging van de gemeente binnen de raden  
van bestuur - Wijziging**

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name artikel 120 § 2 ,

Gelet op de wens van de Gemeenteraad om de vertegenwoordiging van de gemeente in de V Z W 's waarin de gemeente statutair vertegenwoordigd is zodanig te organiseren dat het beheer ervan in overeenstemming is met de samenstelling van de Gemeenteraad ;

Gelet op de verschillende bewegingen die tot op heden plaatsgevonden hebben binnen de organen van de voornoemde V.Z.W.'s wat betreft vertrek en vervanging tijdens de ambtstermijn ;

Gelet op de verschillende vorige beraadslagingen genomen over deze materie ,

Gelet op de Ordonnantie van 05.07.2018 betreffende de specifieke gemeentelijke bestuursvormen en de samenwerking tussen gemeenten, in het bijzonder artikel 36, § 1, lid 2, dat bepaalt dat ten minste een derde van de vertegenwoordigers van de gemeente in de algemene vergadering van de gemeentelijke V Z W 's van verschillend geslacht is, en artikel 36, § 2, lid 2, van hetzelfde artikel, dat bepaalt dat de raad van bestuur niet meer dan twee derde van de leden van hetzelfde geslacht mag tellen ,

Overwegende dat de vertegenwoordiging van de gemeente in bepaalde organen van de betrokken gemeentelijke V.Z.W.'s moet worden herzien om te voldoen aan de bepalingen van artikel 36 van bovengenoemde Ordonnantie ,

Overwegende dat :

1. het noodzakelijk lijkt om aan de algemene vergadering of raad van bestuur van de betrokken V.Z.W.'s de namen mee te delen van de personen die in het kader van de vertegenwoordiging van de gemeente op de algemene vergadering worden weerhouden ;
2. het opportuun lijkt om aan de algemene vergadering van de betrokken V.Z.W.'s de namen voor te stellen van de personen die zijn geselecteerd om de gemeente in de raad van bestuur te vertegenwoordigen,

voor het vervolg van de ambtstermijn 2018-2024, hetzij tot de volgende vernieuwing van de Brusselse gemeenteraden die zal plaatsgrijpen na de gemeenteradsverkiezingen van oktober 2024 ;

Overwegende dat de verschillende wijzigingen in de vertegenwoordiging van de gemeente in de organen van de betrokken gemeentelijke V Z W 's pas van kracht zullen worden op de datum van goedkeuring door deze V.Z.W.'s van de wijzigingen die bedoeld zijn om hun statuten in overeenstemming te brengen met de genoemde Ordonnantie ;

BESLUIT, voor het vervolg van de ambtstermijn 2018-2024, hetzij tot de volgende vernieuwing van de Brusselse gemeenteraden die zal plaatsgrijpen na de

## gemeenteraadsverkiezingen van oktober 2024

1. aan de algemene vergadering of de raad van bestuur van de betrokken gemeentelijke V.Z.W 's de namen mee te delen van de personen die in het kader van de vertegenwoordiging van de gemeente op de algemene vergadering worden weerhouden ,
2. aan de algemene vergadering van de betrokken gemeentelijke V Z W 's de namen voor te stellen van de personen die zijn geselecteerd om de gemeente in de raad van bestuur te vertegenwoordigen ,

met dien verstande dat deze wijzigingen pas van kracht worden op de dag van de goedkeuring door de betrokken V.Z.W 's van de wijzigingen die tot doel hebben hun statuten in overeenstemming te brengen met de genoemde Ordonnantie, namelijk de volgende personen :

### **V.Z.W. GEMEENSCHAPSCENTRUM CROUSSE**

Mevr. Dominique SALES, lid van de algemene vergadering, ter vervanging van Dhr. Mouloud SADAQUI ,

Mevr. Anouk BINET, lid van de algemene vergadering en van de raad van bestuur, ter vervanging van Dhr Henri DE PLAEN ;

Mevr Alexia BERTRAND, lid van de algemene vergadering en van de raad van bestuur, ter vervanging van Dhr Laurent CHODA ,

Mevr Gerda POSTELMANS, lid van de algemene vergadering en van de raad van bestuur, ter vervanging van Dhr. Michel PLUVINAGE ;

Einde van de mandaten van Dhr. Alpha BALDE als lid van de algemene vergadering en van de raad van bestuur ,

### **V.Z.W. CULTUUR EN CONGRESCENTRUM**

Dhr. Michel COUSSEMENT, lid van de algemene vergadering en van de raad van bestuur, ter vervanging van Mevr. Dominique SAELS ;

Dhr Laurent CHODA, lid van de algemene vergadering en van de raad van bestuur, ter vervanging van Mevr. Alexia BERTRAND ,

Dhr. Pascal BARRECHIA, lid van de algemene vergadering en van de raad van bestuur, ter vervanging van Mevr. Virginie RUQUOIS.

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed

31 stemmeis 31 positieve stemmen

---

22.09.2020/A/0009

### **CC - A.S.B.L. communales - Ordonnance du 05.07.2018 relative aux modes spécifiques de gestion communale et à la coopération intercommunale - Conventions à conclure avec les A.S.B.L. communales dont 50 % au moins du budget est couvert par subvention communale - A.S.B.L. PREVENTION-ANIMATIONS-JEUNESSE DE WOLUWE-SAINT-PIERRÉ - Adoption**

LE CONSEIL,

Vu l'Ordonnance du 05.07.2018 relative aux modes spécifiques de gestion communale et à la coopération intercommunale, en particulier les articles 32 à 48 ;

Considérant que ladite ordonnance prévoit que la Commune conclut une convention avec les A.S.B.L. communales dont 50 % au moins du budget est couvert par subvention communale ,

Considérant que l' A S B .L. PREVENTION-ANIMATIONS-JEUNESSE DE WOLUWE-SAINT-PIERRE, B C E. 0878.696 175, dont le siège social est situé Val des Seigneurs 67

A, 1150 Bruxelles, est tenue de conclure une convention avec la commune dès lors que 50 % au moins de son budget est couvert par subventions communales ,  
Considérant que l'Ordonnance précitée du 05 07 2018 définit le contenu minimum de cette convention ;

Vu la convention ci-annexée à conclure entre la commune et l'A.S.B.L. PREVENTION-ANIMATIONS-JEUNESSE DE WOLUWE-SAINT-PIERRE sur la base de l'article 38 de l'Ordonnance du 05.07.2018 relative aux modes spécifiques de gestion communale et à la coopération intercommunal ;

DECIDE d'adopter la convention ci-annexée à conclure entre la commune et l'A.S.B.L. PREVENTION-ANIMATIONS-JEUNESSE DE WOLUWE-SAINT-PIERRE, B.C.E. 0878 696 175, dont le siège social est situé Val des Seigneurs 67 A, 1150 Bruxelles, sur la base de l'article 38 de l'Ordonnance du 05.07.2018 relative aux modes spécifiques de gestion communale et à la coopération intercommunale.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.  
31 votants : 31 votes positifs.

---

**GR - Gemeentelijke V.Z.W.'s - Ordonnantie van 05.07.2018 betreffende de specifieke gemeentelijke bestuursvormen en de samenwerking tussen gemeenten - Te sluiten overeenkomsten met de gemeentelijke V.Z.W.'s waarvan minstens 50 % van de begroting gedekt wordt door een gemeentelijke subsidie - V.Z.W. PREVENTIE-ANIMATIES-JEUGD VAN SINT-PIETERS-WOLUWE - Aanneming**

DE RAAD,

Gelet op de Ordonnantie van 05.07.2018 betreffende de specifieke gemeentelijke bestuursvormen en de samenwerking tussen gemeenten, met name artikels 32 tot 48 ;

Overwegende dat de genoemde ordonnantie voorziet dat de gemeente een overeenkomst moet sluiten met de gemeentelijke V.Z.W.'s waarvan ten minste 50 % van de begroting wordt gedekt door een gemeentelijke subsidie ;

Overwegende dat de V.Z.W. PREVENTIE-ANIMATIES-JEUGD VAN SINT-PIETERS-WOLUWE, K.B.O. 0878 696 175, waarvan de maatschappelijke zetel gevestigd is te Herendal 67 A, 1150 Bruxelles, verplicht is een overeenkomst met de gemeente te sluiten als ten minste 50 % van hun budget wordt gedekt door gemeentelijke subsidies ;

Overwegende dat de genoemde ordonnantie van 05.07.2018 de minimuminhoud van deze overeenkomst bepaalt ;

Gelet op de bijgevoegde overeenkomst die moet worden gesloten tussen de gemeente en de V.Z.W. PREVENTIE-ANIMATIES-JEUGD VAN SINT-PIETERS-WOLUWE op grond van artikel 38 van de ordonnantie van 05.07.2018 betreffende de specifieke gemeentelijke bestuursvormen en de samenwerking tussen gemeenten ;

BESLUIT de bijgevoegde overeenkomst die moet worden gesloten tussen de gemeente en de V.Z.W. PREVENTIE-ANIMATIES-JEUGD VAN SINT-PIETERS-WOLUWE, K.B.O. 0878.696.175, waarvan de maatschappelijke zetel gevestigd is te Herendal 67 A, 1150 Bruxelles, op grond van artikel 38 van de ordonnantie van 05.07.2018 betreffende de specifieke gemeentelijke bestuursvormen en de samenwerking tussen gemeenten, aan te nemen.

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslagung goed  
31 stemmers . 31 positieve stemmen.

**communale et à la coopération intercommunale - Intercommunales auxquelles la commune est associées - Comptes annuels, Rapports des réviseurs, Rapports d'activités - Prise d'acte**

LE CONSEIL,

Vu l'ordonnance du 05 07 2018 relative aux modes spécifiques de gestion communale et à la coopération intercommunale ;

Considérant que l'article 75 de ladite ordonnance prévoit que les comptes annuels, le rapport des réviseurs ainsi qu'un rapport détaillé sur les activités des intercommunales sont adressés chaque année à tous les membres des conseils communaux des communes associées dans les délais fixés par les statuts de ces intercommunales ,

Considérant que ce même article prévoit que ces documents font l'objet d'une présentation par un représentant et d'une prise d'acte par le Conseil communal ,

Vu les présentations de ces documents réalisées ce jour par les représentants des intercommunales BRULABO S C R L , B C E 0203.071 973, dont le siège social est situé avenue du Maelbeek 3, 1000 Bruxelles, INTERFIN S.C.R.L., B.C.E 0222.944.897, dont le siège social est situé quai des Usines 16, 1000 Bruxelles, SIBELGA S.C R L , B C E 0222.869.673, dont le siège social est situé quai des Usines 16, 1000 Bruxelles , et VIVAQUA S C.R.L., B C E 0202.962.701, dont le siège social est situé boulevard de l'Impératrice 17-19, 1000 Bruxelles .

PREND ACTE des comptes annuels, du rapport des réviseurs ainsi que du rapport détaillé sur les activités des intercommunales suivantes :

- S.C.R.L. BRULABO, B C E. 0203.071.973, dont le siège social est situé avenue du Maelbeek 3, 1000 Bruxelles ,
- S.C.R L INTERFIN, B C E 0222.944.897, dont le siège social est situé quai des Usines 16, 1000 Bruxelles ;
- S.C.R L SIBELGA, B C E 0222 869.673, dont le siège social est situé quai des Usines 16, 1000 Bruxelles ,
- S.C.R L. VIVAQUA, B.C.E. 0202.962.701, dont le siège social est situé boulevard de l'Impératrice 17-19, 1000 Bruxelles

Le Conseil prend acte.

31 votants · 31 votes positifs

---

**GR - Ordonnantie van 05.07.2018 betreffende de specifieke gemeentelijke bestuursvormen en de samenwerking tussen gemeenten - Intercommunale maatschappijen waarbij de gemeente aangesloten is - Jaarrekeningen, Verslagen van de revisoren, Activiteitenverslagen - Akteneming**

DE RAAD,

Gelet op de ordonnantie van 05 07 2018 betreffende de specifieke gemeentelijke bestuursvormen en de samenwerking tussen gemeenten ,

Overwegende dat artikel 75 van vooroemde ordonnantie bepaalt dat de jaarrekeningen, het verslag van de revisoren en een gedetailleerd verslag van de activiteiten van de intercommunales worden jaarlijks toegestuurd aan alle gemeenteraadsleden van de aangesloten gemeenten, en dit binnen de termijnen vastgesteld door de statuten van deze intercommunales ;

Overwegende dat in hetzelfde artikel bepaald wordt dat deze documenten door een vertegenwoordiger moeten worden voorgelegd en dat de gemeenteraad er akte van neemt ;

Gelet op de voorlegging van deze documenten die vandaag werd uitgevoerd door de vertegenwoordigers van de intercommunales BRULABO C.V.B.A., K.B.O. 0203.071.973, met maatschappelijke zetel te Maelbeeklaan 3, 1000 Brussel, INTERFIN C.V.B.A., K.B.O. 0222.944.897, met maatschappelijke zetel te Werkhuizenkaai 16, 1000 Brussel, SIBELGA C.V.B.A., K.B.O. 0222.869.673, met maatschappelijke zetel te Werkhuizenkaai 16, 1000 Brussel, en VIVAQUA C.V.B.A., K.B.O. 0202.962.701, met maatschappelijke zetel te Keizerinlaan 17-19, 1000 Brussel.

NEEMT AKTE van de jaarrekeningen, het verslag van de revisoren en het gedetailleerde verslag over de activiteiten van de volgende intercommunales .

- BRULABO C.V.B.A., K.B.O. 0203.071.973, met maatschappelijke zetel te Maelbeeklaan 3, 1000 Brussel ,
- INTERFIN C.V.B.A., K.B.O. 0222.944.897, met maatschappelijke zetel te Werkhuizenkaai 16, 1000 Brussel ;
- SIBELGA C.V.B.A., K.B.O. 0222.869.673, met maatschappelijke zetel te Werkhuizenkaai 16, 1000 Brussel ;
- VIVAQUA C.V.B.A., K.B.O. 0202.962.701, met maatschappelijke zetel te Keizerinlaan 17-19, 1000 Brussel.

De Raad neemt akte.

31 stemmers : 31 positieve stemmen.

---

22.09.2020/A/0011

**CC - Sociétés Immobilières de Service Public (S.I.S.P.) dans le domaine du logement social auxquelles la commune est associée - S.C.R.L. EN BORD DE SOIGNES - Modifications statutaires - Approbation**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment l'article 117 ;

Vu le Code bruxellois du logement ;

Considérant que la commune est associée à la Société Immobilière de Service Public (S.I.S.P.) EN BORD DE SOIGNES, B.C.E. 0401.967.406, dont le siège social est situé avenue de la Houlette 93, 1160 Bruxelles ;

Vu la convocation à l'Assemblée générale extraordinaire du 14.05.2020 adressée au Collège des Bourgmestre et Echevins par la S.C.R.L. EN BORD DE SOIGNES en date du 10.04.2020 et les documents y annexés ;

Considérant que ladite Assemblée générale porte spécifiquement sur la modification des statuts de la S.C.R.L. EN BORD DE SOIGNES ;

Considérant que par courrier du 06.05.2020 ladite Assemblée a toutefois été reportée ,

Vu le courriel du 07.09.2020 de la S.C.R.L. EN BORD DE SOIGNES et le document y annexé ;

Considérant qu'en sa qualité d'associé, il convient à la commune de se prononcer sur les modifications des statuts proposées ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

DECIDE d'approuver les modifications des statuts de la S.C.R.L. EN BORD DE SOIGNES, B.C.E 0401.967.406, dont le siège social est situé avenue de la Houlette 93, 1160 Bruxelles, telles qu'adressées par celle-ci au Collège des Bourgmestre et Echevins en date du 07.09.2020.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.  
31 votants 31 votes positifs

---

**GR - Openbare Vastgoedmaatschappijen (O.V.M.) op het gebied van de sociale huisvesting waarmee de gemeente wordt verenigd - C.V.B.A. "EN BORD DE SOIGNES" - Statuten wijzigingen - Goedkeuring**

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name artikel 117 ,

Gelet op de Brusselse Huisvestingscode ,

Overwegende dat de gemeente geassocieerd is met de Openbare Vastgoedmaatschappij (O.V ) "EN BORD DE SOIGNES", K.B.O. 0401 967.406, waarvan de maatschappelijke zetel gevestigd is Herdersstaflaan 93, 1160 Brussel ;

Gelet op de oproeping voor de Buitengewone Algemene Vergadering van 14.05 2020 die door de C.B.V.A "EN BORD DE SOIGNES" op 10.04.2020 aan het College van Burgemeester en Schepenen werd gestuurd en de documenten die daarbij werden gevoegd ;

Overwegende dat de genoemde Algemene Vergadering specifiek betrekking heeft op de wijziging van de statuten van de C V B.A. "EN BORD DE SOIGNES" ;

Overwegende dat de genoemde Vergadering bij brief van 06.05.2020 werd uitgesteld ,

Gelet de e-mail van 07.09.2020 van de C.B.V A "EN BORD DE SOIGNES" en het document die daarbij werd gevoegd ;

Overwegende dat de gemeente in haar hoedanigheid van vennoot moet beslissen over de voorgestelde wijzigingen van de statuten ;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen ,

BESLUIT de wijzigingen van de statuten van de C.V.B.A "EN BORD DE SOIGNES", K B O 0401.967 406, waarvan de maatschappelijke zetel gevestigd is Herdersstaflaan 93, 1160 Brussel, zoals deze laatste op 07.09.2020 aan het College van Burgemeester en Schepenen werden overgemaakt, goed te keuren.

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.

31 stemmers : 31 positieve stemmen

---

**Secrétariat - Secretariaat**

22.09.2020/A/0012    **CC - Marchés publics et contrats de concession - Dépenses relevant du service ordinaire du budget - Application de l'article 234 § 4 de la nouvelle loi communale - Choix de la procédure de passation et fixation des conditions - Délégation de pouvoirs au Collège des Bourgmestre et Echevins**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment l'article 234 § 1 et § 4, tel que modifié par ordonnance du 17.07.2020 ;

Considérant que le Conseil communal choisit la procédure de passation des marchés publics et des contrats de concession et en fixe les conditions ,

Considérant que le Conseil communal peut déléguer ces pouvoirs au Collège des Bourgmestre et Echevins pour les dépenses relevant du service ordinaire du budget ;

Considérant que cette délégation est limitée aux marchés publics visés à l'article 92 de la

loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ,  
Considérant que dans le but d'accélérer, d'alléger et d'assouplir la procédure des marchés publics et des contrats de concession, il convient que le Conseil communal fasse usage de cette faculté de délégation ;  
Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ,  
DECIDE de déléguer ses pouvoirs au Collège des Bourgmestre et Echevins en matière de choix de la procédure de passation et de fixation des conditions des marchés publics et des contrats de concession pour les dépenses relevant du service ordinaire du budget dans les limites des marchés publics visés à l'article 92 de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération  
31 votants : 31 votes positifs.

---

**GR - Overheidsopdrachten en concessieovereenkomsten - Uitgaven die onder de gewone dienst van de begroting vallen - Toepassing van artikel 234 § 4 van de nieuwe gemeentewet - Keuze van de plaatsingsprocedure en vaststelling van de voorwaarden - Delegatie van bevoegdheden aan het College van Burgemeester en Schepenen**

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name artikel 234 § 1 en § 4, zoals gewijzigd door ordonnantie van 17.07.2020 ;

Overwegende dat de Gemeenteraad de plaatsingsprocedure van de overheidsopdrachten en de concessieovereenkomsten kiest en er de voorwaarden van vaststelt ;

Overwegende dat de Gemeenteraad deze bevoegdheden aan het College van Burgemeester en Schepenen mag overdragen voor de uitgaven die vallen onder de gewone dienst van de begroting ;

Overwegende dat deze overdracht beperkt is tot de overheidsopdrachten bedoeld in artikel 92 van de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten ;

Overwegende dat het aangewezen is dat de Gemeenteraad van deze overdrachtsmogelijkheid gebruik maakt teneinde de procedure van de overheidsopdrachten te versnellen, te verlichten en te versoepelen ;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen ;

BESLUIT zijn bevoegdheden met betrekking tot de keuze van plaatsingsprocedure en de vaststelling van de voorwaarden van de overheidsopdrachten en de concessieovereenkomsten aan het College van Burgemeester en Schepenen over te dragen voor de uitgaven die vallen onder de gewone dienst van de begroting binnen de grenzen van de overheidsopdrachten bedoeld in artikel 92 van de wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten.

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed  
31 stemmers . 31 positieve stemmen.

---

**Administration Rémunération du personnel - Beheer Bezoldiging van het personeel**

22.09.2020/A/0013   **CC - Convention relative à l'octroi de la subvention PEB (Performance Energétique et climat intérieur des Bâtiments) - Approbation**

LE CONSEIL,

Vu l'arrêté SUB/2020/WSP/PEB du 02 07 2020 du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale octroyant une subvention à la commune de Woluwe-Saint-Pierre pour l'année budgétaire 2020 ,

Vu la convention à conclure dans ce cadre entre l'Institut Bruxellois pour la Gestion de l'Environnement (I.B.G.E) et la commune de Woluwe-Saint-Pierre pour la période du 01 01 2020 au 31 12 2020 inclus ;

DECIDE d'approuver la convention à conclure entre l'Institut Bruxellois pour la Gestion de l'Environnement (I.B.G.E) et la commune de Woluwe-Saint-Pierre relativement à l'octroi de la subvention PEB (Performance Energétique et climat intérieur des Bâtiments) visant à couvrir partiellement ou en totalité les frais liés à l'engagement d'un membre du personnel supplémentaire au cadre de la commune, spécialisé en matière d'économie d'énergie dans les bâtiments afin d'intégrer cette matière dans le cadre du traitement des demandes de permis d'urbanisme et de disposer de personnel compétent pour l'application et le suivi de la réglementation PEB pour des travaux dits de rénovation simple pour la période du 01.01.2020 au 31.12.2020 inclus.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.

31 votants . 31 votes positifs.

---

**GR - Overeenkomst betreffende de toekenning van de EPB-toelage (Energieprestatie en Binnenklimaat van gebouwen) - Goedkeuring**

DE RAAD,

Gelet op het besluit SUB/2020/WSP/EPB van 02 07.2020 van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering houdende de toekenning van een toelage aan de gemeente Sint-Pieters-Woluwe voor het begrotingsjaar 2020 ;

Gelet op de overeenkomst die terzake moet gesloten worden tussen het Brussels Instituut voor Milieubeheer (B.I.M) en de gemeente Sint-Pieters-Woluwe voor de periode van 01 01 2020 tot 31 12 2020 inbegrepen ;

BESLUIT de overeenkomst tussen het Brussels Instituut voor Milieubeheer (B.I.M) en de gemeente Sint-Pieters-Woluwe goed te keuren, betreffende de toekenning van de EPB-toelage (Energieprestatie en Binnenklimaat van gebouwen) om gedeeltelijk of geheel de kosten te dekken in verband met de aanwerving binnen de gemeente van een extra personeelslid, gespecialiseerd in energiebesparing in gebouwen zodat deze materie geïntegreerd kan worden in het kader van aanvragen van bouwvergunningen en dat de gemeente beschikt over bekwaam personeel dat de EPB-regelgeving van eenvoudige renoviewerken kan uitvoeren en opvolgen voor de periode van 01 01 2020 tot 31 12.2020 inbegrepen

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed

31 stemmers · 31 positieve stemmen

---

**Etat civil - Burgelijke stand**

22.09.2020/A/0014    **CC - Règlement général relatif au cimetière communal pour animaux domestiques - Adoption**

LE CONSEIL,

Vu la convention du 02.04.2019 entre Bruxelles Environnement et la Commune de Woluwe-Saint-Pierre relative à la subvention portant la référence SUB/2018/WSP/BEA/Cimetière ,

Vu l'Arrêté Royal du 25.04.2014 relatif à l'identification et à l'enregistrement des chiens ;  
Vu l'Arrêté Ministériel du 10.10.2017 concernant l'identification et l'enregistrement des chats ;

DECIDE d'adopter le règlement suivant :

## **CHAPITRE I - DES DISPOSITIONS GENERALES ET DES MESURES DE POLICE**

### Article 1er

Le cimetière communal pour animaux domestiques est soumis à la police et à la surveillance des autorités communales qui veillent à ce qu'aucun désordre ne s'y produise

### Article 2

Le cimetière communal pour animaux domestiques est situé chaussée de Stockel numéro 301, 1150 Woluwe-Saint-Pierre et est ouvert au public tous les jours du 03.11 au 29.02 de 08:00 à 16:00 et du 01.03 au 02.11 de 08:00 à 18:00. Un quart d'heure avant la fermeture des grilles, il est demandé aux visiteurs présents dans l'enceinte du cimetière communal de se diriger vers la sortie.

### Article 3

Toutes les prestations relatives aux inhumations de restes mortels d'animaux, de placements en columbarium d'urnes cinéraires et de dispersions de cendres au cimetière communal pour animaux domestiques sont effectuées par les membres du personnel du cimetière communal du lundi au vendredi de 08:30 à 15:00 ;

Le service de l'Etat civil décide en accord avec le délégué de l'entreprise de pompes funèbres animalières du jour et de l'heure des inhumations des restes mortels d'animaux domestiques, des placements en columbarium d'urnes cinéraires ou des dispersions de cendres

### Article 4.

L'entrée du cimetière communal pour animaux domestiques est interdite aux personnes en état d'ivresse, aux jeunes enfants non accompagnés d'adultes et aux personnes accompagnées d'animaux, sauf s'il s'agit de chiens servant de guide pour personnes malvoyantes et/ou à mobilité réduite

### Article 5.

Les jours ouvrables, l'accès au cimetière communal est interdit à tous véhicules hormis les voitures destinées au transport de personnes à mobilité réduite, celles des pompes funèbres animalières et celles des services communaux.

### Article 6.

Il est strictement défendu :

- 1 d'escalader ou de franchir les murs et les clôtures délimitant le cimetière communal ;
2. de faire une marque ou entaille aux arbres, d'arracher ou de couper des branches ou des plantes quelconques ;
3. d'endommager les monuments, les emblèmes funéraires et tous autres objets servant d'ornement aux sépultures ainsi que d'écrire sur les pierres tombales ;
4. de marcher, de s'asseoir ou de se coucher sur les pierres tombales ou sur les pelouses ;
- 5 de dégrader les chemins et les pelouses, d'y faire des plantations ou d'y enfourcer des pots destinés à recueillir des plantes ;
6. de déposer des ordures dans l'enceinte du cimetière communal ;
7. de se livrer à des jeux, de chanter, de jouer de la musique ,

- 8 de jeter sur les pelouses, sur les chemins ou sur les pierres tombales voisines, les détritus provenant de l'entretien des concessions et/ou des jardinets ,
- 9 d'apposer des affiches ou des écrits dans l'enceinte du cimetière (murs, portes, valves, aubettes) sauf les publications de l'autorité communale.

Toute infraction à ces dispositions est constatée par les membres du personnel du cimetière communal qui en réfèrent immédiatement à leur hiérarchie

#### Article 7.

Pendant les huit jours précédant la Toussaint, et jusqu'au 2 novembre inclus, il est interdit de procéder à toute prestation effectuée par des tiers

#### Article 8.

Les objets trouvés tant dans le cimetière communal que dans celui pour animaux domestiques doivent être remis sans délai aux membres du personnel du cimetière communal La commune ne peut être tenue responsable des vols ou des dégradations commis au préjudice des familles ou des propriétaires des animaux

### **CHAPITRE II - DES TRANSPORTS FUNEBRES**

#### Article 9.

Les transports funèbres des restes mortels d'animaux domestiques sont effectués par une entreprise de pompes funèbres animalières privée désignée par les propriétaires des animaux et assistée par les membres du personnel du cimetière communal

### **CHAPITRE III - DE L'INHUMATION OU L'INCINERATION DES RESTES MORTELS D'ANIMAUX DOMESTIQUES**

#### Article 10.

Les restes mortels d'animaux domestiques sont déposés dans un cercueil biodegradable. L'emploi de cercueils, de gaines, de produits et de procédés empêchant soit les décompositions naturelles et normales des restes mortels d'animaux domestiques soit les incinérations est interdit.

Le cimetière communal pour animaux domestiques est destiné à l'inhumation ou au placement en columbarium des restes mortels d'animaux domestiques de propriétaires inscrits ou mentionnés dans les registres communaux de Woluwe-Saint-Pierre aux conditions et tarifs fixés dans le règlement-redevance relatif aux sépultures dans le cimetière communal pour animaux domestiques en vigueur à ce moment.

Dans l'attente de l'inhumation des restes mortels d'animaux domestiques, il est interdit d'utiliser tant la morgue communale que les caveaux d'attente.

#### **Section 1 : de l'inhumation**

#### Article 11

Seule l'inhumation des animaux domestiques dont l'identification par l'implant d'une puce est rendue obligatoire, à savoir chiens et chats, est autorisée

Toute inhumation est subordonnée à la délivrance d'une autorisation gratuite accordée par les services communaux

L'autorisation d'inhumer est remise aux membres du personnel du cimetière communal, soit préalablement par le service de l'Etat civil, soit à l'arrivée des restes mortels d'animaux domestiques ou de l'urne cinéraire par le délégué de l'entreprise de pompes funèbres animalières ou par le propriétaire de l'animal.

#### Article 12.

Les inhumations sont effectuées par les membres du personnel du cimetière communal dans des parcelles aménagées en présence des propriétaires des animaux domestiques s'ils le souhaitent.

#### **Section 2 : de l'incinération**

#### Article 13

En cas d'arrivée au cimetière communal pour animaux domestiques, l'urne cinéraire est

remise aux membres du personnel du cimetière communal qui posent sur celle-ci un numéro d'ordre chronologique d'arrivée

#### Article 14.

Les cendres de tout animal peuvent être dispersées sur la pelouse réservée à cet effet au cimetière communal des animaux domestiques aux conditions et tarifs fixés dans le règlement-redevance relatif aux sépultures dans le cimetière communal pour animaux domestiques en vigueur à ce moment. La dispersion est effectuée par un membre du personnel du cimetière communal. Une plaque commémorative peut être réalisée à l'initiative des propriétaires des animaux. Ladite plaque est apposée pour une durée de 5 ans.

### **CHAPITRE IV - DES TYPES ET DE LA DUREE DES SEPULTURES**

#### **Section 1 : Enumération**

##### Article 15.

1. columbarium pour une urne cinéraire pour un animal domestique pour une durée de 5 ans ;
2. parcelle en pleine terre pour un animal domestique pour une durée de 5 ans ;
3. pelouse de dispersion pour animaux

#### **Section 2 : Fiche technique**

##### Article 16.

1. columbarium pour une urne cinéraire pour un animal pour une durée de 5 ans ;  
Les cellules du columbarium sont fermées par des dalles identiques sur lesquelles sont obligatoirement apposées des plaques commémoratives ,
2. parcelle en pleine terre pour un animal domestique pour une durée de 5 ans ;  
Longueur 120 cm, largeur 100 cm et profondeur 100 cm ;  
Des plaques commémoratives doivent être apposées sur le mur jouxtant les parcelles ;  
Les pelouses y destinées sont engazonnées et entretenues par les soins des membres du personnel du cimetière communal ;
3. pelouse de dispersion pour animaux ;  
Des plaques commémoratives facultatives peuvent être apposées à l'initiative des propriétaires des animaux

#### **Section 3 : Durée**

##### Article 17.

Toute parcelle individuelle d'inhumation en pleine terre ou en columbarium est reprise par la commune cinq ans après l'inhumation.

Celle-ci procèdera soit à la désaffection soit à l'assainissement du terrain.

### **CHAPITRE V - DE L'OBLIGATION DES PROPRIETAIRES D'ANIMAUX**

##### Article 18.

La demande d'acquisition d'une parcelle d'inhumation comporte pour le demandeur l'obligation, endéans les 6 mois de l'octroi, de placer une plaque commémorative dont les dimensions sont 25 cm x 15 cm ; ladite plaque doit subsister jusqu'au terme de la durée de la parcelle.

La demande d'acquisition d'un emplacement en columbarium comporte pour le demandeur l'obligation, endéans les 6 mois de l'octroi, de placer une plaque commémorative dont les dimensions sont 14 cm x 6 cm

##### Article 19.

En dehors des écrans de verdure placés par les services techniques du Département Voirie Espace public, toutes plantations de conifères, d'arbustes et d'arbres sont interdites , seules

les plantes annuelles ou vivaces sont autorisées à l'intérieur des limites affectées à chaque parcelle de telle sorte qu'elles n'empiètent pas sur les parcelles contigues par suite de leur croissance. Elles doivent toujours être disposées de manière à ne pas gêner le passage sur les chemins.

#### Article 20.

Les couronnes de fleurs fanées et les fleurs fanées, les mauvaises herbes, les papiers et rubans doivent être déposés soit dans les poubelles, soit dans les conteneurs prévus à cet effet.

#### Article 21.

Les membres du personnel du cimetière communal feront enlever, après avertissement, les plantes reconnues nuisibles ou envahissantes, ainsi que celles qui seraient en contravention aux dispositions précitées.

### **CHAPITRE VI - DISPOSITIONS FINALES**

#### Article 22.

Le présent règlement entre en vigueur le 01 novembre 2020.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.

31 votants : 31 votes positifs.

---

### **GR - Algemeen reglement van de gemeentelijke begraafplaats voor huisdieren - Goedkeuring**

DE RAAD,

Gelet op de overeenkomst van 02 04.2019 tussen Leefmilieu Brussel en de gemeente Sint-Pieters-Woluwe met betrekking tot de subsidie met de referentie SUB/2018/WSP/BEA/Begraafplaats ;

Gelet op het Koninklijk Besluit van 25 04.2014 betreffende de identificatie en registratie van honden ,

Gelet op het Ministerieel Besluit van 10 10 2017 betreffende de identificatie en registratie van katten ;

BESLUIT onderhavig reglement goed te keuren .

### **HOOFDSTUK I - ALGEMENE BEPALINGEN EN POLITIEMAATREGELEN**

#### Artikel 1

De gemeentelijke begraafplaats voor huisdieren is onderworpen aan de politie en de bewaking door de gemeentelijke overheden die er op toezien dat er zich geen enkele verstoring voordoet.

#### Artikel 2.

De gemeentelijke begraafplaats voor huisdieren is gelegen aan de Stokkelsesteenweg ter hoogte van het huisnummer 301, 1150 Sint-Pieters-Woluwe en is open voor het publiek alle dagen van 03 11 tot 29.02 van 08.00 tot 16.00 en van 01 03 tot 02.11 van 08:00 tot 18.00. Een kwartier voor het sluiten van de poort wordt aan de op de gemeentelijke begraafplaats aanwezige bezoekers gevraagd om zich naar de uitgang te begeven

#### Artikel 3.

Alle handelingen betreffende de teraardebestelling van de stoffelijke overschotten van dieren, het bijzetten van de asurnen in het columbarium en de uitstrooiing van de assen op de gemeentelijke begraafplaats worden uitgevoerd door personeelsleden van de gemeentelijke begraafplaats van maandag tot vrijdag van 08.30 tot 15.00

De dienst Burgerlijke Stand beslist in samenspraak met de afgevaardigde van de begrafenisonderneming over de dag en het uur van de teraardebestelling van de stoffelijke overschotten van huisdieren, ovei het bijzetten van de asurnen in het columbarium of de uitstrooiing van de assen.

#### Artikel 4

De toegang tot de gemeentelijke begraafplaats voor huisdieren is verboden voor personen in staat van dronkenschap, voor jonge, niet door volwassenen begeleide kinderen, en voor personen die dieren bij zich hebben, behalve wanneer het gaat om honden die slechtzienden of personen met beperkte mobiliteit begeleiden.

#### Artikel 5.

Op werkdagen is de toegang tot de gemeentelijke begraafplaats verboden voor voertuigen met uitzondering van voertuigen van personen met beperkte mobiliteit, voertuigen van begrafenisondernemers voor dieren en van de gemeentediensten

#### Artikel 6.

Het is strikt verboden :

1. op en over de muren rondom de gemeentelijke begraafplaats te klimmen ;
2. tekens of inkepingen aan te brengen op bomen, takken of planten af te bieken of te snoeien ;
3. monumenten, graftekens en elk ander voorwerp dat dient om de grafstenen te versieren te beschadigen evenals te schrijven op de grafstenen ;
4. te lopen, te zitten of te liggen op de grafstenen of op de grasperken ,
5. de paadjes en grasperken te beschadigen, er aanplantingen aan te brengen of bloempotten in te graven ,
6. vuilnis achter te laten op de gemeentelijke begraafplaats ,
7. spelletjes te spelen, te zingen, muziek te spelen ,
8. op de grasperken, op de padjes of op de omliggende grafstenen afval dat afkomstig is van het onderhoud van de grafconcessies en/of tuintjes te gooien ;
9. affiches of geschreven stukken op te hangen binnenin de begraafplaats (op muren, deuren, poorten, aanplakborden, wachthuisje), behalve gemeentelijke publicaties.

Elke inbreuk op deze bepalingen wordt vastgesteld door de personeelsleden van de gemeentelijke begraafplaats die er onverwijld melding van maken bij hun oversten

#### Artikel 7.

Gedurende de acht dagen die voorafgaan aan Allerheiligen, en tot en met 2 november, is het verboden om prestaties door derden te laten verrichten

#### Artikel 8.

Voorwerpen die gevonden worden zowel op de gemeentelijke begraafplaats als op deze voor huisdieren moeten onmiddellijk overhandigd worden aan de personeelsleden van de gemeentelijke begraafplaats. De gemeente kan in geen geval aansprakelijk gesteld worden voor diefstal of beschadigingen ten nadele van de families of eigenaars van de dieren

### **HOOFDSTUK II - LIJKVERVOER**

#### Artikel 9.

Het lijkvervoer van de stoffelijke overschotten van huisdieren wordt uitgevoerd door een privé-bgrafenisonderneming voor dieren die is aangewezen door de eigenaars van de huisdieren en die wordt bijgestaan door het personeel van de gemeentelijke begraafplaats.

### **HOOFDSTUK III - BEGRAVING OF CREMATIE VAN HET STOFFELIJK OVERSCHOT VAN HUISDIEREN**

#### Artikel 10

De stoffelijke overschotten van huisdieren worden in een biologisch afbreekbare kist geplaatst.

Het gebruik van doodskisten, omhulsels, producten en processen die de natuurlijke en normale ontbinding van de stoffelijke overschotten van huisdieren of crematie voorkomen, is verboden.

De gemeentelijke begraafplaats voor huisdieren is bestemd voor de begrafenis of de plaatsing in het columbarium van het stoffelijk overschot van huisdieren van eigenaars die

zijn ingeschreven of vermeld in de gemeentelijke registers van Sint-Pieters-Woluwe onder de voorwaarden en tegen de tarieven die zijn vastgelegd in het toen geldende koninklijk besluit betreffende de begrafenis op de gemeentelijke begraafplaats voor huisdieren. In afwachting van de begrafenis van de stoffelijke overschotten van huisdieren is het verboden om zowel het gemeentelijk mortuarium als de wachtkelders te gebruiken.

### Afdeling 1 : de begraving

#### Artikel 11.

Alleen het begraven van huisdieren waarvan de identificatie door middel van een microchipimplantaat verplicht wordt gesteld, namelijk honden en katten, is toegestaan.

Alle begrafenissen zijn onderworpen aan de afgifte van een gratis vergunning die door de gemeentelijke diensten wordt verleend.

De toestemming tot begraven wordt overhandigd aan de personeelsleden van de gemeentelijke begraafplaats, hetzij voorafgaandelijk door de dienst Burgerlijke Stand, hetzij bij aankomst van het stoffelijk overschot van huisdieren of de asurne door de afgevaardigde van de begrafenisonderneming voor dieren of door de eigenaar van het dier.

#### Artikel 12.

De begrafenissen worden uitgevoerd door het personeel van de gemeentelijke begraafplaats op percelen die desgewenst in aanwezigheid van de eigenaars van de huisdieren worden ingericht.

### Afdeling 2 : de verassing

#### Artikel 13.

Wanneer de asurne toekomt op de gemeentelijke begraafplaats voor huisdieren, wordt deze overhandigd aan de personeelsleden van de gemeentelijke begraafplaats die er een nummer in chronologische volgorde van aankomst aanbrengen.

#### Artikel 14.

De assen van elk dier mogen worden verspreid over het perk dat voor dit doel op de gemeentelijke begraafplaats voor huisdieren is gereserveerd, onder de voorwaarden en tegen de tarieven die zijn vastgesteld in het reglement voor begrafenissen op de gemeentelijke begraafplaats voor huisdieren dat op dat moment van kracht is. De uitstrooiing gebeurt door een personeelslid van de gemeentelijke begraafplaats. Een gedenkplaat kan worden gemaakt op initiatief van de eigenaars van de dieren. Deze gedenkplaat wordt aangebracht voor een duur van 5 jaar.

## **HOOFDSTUK IV - SOORTEN EN TIJDSDUUR VAN DE GRAVEN**

### Afdeling 1 : Opsomming

#### Artikel 15.

1. columbarium voor een asurne voor een huisdier voor een duur van 5 jaar ,
2. perceel in volle grond voor een huisdier voor een duur van 5 jaar ,
- 3 strooiweide voor dieren

### Afdeling 2 : Technische fiche

#### Artikel 16.

- 1 columbarium voor een asurne voor een dier voor een duur van 5 jaar ,  
De cellen van het columbarium worden gesloten met identieke tegels waarop verplicht een gedenkplaat wordt aangebracht ,
- 2 perceel in volle grond voor een huisdier voor een duur van 5 jaar ;  
Lengte 120 cm, breedte 100 cm en diepte 100 cm ;  
Gedenkplaten worden op de muur naast de percelen geplaatst ;  
Enkel het neerleggen van bloemen is er toegestaan. Op vraag van de families kan wel een gedenkplaat aangebracht worden ,
- 3 strooiweide voor dieren

Optionele gedenkplaten kunnen worden aangebracht op initiatief van de eigenaars van de dieren

### Afdeling 3 : Duur

#### Artikel 17.

Elke individuele begraafplaats in volle grond of in een columbarium wordt vijf jaar na de begrafenis door de gemeente overgenomen

Deze laatste zal het terrein buiten gebruik stellen of saneren

### HOOFDSTUK V - VERPLICHTINGEN VAN DE EIGENAARS VAN DIEREN

#### Artikel 18.

De aanvraag voor de aankoop van een perceel voor begraving omvat de verplichting voor de aanvrager om binnen 6 maanden na de toekenning een gedenkplaat met afmetingen van 25 cm x 15 cm te plaatsen ; deze gedenkplaat moet tot het einde van de duur van het perceel blijven staan

De aanvraag voor de aankoop van een plaats in een columbarium omvat de verplichting voor de aanvrager om binnen 6 maanden na de toekenning een gedenkplaat met afmetingen van 14 cm x 6 cm te plaatsen.

#### Artikel 19.

Behoudens de groenschermen die geplaatst worden door de technische diensten van het Departement Wegennet Openbare Ruimte, is het aanplanten van naaldbomen, stuiken en bomen verboden : enkel de planten die jaarlijks worden aangebracht zijn toegelaten en dit binnen de afmetingen die zijn toegekend aan elk perceel, en op zodanige wijze dat zij niet verder kunnen groeien op belendende percelen. Deze dienen ook steeds zodanig te zijn aangebracht dat ze de vrije doorgang op de paadjes niet belemmeren.

#### Artikel 20

Bloemenkransen met verwelkte bloemen en verwelkte bloemen, onkruid, papier en linten moeten in de vuilnisbakken gedeponeerd worden, of in de daartoe voorziene containers

#### Artikel 21

De personeelsleden van de gemeentelijke begraafplaats zullen, na kennisgeving, de planten wegnemen die schadelijk zijn of die beginnen te overwoekeren, net zoals de planten die in overtreding zijn met voormelde bepalingen.

### HOOFDSTUK VI - SLOTBEPALINGEN

#### Artikel 22

Dit reglement treedt in werking op 01 november 2020

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.

31 stemmers : 31 positieve stemmen.

---

## Service juridique - Juridische dienst

22.09.2020/A/0015    **CC - Propriétés communales - COVID-19 - Chalet Balis situé Place Balis 4 - A.S.B.L.  
BC CHALET WSP - Remise totale sur le paiement du forfait "charges" durant la période de confinement**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment les articles 117 et 233 ;

Vu la convention d'occupation du chalet Balis, situé rue Alphonse Balis 4, 1150 Bruxelles, signée en date du 12.02.2014 entre la commune et, notamment, l'A.S.B.L. BC CHALET WSP, ainsi que ses avenants n° 1 et n° 2 ;

Considérant la crise sanitaire liée au coronavirus COVID-19 et le risque de propagation de ce virus au sein de la population ,

Considérant les mesures de confinement qui ont été adoptées par le Conseil National de Sécurité et le Conseil Régional de Sécurité ;

Vu l'arrêté ministériel du 23.03.2020 portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19 et ses modifications successives ,

Considérant que ces mesures ont notamment entraîné la fermeture de l'ensemble des établissements relevant du secteur sportif sur le territoire de la commune de Woluwe-Saint-Pierre ;

Considérant que dans ce contexte de crise sanitaire et économique, il convient de soutenir les occupants de biens communaux concernés par ces fermetures ,

Considérant que pour des raisons d'équité, il convient d'accorder une remise totale sur le paiement du forfait "charges" relatif à l'occupation par l'A S B L BC CHALET WSP du chalet Balis, situé rue Alphonse Balis 4, 1150 Bruxelles durant la période de fermeture des établissements relevant du secteur sportif imposée par le Conseil National de Sécurité, le Conseil Régional de Sécurité, le Gouvernement fédéral ou le Gouvernement de la Région de Bruxelles Capitale ;

DECIDE .

1. d'octroyer à dater du 18.03 2020 et jusqu'à la date de réouverture autorisée par le Conseil National de Sécurité, le Conseil Régional de Sécurité, le Gouvernement fédéral ou le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, à l'A S B L BC CHALET WSP une remise totale sur le paiement du forfait "charges" mensuel en vigueur de 50,00 EUR pour l'occupation du chalet Balis, situé rue Alphonse Balis 4, 1150 Bruxelles ,
2. de charger le Collège des Bourgmestre et Echevins de l'exécution de la présente décision.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.

31 votants · 31 votes positifs

---

**GR - Gemeentelijke Eigendommen - COVID-19 - Chalet Balis, gelegen op het Balisplein 4 - V.Z.W. "BC CHALET WSP" - Totale korting op de betaling van het forfait "lasten" tijdens de periode van lockdown**

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name de artikels 117 en 233 ;

Gelet op de overeenkomst van bezetting van het chalet Balis, gelegen Alphonse Balisstraat 4, 1150 Brussel, getekend op 12 02 2014 tussen de gemeente en, met name, de V.Z W "BC CHALET WSP", alsook de aanhangsels nr. 1 en nr 2 ,

Oveïwegende de gezondheidscrisis in verband met het coronavirus COVID-19 en het risico dat dit virus zich binnen de bevolking verspreidt ;

Overwegende de imperkingsmaatregelen die door de Nationale Veiligheidsraad en de Gewestelijke Veiligheidsraad aangenomen werden ;

Gelet op het ministerieel besluit van 23 03 2020 houdende dringende maatregelen om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken, en zijn opeenvolgende wijzigingen ;

Oveïwegende dat deze maatregelen met name hebben geleid tot de sluiting van alle vestigingen van de sportsector op het grondgebied van de gemeente Sint-Pieters-Woluwe , Overwegende dat het in deze context van gezondheids- en economische crisis passend is

om de gebruikers van gemeentelijke eigendommen die door deze sluitingen worden getroffen, te steunen ,

Overwegende dat om redenen van billijkheid een totale korting moet worden toegekend op de betaling van het forfait "lasten" in verband met de bezetting van het chalet Balis, gelegen Alphonse Balisstraat 4, 1150 Brussel, door de V.Z W "BC CHALET WSP" tijdens de door de Nationale Veiligheidsraad, de Gewestelijke Veiligheidsraad, de federale Regering of de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest opgelegde sluitingsperiode van de betrokken vestigingen en bedrijven ;

BESLUIT .

- 1 vanaf 18.03.2020 tot de datum van heropening toegestaan door de Nationale Veiligheidsraad, de Gewestelijke Veiligheidsraad, de federale Regering of de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de V Z W "BC CHALET WSP" een totale korting toe te kennen op de betaling van het maandelijkse forfait "lasten" van 50,00 EUR voor de bezetting van het chalet Balis, gelegen Alphonse Balisstraat 4, 1150 Brussel ,
2. het College van Buigemeester en Schepenen te belasten met de uitvoering van deze beslissing.

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed

31 stemmers · 31 positieve stemmen

---

#### **Cellule technique et administrative Voirie - Technische en administratieve cel Wegennet**

22.09.2020/A/0016   **CC - Propreté publique - Gestion des déchets - Participation au "Projet Carbone" - Accord de collaboration - Approbation**

LE CONSEIL,

Vu la Déclaration de politique générale du Collège des Bourgmestre et Echevins pour la mandature 2019 - 2024, et le souhait de "Valoriser localement les déchets verts" qui y est mentionné ;

Vu les objectifs de notre commune de mise en œuvre de projets environnementaux durables et d'une gestion écologique des espaces verts ;

Vu la sélection par Innoviris, suite à l'expression d'intérêt ouverte en novembre 2019, de six plateformes pour monter un projet autour de dispositifs expérimentaux pouvant aider à une transition durable dans les domaines suivants . éducation, économie circulaire, performances énergétiques, gestion environnementale, mobilité verte ;

Vu l'existence du "Projet Carbone" dans le cadre de l'appel à projet, plateforme coordonnée par le Centre d'écologie urbaine A.S.B.L. visant à explorer des pratiques de recirculation des déchets végétaux dans l'administration ;

Vu l'éligibilité et l'intérêt de la commune de Woluwe-Saint-Pierre comme partenaire d'expérimentation dans le cadre de l'appel à projet lancé par Innoviris ;

Vu la très bonne évaluation du dossier et sa sélection au tour final d'évaluation d'Innoviris ;

Considérant l'accord de principe à une participation donné par délibération du Collège des Bourgmestre et échevins du 20.08.2020 ;

Considérant l'organisation du "Projet Carbone" qui entend expérimenter des techniques de recirculation de tous les flux de déchets verts au sein de plusieurs administrations communales de la région bruxelloise ,

Considérant que la participation à ce projet permet d'obtenir des résultats en termes

d'écologisation des pratiques communales et d'une transition qui concerne tout à la fois les aspects environnementaux (diminution des trajets, arrêt de la contamination en plastiques de terres, enclenchement de pratiques régénératives) ; sociaux (valorisation de profils de fonction parfois peu attractifs) , économiques (diminution des dépenses (logistique, traitement) et activation potentielle d'activités locales de valorisation productive) ; gouvernance (activation d'alliances nouvelles entre acteurs jusqu'ici cloisonnés) ,

Considérant la réunion du 26.06.2020, tenue entre le Centre d'écologie urbaine A S B L et les services Propriété publique, Agenda 21 et Espaces verts visant à préciser les possibilités et les attentes liées au "Projet Carbone" ,

Considérant la réunion du 24.08.2020 visant à la co-construction du dossier final et du programme d'expérimentation avec les services, en ce compris le personnel de terrain concerné par les pratiques et échevins concernés ;

Considérant l'intérêt pour la commune de Woluwe-Saint-Pierre de bénéficiaire de moyens financiers et humains via une participation au "Projet Carbone" de l'appel à projet "Experimental Platefrom" de Innoviris ,

Considérant le caractère innovant d'une telle démarche et l'opportunité unique pour notre administration d'y participer, coordonnées par le Centre d'écologie urbaine (et/ou l'U.L.B ) ;

Considérant les avantages économiques, écologiques et de gouvernance interne escomptés suite à la mise en place des expérimentations prévues sur les trois années du programme de travail ;

DECIDE .

1. d'approuver l'accord de collaboration "Projet Carbone" entre les communes de Woluwe-Saint- Pierre, Uccle, Saint-Gilles, Anderlecht et Bruxelles-Mobilité et l'Université Libre de Bruxelles, ci-annexé ;
2. de désigner M. Clément BOURTEMBOURG, secrétaire technique au sein du Département Voirie Espace public (Propreté), sous supervision de M. Minh-Nhut PHAM, Directeur du Département, afin d'assurer la coordination du comité d'accompagnement communal (services Propreté publique, Agenda 21 et Espaces verts).

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.

31 votants · 31 votes positifs

---

**GR - Openbare netheid - Afvalbeheer - Deelname aan het "Koolstofproject" -  
Samenwerkingsovereenkomst - Goedkeuring**

DE RAAD,

Gelet op de Algemene Beleidsverklaring van het College van Burgemeester en Schepenen voor de ambtsperiode 2019 - 2024 en de daarin vermelde wens om "gloeaafval lokaal te valoriseren" ,

Gelet op de doelstellingen van onze gemeente om duurzame milieuprojecten en een ecologisch beheer van de groene ruimte uit te voeren ;

Gelet op de selectie door Innoviris, na de blijk van belangstelling in november 2019, van zes platforms om een project op te zetten rond experimentele apparaten die kunnen bijdragen tot een duurzame transitie op de volgende gebieden: onderwijs, circulaire economie, energieprestaties, milieubeheer, gloeien mobiliteit ;

Gelet op het bestaan van het "Koolstofproject" in het kader van de oproep tot het indienen van projecten, een platform dat wordt gecoördineerd door de VZW "Centre d'écologie urbaine" en dat tot doel heeft de praktijken van de recirculatie van plantenaafval in de administratie te onderzoeken ,

Gelet op de subsidiabiliteit en het belang van de gemeente Sint-Pieters-Woluwe als partner voor experimenten in het kader van de projectoproep van Innoviris ,

Gelet op de zeer goede evaluatie van het dossier en de selectie ervan in de laatste evaluatieronde van Innoviris ,

Overwegende de principiële instemming met een deelname door de beraadslaging van het College op 20.08.2020 ;

Overwegende de organisatie van het "Koolstofproject", dat wil experimenteren met technieken voor de recirculatie van alle groene afvalstromen binnen verschillende gemeentebesturen in het Brussels Gewest ,

Overwegende dat deelname aan dit project het mogelijk maakt om resultaten te behalen in termen van het vergroenen van gemeentelijke praktijken en van een transitie die tegelijkertijd betrekking heeft op de milieuspecten (vermindering van het aantal verplaatsingen, het stoppen van vervuiling van de gronden met kunststof, het initiëren van regeneratieve praktijken) , sociale aspecten (verbetering van functieprofielen die soms onaanrekkelijk zijn) ; economische aspecten (vermindering van de kosten (logistiek, verwerking) en mogelijke activering van lokale productieve verbeteringsactiviteiten) ; governance-aspecten (activering van nieuwe allianties tussen actoren die tot nu toe zijn gecompartimenteerd) ;

Overwegende de vergadering van 26.06.2020, gehouden tussen de V.Z.W. "Centre d'écologie urbaine" en de diensten Openbare Netheid, Agenda 21 en Groene ruimten, met als doel de mogelijkheden en verwachtingen met betrekking tot het "Koolstofproject" te verduidelijken ;

Overwegende de vergadering van 24.08.2020 die gericht was op de co-constructie van het einddossier en het experimenteerprogramma met de diensten, met inbegrip van het veldpersoneel dat betrokken is bij de betrokken praktijken en schepenen ,

Overwegende het belang voor de gemeente Sint-Pieters-Woluwe om te profiteren van financiële en personele middelen door deel te nemen aan het "Koolstofproject" van de "Experimental Platform" projectenoproep van Innoviris ;

Overwegende het innovatieve karakter van een dergelijke aanpak en de unieke mogelijkheid voor onze administratie om hieraan deel te nemen, gecoördineerd door het Centrum voor Stedelijke Ecologie (en/daarna de U.L.B ) ;

Overwegende de economische, ecologische en interne bestuurlijke voordelen die worden verwacht van de uitvoering van de geplande experimenten in de loop van de drie jaar van het werkprogramma ;

#### BESLUIT :

1. het samenwerkingsakkoord "Koolstofproject" tussen de gemeenten Sint-Pieters-Woluwe, Ukkel, Sint-Gillis, Anderlecht en Brussel-Mobiliteit en de "Université Libre de Bruxelles", in bijlage, goed te keuren ;
2. Dhr. Clément BOURTEMBOURG, technisch secretaris van het Departement Wegen Openbare ruimte (Netheid), te benoemen, onder toezicht van Dhr. Minh-Nhut PHAM, directeur van het Departement, om de coördinatie van het gemeentelijk ondersteuningscomité (diensten Openbare Netheid, Agenda 21 en Groene ruimten) te verzekeren.

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.

31 stemmers . 31 positieve stemmen

---

#### Cellule Marchés publics - Cel Overheidsopdrachten

**CC - Hôtel communal - Police - Remplacement des portes de garage - Marché de travaux - Travaux urgents et imprévisibles - Application des articles 234 § 2 et 249 § 1 alinéa 2 de la nouvelle loi communale - Choix de la procédure de passation et fixation des conditions du marché - Procédure de faible montant - Prise d'acte de la délibération du Collège des Bourgmestre et Échevins du 08.07.2020 - Admission de la dépense engagée - Inscription des crédits - Financement - Exercice 2020**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment les articles 117 alinéa 1, 234 § 2, 236 et 249 § 1 alinéa 2 ;

Vu la loi du 17 06 2016, telle que modifiée, relative aux marchés publics, notamment l'article 92 ;

Vu l'arrêté royal du 18.04.2017, tel que modifié, relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;

Vu l'arrêté royal du 14.01.2013, tel que modifié, établissant les règles générales d'exécution des marchés publics ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 08 07 2020 prise en application de la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment les articles 234 § 2, 236 et 249 § 1 alinéa 2, dans le cadre du marché n° 2020.124/A//2020 E102 01/BAT HE-TC de l'exercice 2020 de travaux urgents et imprévisibles relatif au remplacement des portes de garage de la police au cours de l'année 2020, tant en matière de choix de la procédure de passation et de fixation des conditions dudit marché qu'en matière d'attribution de ce dernier et d'inscription et d'engagement budgétaires des crédits nécessaires ;

PREND ACTE de la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 08.07.2020 prise en application de la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment les articles 234 § 2, 236 et 249 § 1 alinéa 2, et décidant notamment de choisir, comme procédure de passation du marché n° 2020.124/A//2020 E102 01/BAT.HE-TC de l'exercice 2020 de travaux urgents et imprévisibles relatif au remplacement des portes de garage de la police au cours de l'année 2020, la procédure de faible montant en application de l'article 92 de la loi du 17 06 2016, telle que modifiée ;

DECIDE :

1. d'admettre la dépense engagée résultant du marché susmentionné et à laquelle il a été pourvu en raison de l'urgence par le Collège des Bourgmestre et Echevins en séance du 08 07 2020 en application de l'article 249 § 1 alinéa 2 de la nouvelle loi communale, telle que modifiée, à savoir un crédit de 12.500,00 EUR à l'article 3300/724-60//081 (travail 102.01) du service extraordinaire du budget de l'exercice 2020 ;
2. de procéder d'une part à l'inscription d'un crédit de dépense d'un montant de 12.500,00 EUR à l'article 3300/724-60//081 (travail 102.01) du service extraordinaire du budget de l'exercice 2020 et, d'autre part, l'inscription d'un crédit de recette d'un montant de 12.500,00 EUR à l'article 3300/995-51//081 (FRE-F 060) du service extraordinaire du budget de l'exercice 2020 et de prévoir, lors de la première modification budgétaire de l'exercice 2020, l'intégration dans la comptabilité budgétaire de cette inscription de crédits ;
- 3 de financer la dépense au moyen de fonds propres à prélever sur le Fonds de Réserves Extraordinaire FRE-F 060.

Le Conseil prend acte et approuve à l'unanimité le projet de délibération

**GR - Gemeentehuis - Politie - Vervanging van garagedeuren - Opdracht van werken - Dringende en onvoorzienbare werken - Toepassing van artikels 234 § 2 en 249 § 1 alinea 2 van de nieuwe gemeentewet - Keuze van de plaatsingsprocedure en vaststelling van de voorwaarden van de opdracht - Procedure van beperkte waarde - Akteneming van de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 08.07.2020 - Instemming met de vastgelegde uitgave - Inschrijving van de kredieten - Financiering - Dienstjaar 2020**

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name de artikels 117 alinea 1, 234 § 2, 236 et 249 § 1 alinea 2 ,

Gelet op de wet van 17.06.2016, zoals gewijzigd, betreffende de overheidsopdrachten, met name artikel 92 ;

Gelet op het koninklijk besluit van 18.04.2017, zoals gewijzigd, betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren ;

Gelet op het koninklijk besluit van 14.01.2013, zoals gewijzigd, tot bepaling van algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten ;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 08.07.2020 genomen in toepassing van de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name de artikels 234 § 2, 236 en 249 § 1 alinea 2, in het kader van de opdracht nr. 2020.124/A//2020 E102.01/BAT HE-TC van het dienstjaar 2020 van dringende en onvoorzienbare werken betreffende de vervanging van de garagedeuren van de politie in de loop van het jaar 2020, zowel op het gebied van keuze van de plaatsingsprocedure en vaststelling van de voorwaarden van de opdracht als op het gebied van gunning van deze opdracht en begrotingsinschrijving en vastlegging van de nodige kredieten ;

NEEMT AKTE van de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 08.07.2020 genomen in toepassing van de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name de artikels 234 § 2, 236 et 249 § 1 alinea 2, en waarbij met name besloten wordt als plaatsingsprocedure van de opdracht nr 2020.124/A//2020.E102.01/BAT.HE-TC van het dienstjaar 2020 van dringende en onvoorzienbare werken betreffende de vervanging van de garagedeuren van de politie in de loop van het jaar 2020, de procedure van beperkte waarde in toepassing van artikel 92 van de wet van 17.06.2016, zoals gewijzigd ;

BESLUIT .

1. in te stemmen met de vastgelegde uitgave voortvloeiend uit bovenvermelde opdracht en waarin voorzien werd, wegens hoogdringendheid, door het College van Burgemeester en Schepenen in zitting van 08.07.2020 in toepassing van artikel 249 § 1 alinea 2 van de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd, namelijk een krediet van 12.500,00 EUR op artikel 3300/724-60//081 (travail 102.01) van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2020 ;
2. tot de begrotingsinschrijving, enerzijds, van een uitgavenkrediet voor een bedrag van 12.500,00 EUR op artikel 3300/724-60//081 (travail 102.01) van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2020 en, anderzijds, van een ontvangstkrediet voor een bedrag van 12.500,00 EUR op het artikel 3300/995-51//081 (BRF-F 060) van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2020 over te gaan en de opneming, in de begrotingsboekhouding, van deze inschrijving van kredieten bij de eerste begrotingswijziging van het dienstjaar

- 2020 te voorzien ,  
3 de uitgave te financieren door middel van eigen fondsen af te houden van het Buitengewone Reservefonds BRF-F.060

De Raad neemt akte en keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed  
31 stemmers · 31 positieve stemmen

- 
- 22.09 2020/A/0018 **CC - Wolu Sports Park - Remplacement du lave-vaisselle - Marché de fournitures - Fournitures urgentes et imprévisibles - Application des articles 234 § 2 et 249 § 1 alinéa 2 de la nouvelle loi communale - Choix de la procédure de passation et fixation des conditions du marché - Procédure de faible montant - Prise d'acte de la délibération du Collège des Bourgmestre et Échevins du 24.06.2020 - Admission de la dépense engagée - Inscription des crédits - Financement - Exercice 2020**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment les articles 117 alinéa 1, 234 § 2, 236 et 249 § 1 alinéa 2 ;

Vu la loi du 17.06.2016, telle que modifiée, relative aux marchés publics, notamment l'article 92 ;

Vu l'arrêté royal du 18.04.2017, tel que modifié, relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ,

Vu l'arrêté royal du 14.01.2013, tel que modifié, établissant les règles générales d'exécution des marchés publics ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 24.06.2020 prise en application de la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment les articles 234 § 2, 236 et 249 § 1 alinéa 2, tels que modifiés par ordonnance du 27.07.2017, dans le cadre du marché n° 2020 123/A//2020 E101.01/SPORT.SV-SV de l'exercice 2020 de fournitures urgentes et imprévisibles relatif au remplacement du lave-vaisselle du Wolu Sports Park au cours de l'année 2020, tant en matière de choix de la procédure de passation et de fixation des conditions dudit marché qu'en matière d'attribution de ce dernier et d'inscription et d'engagement budgétaires des crédits nécessaires ;

PREND ACTE de la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 24.06.2020 prise en application de la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment les articles 234 § 2, 236 et 249 § 1 alinéa 2, tels que modifiés par ordonnance du 27.07.2017, et décidant notamment de choisir, comme procédure de passation du marché n° 2020 123/A//2020 E101.01/SPORT SV-SV de l'exercice 2020 de fournitures urgentes et imprévisibles relatif au remplacement du lave-vaisselle du Wolu Sports Park au cours de l'année 2020, la procédure de faible montant en application de l'article 92 de la loi du 17.06.2016, telle que modifiée ;

DECIDE :

1. d'admettre la dépense engagée résultant du marché susmentionné et à laquelle il a été pourvu en raison de l'urgence par le Collège des Bourgmestre et Echevins en séance du 24.06.2020 en application de l'article 249 § 1 alinéa 2 de la nouvelle loi communale, telle que modifiée, à savoir 144,63 EUR, hors T.V.A., soit 175,00 EUR, T.V.A. de 21 % comprise ,
- 2 de procéder, d'une part, à l'inscription d'un crédit de dépense d'un montant de 175,00 EUR à l'article 7640/744-98//120 (travail 101 01) du service extraordinaire du budget de l'exercice 2020 et, d'autre part, à l'inscription d'un crédit de recette

- d'un montant de 175,00 EUR à l'article 7640/995-51//120 (FRE-F.060) du service extraordinaire du budget de l'exercice 2020 et de prévoir, lors de la plus prochaine modification budgétaire de l'exercice 2020, l'intégration dans la comptabilité budgétaire de cette inscription de crédits ;
3. de financer la dépense au moyen de fonds propres à prélever sur le Fonds de Réserves Extraordinaires FRE-F 060

Le Conseil prend acte et approuve à l'unanimité le projet de délibération  
31 votants · 31 votes positifs

---

**GR - Wolu Sports Park - Vervanging van een afwasmachine - Opdracht voor leveringen - Dringende en onvoorzienbare leveringen - Toepassing van artikels 234 § 2 en 249 § 1 alinea 2 van de nieuwe gemeentewet - Keuze van de plaatsingsprocedure en vaststelling van de voorwaarden van de opdracht - Procedure van beperkte waarde - Akteneming van de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 24.06.2020 - Instemming met de vastgelegde uitgave - Inschrijving van de kredieten - Financiering - Dienstjaar 2020**

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name de artikels 117 alinea 1, 234 § 2, 236 et 249 § 1 alinea 2 ;

Gelet op de wet van 17.06.2016, zoals gewijzigd, betreffende de overheidsopdrachten, met name artikel 92 ;

Gelet op het koninklijk besluit van 18.04.2017, zoals gewijzigd, betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren ;

Gelet op het koninklijk besluit van 14.01.2013, zoals gewijzigd, tot bepaling van algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten ,

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 24.06.2020 genomen in toepassing van de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name de artikels 234 § 2, 236 et 249 § 1 alinea 2, zoals gewijzigd door ordonnantie van 27.07.2017, in het kader van de opdracht nr. 2020.123/A//2020.E101.01/SPORT.SV-SV van het dienstjaar 2020 van dringende en onvoorzienbare leveringen betreffende de vervanging van een afwasmachine in Wolu Sports Park in de loop van het jaar 2020, zowel op het gebied van keuze van de plaatsingsprocedure en vaststelling van de voorwaarden van de opdracht als op het gebied van gunning van deze opdracht en begrotingsinschrijving en -vastlegging van de nodige kredieten ;

NEEMT AKTE van de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 24.06.2020 genomen in toepassing van de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name de artikels 234 § 2, 236 et 249 § 1 alinea 2, zoals gewijzigd door de ordonnantie van 27.07.2017, en waarbij met name besloten wordt als plaatsingsprocedure van de opdracht nr. 2020.123/A//2020.E101.01/SPORT.SV-SV van het dienstjaar 2020 van dringende en onvoorzienbare leveringen betreffende de vervanging van een afwasmachine in Wolu Sports Park in de loop van het jaar 2020, de procedure met beperkte waarde in toepassing van artikel 92 van de wet van 17.06.2016, zoals gewijzigd, te kiezen ;

BESLUIT .

1. in te stemmen met de vastgelegde uitgave voortvloeiend uit bovenvermelde opdracht en in dewelke voorzien werd, wegens hoogdringendheid, door het College van Burgemeester en Schepenen in zitting van 24.06.2020 in toepassing

- van artikel 249 § 1 alinea 2 van de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd, namelijk 144,63 EUR, B T W exclusief, hetzij 175,00 EUR, B.T.W. van 21 % inbegrepen ;
- 2 over te gaan tot de begrotingsinschrijving, enerzijds, van een uitgavenkrediet voor een bedrag van 175,00 EUR op het artikel 7640/744-98//120 (werk 101.01) van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2020 en, anderzijds, van een ontvangstkrediet voor een bedrag van 175,00 EUR op het artikel 7640/995-51//120 (BRF-F 060) van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2020 en de opneming, in de begrotingsboekhouding, van deze inschrijving van kredieten bij de eerstvolgende begrotingswijziging van het dienstjaar 2020 te voorzien ,
  - 3 de uitgave te financieren door middel van eigen fondsen af te houden van het Buitengewone Reservoirfonds BRF-F 060

De Raad neemt akte en keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed  
31 stemmers . 31 positieve stemmen.

---

22 09 2020/A/0019

**CC - Centre sportif Sportcity - Remplacement du tapis en gazon synthétique -  
Marché de travaux - Procédure négociée directe avec publication préalable -  
Modification de la description de travaux du programme extraordinaire et transfert  
des crédits - Exercice 2020**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment l'article 117 alinéa 1 ;

Considérant qu'il s'avère nécessaire de procéder au remplacement du tapis en gazon synthétique du Centre sportif Sportcity au cours de l'année 2020 ;

Vu, dans le cadre du marché y relatif n° 2020 069/A//2020 E064 01/SPORT.HE-AD de l'exercice 2020, le cahier spécial des charges, l'inventaire et le devis estimatif d'un montant de 289 231,74 EUR, hors T V A , soit 349.970,41 EUR, T.V.A. de 21 % comprise arrêtés par le Conseil communal du 31 03 2020 ;

Considérant que des travaux imprévisibles se sont avérés nécessaires pour la finalisation du chantier prévue pour le 31.08.2020 ,

Considérant que les crédits inscrits à cet effet à raison de 345.000,00 EUR à l'article 7640/725-60//080 (travail 064.01) du service extraordinaire du budget de l'exercice 2020 sont insuffisants pour couvrir la dépense résultant dudit marché ;

Considérant que les crédits inscrits à l'article 7640/725-60//080 (travail 058) et à l'article 7640/725-60//080 (travail 065) du service extraordinaire du budget de l'exercice 2020 peuvent être utilisés à cet effet à raison de respectivement 5.000,00 EUR et 60.000,00 EUR moyennant modification de la description desdits travaux et transfert des crédits du programme extraordinaire de l'exercice 2020 à l'article 7640/725-60//080 (travail 064.01) du service extraordinaire du budget dudit exercice ;

DECIDE

1. de modifier la description du travail 058 du programme extraordinaire de l'exercice 2020 inscrit à l'article 7640/725-60//080 du service extraordinaire du budget dudit exercice en réduisant pour un montant de 5.000,00 EUR la définition existante "Terrain de football situé chaussée de Stockel - Remplacement du revêtement de jeu en gazon synthétique", financés en recette à l'article 7640/995-51//030 (FRE-F 060) ,

- 2 de modifier la description du travail 065 du programme extraordinaire de l'exercice 2020 inscrit à l'article 7640/725-60//080 du service extraordinaire du budget dudit exercice en réduisant pour un montant de 60 000,00 EUR la définition existante "Centre sportif - Terrain de football -Remplacement du tapis en gazon synthétique", financés en recette à l'article 7640/995-51//030 (FRE-F.060) ,
3. de transférer lesdits crédits des articles susmentionnés pour un montant total de 65 000,00 EUR à l'article 7640/725-60//080 (travail 064.01) "Centre sportif Sportcity - Remplacement du tapis en gazon synthétique" du service extraordinaire du budget de l'exercice 2020, financés en recette à l'article 7640/995-51//030 (FRE-F.060), et prévoir, lors de la prochaine modification budgétaire de l'exercice 2020, l'intégration dans la comptabilité budgétaire de ce transfert de crédit.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.

31 votants : 31 votes positifs.

**GR - Sportcentrum Sportcity - Vervanging van het synthetische grastapijt -  
Opdracht van werken - Vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met  
voorafgaande bekendmaking - Wijziging van de beschrijving van werken van het  
buitengewoon programma en overdracht van kredieten - Dienstjaar 2020**

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name het artikel 117 alinea 1 ;

Overwegende dat het nodig blijkt over te gaan tot de vervanging van de synthetische grastapijt van de Sportcentrum Sportcity in de loop van het dienstjaar 2020 ;

Gelet op, in het kader van desbetreffende opdracht nr. 2020.069/A//2020.E064.01/SPORT.HE-AD van het dienstjaar 2020, het bestek, de inventaris en de raming ten bedrage van 289 231,74EUR, B.T.W. exclusief, hetzij 349.970,41EUR, B.T.W. van 21 % inbegrepen, verordend door de Gemeenteraad op zijn vergadering van 31.03.2020 ;

Gelet op het feit dat onvoorzien werkzaamheden noodzakelijk zijn gebleken voor de voltooiing van de bouwplaats gepland voor 31.08.2020 ;

Overwegende dat de kredieten ten belope van 345 000,00 EUR, ingeschreven op artikel 7640/725-60//080 (werk 064.01) van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2020, ontoereikend zijn om de uitgave voortvloeiend uit deze opdracht te dekken ,

Overwegende dat de kredieten ingeschreven op het artikel 7640/725-60//080 (werk 058) en op artikel 7640/725-60//080 (werk 065) van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2020 hiervoor mogen gebruikt worden naar rato respectievelijk van 5.000,00 EUR en 60 000,00 EUR mits wijziging van de beschrijving van voornoemde werken van het buitengewoon programma van het dienstjaar 2020 en mits overdracht van de kredieten op artikel 7640/725-60//080 (werk 064.01) van de buitengewone dienst van de begroting van voormeld dienstjaar ;

BESLUIT :

1. de beschrijving van het werk 058 van het buitengewoon programma van het dienstjaar 2020 ingeschreven op het artikel 7640/725-60//080 van de buitengewone dienst van de begroting van voormeld dienstjaar te wijzigen door de bestaande definitie "Voetbalveld gelegen Stokkelsesteenweg - Vervanging van de

- vloerbedekking door een synthetisch grastapijt" te verminderen met een bedrag van 5.000,00 EUR, gefinancierd met ontvangsten op het artikel 7640/995-51//030 (BRF-F 060) ,
- 2 de beschrijving van het werk 065 van het buitengewoon programma van het dienstjaar 2020 ingeschreven op het artikel 7640/725-60//080 van de buitengewone dienst van de begroting van voormeld dienstjaar te wijzigen door de bestaande definitie "Sportcentrum - Voetbalveld - Vervanging van de synthetische grastapijt" te verminderen met een bedrag van 60 000,00 EUR, gefinancierd met ontvangsten op het artikel 7640/995-51//030 (BRF-F 060) ,
3. de kredieten van bovenvermelde artikels voor een totaal bedrag van 65.000,00 EUR over te dragen naar artikel 7640/725-60//080 (werk 064.01) "Sportcentrum Sportcity - Vervanging van de synthetische grastapijt" van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2020, gefinancierd met ontvangsten op het artikel 7640/995-51//030 (BRF-F.060) en de opneming in de budgettaire begroting van deze overdracht van kredieten te voorzien bij de volgende begrotingswijziging van het dienstjaar 2020.

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed  
31 stemmers : 31 positieve stemmen.

---

22.09.2020/A/0020 **CC - Assurances diverses - Marché de services - Application de l'article 234 § 1 de la nouvelle loi communale - Choix de la procédure de passation et fixation des conditions du marché - Avis de marché - Exercices 2021 à 2024**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment les articles 117 alinéa 1 et 234 § 1 ;

Vu la loi du 17.06.2016, telle que modifiée, relative aux marchés publics, notamment l'article 36 ,

Vu l'arrêté royal du 18 04 2017, tel que modifié, relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;

Vu l'arrêté royal du 14.01.2013, tel que modifié, établissant les règles générales d'exécution des marchés publics ;

Vu la résiliation anticipative, par l'assureur, avec effet au 31.12.2020 des polices "Accidents du travail" et "Responsabilité civile", risques intégrés dans le marché assurances diverses attribué le 23.08.2018 par la commune ,

Vu la résiliation anticipative, par la commune, avec effet au 31.12.2020 des polices "Dommage matériel" et "Véhicules automoteurs" afin de maintenir une durée de validité identique à l'ensemble des risques assurés sur une période de 4 ans ;

Considérant qu'il y a lieu de lancer un nouveau marché d'assurances pour couvrir l'ensemble de ces risques ,

Vu, dans le cadre dudit marché n° 2021 020/P4//2021->2024 O/JUR.HE-GG, le cahier spécial des charges, l'inventaire et le devis estimatif d'un montant global de 2 074.200,00 EUR, toutes taxes comprises, pour une durée de quatre ans, ainsi que l'avis du marché ;

Vu que ledit marché a fait l'objet d'un avis de préinformation en date du 17.08.2020 ,

Considérant que les crédits nécessaires en matière d'assurance "Accidents du travail" relèvent des articles 0500/117-01 et 1010/117-01 du service ordinaire des budgets des exercices 2021 à 2024 ,

Considérant que les crédits nécessaires en matière d'assurance "Responsabilité civile" relèvent de l'article 0500/124-08 du service ordinaire des budgets des exercices 2021 à

2024 ,

Considérant que les crédits nécessaires en matière d'assurance "Incendie et périls connexes", "Responsabilité civile", "Tous risques informatiques et autres", "Valeurs" et "Tous risques objets d'art" relèvent de l'article 0500/124-08 du service ordinaire du budget des exercices 2021 à 2024 ,

Considérant que les crédits nécessaires en matière d'assurance "Véhicules automoteurs" relèvent de l'article 0500/127-08 du service ordinaire des budgets des exercices 2021 à 2024 ;

Considérant que les crédits nécessaires feront l'objet d'une proposition au Conseil communal d'inscription aux articles appropriés du service ordinaire des budgets des exercices 2021 à 2024 à soumettre à l'approbation de l'autorité de tutelle ,

DECIDE, dans le cadre du marché n° 2021.020/P4//2021->2024 O/JUR.HE-GG relatif aux assurances diverses pour la période du 01.01.2021 au 31.12.2024, sous réserve d'inscription par le Conseil communal des crédits nécessaires aux articles appropriés du service ordinaire des budgets des exercices 2021 à 2024 et de leur approbation par l'autorité de tutelle :

- 1 de choisir, comme procédure de passation, la procédure ouverte en application de l'article 36 de la loi du 17.06.2016, telle que modifiée ,
- 2 d'approuver le cahier spécial des charges, l'inventaire et le devis estimatif d'un montant global de 2 074.200,00 EUR, toutes taxes comprises, pour une durée de 4 ans, ainsi que l'avis de marché

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.

31 votants : 31 votes positifs.

---

**GR - Diverse verzekeringen - Opdracht voor diensten - Toepassing van artikel 234 § 1 van de nieuwe gemeentewet - Keuze van de plaatsingsprocedure en vaststelling van de voorwaarden van de opdracht - Aankondiging van opdracht - Dienstjaren 2021 tot 2024**

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name artikels 117 alinea 1 en 234 § 1 ,

Gelet op de wet van 17.06.2016, zoals gewijzigd, betreffende de overheidsopdrachten, met name artikel 36 ;

Gelet op het koninklijk besluit van 18.04.2017, zoals gewijzigd, betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren ;

Gelet op het koninklijk besluit van 14.01.2013, zoals gewijzigd, tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten ;

Gelet op de vervroegde beëindiging, door de verzekeraar, met ingang van 31.12.2020 van de verzekeringen "Arbeidsongevallen" en "Burgerlijke aansprakelijkheid", de risico's die de gemeente op 23.08.2018 op de opdracht van de diverse verzekeringen heeft gegund ;

Gelet op de vervroegde beëindiging, door de gemeente, met ingang van 31.12.2020, van de verzekeringen "Materiële schade" en "Voertuigen" om een geldigheidsduur te behouden die gelijk is aan die van alle verzekerde risico's over een periode van 4 jaren ;

Overwegende dat het noodzakelijk is een nieuwe verzekeringsopdracht voor al deze risico's te lanceren ;

Gelet, in het kader van desbetreffende opdracht nr. 2021.020/P4//2021->2024 O/JUR HE-GG, het bestek, de inventaris, de raming ten bedrage van 2.074.200,00 EUR, alle belastingen inbegrepen voor een periode van 4 jaren, en de aankondiging van opdracht ,

Gelet op het genoemde opdracht het voorwerp uitmaakte van een voorafgaande aankondiging van 17.08.2020 ,

Overwegende dat de nodige kredieten voor de "Arbeidsongevallenverzekering" onder de artikel 0500/117-01 en 1010/117-01 van de gewone dienst van de begrotingen van de dienstjaren 2021 tot 2024 vallen ,

Overwegende dat de nodige kredieten voor de "Burgerlijke Aansprakelijkheidverzekering" onder artikel 0500/124-08 van de gewone dienst van de begrotingen van de dienstjaren 2021 tot 2024 vallen ;

Overwegende dat de nodige kredieten voor de verzekeringen "Brand en verwante risico's", "Burgerlijke Aansprakelijkheid verzekering", "Alle informatica en andere risico's", "Waarden", "Alle risico's kunstvoorwerpen" onder artikel 0500/124-08 van de gewone dienst van de begrotingen van de dienstjaren 2021 tot 2024 vallen ;

Overwegende dat de nodige kredieten voor de "Voertuigen verzekering" onder artikel 0500/127-08 van de gewone dienst van de begrotingen van de dienstjaren 2021 tot 2024 vallen ;

Overwegende dat de nodige kredieten het voorwerp zullen uitmaken van een voorstel aan de Gemeenteraad van inschrijving op de geschikte artikels van de gewone dienst van de begrotingen van de dienstjaren 2021 tot 2024 en aan de goedkeuring van de toezichthoudende overheid voor te leggen ;

BESLUIT, in het kader van de opdracht nr. 2021.020/P4//2021->2024.O/JUR.HE-GG betreffende diverse verzekeringen voor de periode van 01.01.2021 tot 31.12.2024 en onder voorbehoud van inschrijving door de Gemeenteraad van de nodige kredieten op de geschikte artikels van de gewone dienst van de begrotingen van de dienstjaren 2021 tot 2024 en van hun goedkeuring door de toezichthoudende overheid

1. als plaatsingsprocedure, de openbare procedure te kiezen in toepassing van het artikel 36 van de wet van 17.06.2016, zoals gewijzigd ;
2. het bestek, de inventaris, de raming ten bedrage van 2.074 200,00 EUR, alle belastingen inbegrepen voor een periode van 4 jaren, en de aankondiging van opdracht goed te keuren

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.

31 stemmers · 31 positieve stemmen.

---

22.09.2020/A/0021    **CC - Cultes - Chapelle Saint-Pierre - Renforcement de la façade et réparation d'enduits - Marché de travaux - Travaux urgents et imprévisibles - Application des articles 234 § 2 et 249 § 1 alinéa 2 de la nouvelle loi communale - Choix de la procédure de passation et fixation des conditions du marché - Procédure de faible montant - Prise d'acte de la délibération du Collège des Bourgmestre et Échevins du 15.07.2020 - Admission de la dépense engagée - Inscription des crédits - Financement - Exercice 2020**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment les articles 117 alinéa 1, 234 § 2, 236 et 249 § 1 alinéa 2 ;

Vu la loi du 17.06.2016, telle que modifiée, relative aux marchés publics, notamment l'article 92 ;

Vu l'arrêté royal du 18.04.2017, tel que modifié, relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ,

Vu l'arrêté royal du 14.01.2013, tel que modifié, établissant les règles générales

d'exécution des marchés publics ,

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 15 07 2020 prise en application de la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment les articles 234 § 2, 236 et 249 § 1 alinéa 2, dans le cadre du marché n° 2020.135/A//2020 E104.01/BAT OL-BH de l'exercice 2020 de travaux urgents et imprévisibles relatif au renforcement de la façade et à la réparation d'enduits à la chapelle Saint-Pierre au cours de l'année 2020, tant en matière de choix de la procédure de passation et de fixation des conditions dudit marché qu'en matière d'attribution de ce dernier et d'inscription et d'engagement budgétaires des crédits nécessaires ,

PREND ACTE de la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 15.07.2020 prise en application de la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment les articles 234 § 2, 236 et 249 § 1 alinéa 2, et décidant notamment de choisir, comme procédure de passation du marché n° 2020 135/A//2020.E104 01/BAT.OL-BH de l'exercice 2020 de travaux urgents et imprévisibles relatif au renforcement de la façade et à la réparation d'enduits à la chapelle Saint-Pierre au cours de l'année 2020, la procédure de faible montant en application de l'article 92 de la loi du 17 06.2016, telle que modifiée ,

DECIDE .

1. d'admettre la dépense engagée résultant du marché susmentionné et à laquelle il a été pourvu en raison de l'urgence par le Collège des Bourgmestre et Echevins en séance du 15.07.2020 en application de l'article 249 § 1 alinéa 2 de la nouvelle loi communale, telle que modifiée, à savoir 5.065,39 EUR, hors T.V.A., soit 6.129,12 EUR, T.V.A. de 21 % comprise ,
- 2 de procéder, d'une part, à l'inscription d'un crédit de dépense d'un montant de 7.000,00 EUR à l'article 7900/724-60//081 (travail 104.01) du service extraordinaire du budget de l'exercice 2020 et, d'autre part, à l'inscription d'un crédit de recette d'un montant de 7.000,00 EUR à l'article 7900/995-51//030 (FRE-F.060) du service extraordinaire du budget de l'exercice 2020 et de prévoir, lors de la prochaine modification budgétaire, l'intégration dans la comptabilité budgétaire de cette inscription de crédits ;
3. de financer la dépense au moyen de fonds propres à prélever sur le Fonds de Réserves Extraordinaires FRE-F.060.

Le Conseil prend acte et approuve à l'unanimité le projet de délibération  
31 votants : 31 votes positifs.

---

**GR - Erediensten - Sint-Pieterskapel - Versterking van de gevel en herstelling van coatings - Opdracht voor werken - Dringende en onvoorzienbare werken - Toepassing van artikels 234 § 2 en 249 § 1 alinea 2 van de nieuwe gemeentewet - Keuze van de plaatsingsprocedure en vaststelling van de voorwaarden van de opdracht - Procedure van beperkte waarde - Akteneming van de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 15.07.2020 - Instemming met de vastgelegde uitgave - Inschrijving van de kredieten - Financiering - Dienstjaar 2020**

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name de artikels 117 alinea 1, 234 § 2, 236 et 249 § 1 alinea 2 ,

Gelet op de wet van 17.06.2016, zoals gewijzigd, betreffende de overheidsopdrachten, met name artikel 92 ,

Gelet op het koninklijk besluit van 18.04.2017, zoals gewijzigd, betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren ;

Gelet op het koninklijk besluit van 14.01.2013, zoals gewijzigd, tot bepaling van algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten ,

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 15.07.2020 genomen in toepassing van de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name de artikels 234 § 2, 236 et 249 § 1 alinea 2, in het kader van de opdracht nr 2020.135/A//2020.E104.01/BAT.OL-BH van het dienstjaar 2020 van dringende en onvoorzienbare werken betreffende de versterking van de gevel en de herstelling van coatings aan de Sint-Pieterskapel in de loop van het jaar 2020, zowel op het gebied van keuze van de plaatsingsprocedure en vaststelling van de voorwaarden van de opdracht als op het gebied van gunning van deze opdracht en begrotingsinschrijving en - vastlegging van de nodige kredieten ,

NEEMT AKTE van de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 15.07.2020 genomen in toepassing van de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name de artikels 234 § 2, 236 et 249 § 1 alinea 2, en waarbij met name besloten wordt als plaatsingsprocedure van de opdracht nr. 2020.135/A//2020.E104.01/BAT.OL-BH van het dienstjaar 2020 van dringende en onvoorzienbare werken betreffende de versterking van de gevel en de herstelling van coatings aan de Sint-Pieterskapel in de loop van het jaar 2020, de procedure van beperkte waarde in toepassing van artikel 92 van de wet van 17.06.2016, zoals gewijzigd, te kiezen ,

BESLUIT .

1. in te stemmen met de vastgelegde uitgave vooraflopend uit bovenvermelde opdracht en in dewelke voorzien werd, wegens hoogdringendheid, door het College van Burgemeester en Schepenen in zitting van 15.07.2020 in toepassing van artikel 249 § 1 alinea 2 van de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd, namelijk 5.065,39 EUR, B.T.W. exclusief, hetzij 6.129,12 EUR, B.T.W. van 21 % inbegrepen ,
- 2 tot de begrotingsinschrijving, enerzijds, van een uitgavenkrediet voor een bedrag van 7.000,00 EUR op het artikel 7900/724-60//081 (werk 104.01) van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2020 en, anderzijds, van een ontvangstkrediet voor een bedrag van 7.000,00 EUR op het artikel 7900/995-51//030 (BRF-F.060) van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2020 over te gaan en de opneming, in de begrotingsboekhouding, van deze inschrijving van kredieten bij de volgende begrotingswijziging te voorzien ;
3. de uitgave te financieren door middel van eigen fondsen af te houden van het Buitengewone Reservefonds BRF-F.060

De Raad neemt akte en keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed  
31 stemmers . 31 positieve stemmen.

---

22.09.2020/A/0022

**CC - Espace public - Aire multi-sports - Réaménagement de plaines de jeux sportives - Engagements formels - Exercice 2020**

LE CONSEIL,

Considérant que des subsides ont été demandés dans le cadre de l'appel à projets pour les infrastructures sportives communales de proximité, proposé par le Service Public Régional de Bruxelles et que le présent projet a été retenu par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale pour un subside :

- de 54 450,00 EUR (75 %) pour le lot 1 - Espace de jeux Ludo Sportif du Jardin des Franciscaines ;
- de 54 450,00 EUR (75 %) pour le lot 2 - Espace de jeux Ludo Sportif De Meureis ;

Considérant que parmi les conditions à respecter pour l'octroi de ce subside, il y a des engagements formels à prendre ;

Considérant que la commune doit s'engager à assurer l'entretien et la gestion des biens subsidiés dans le cadre du marché n° 2018.213/A//2018.E067.01/VOIRIE.AR-AD relatif au réaménagement de plaines de jeux sportives de l'espace public en aire multi-sports ;  
DECIDE, dans le cadre du marché n° 2018.213/A//2018.E067.01/VOIRIE.AR-AD relatif au réaménagement de plaines de jeux sportives de l'espace public en aire multi-sports, de s'engager à assurer l'entretien et la gestion des biens subsidiés.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.

31 votants : 31 votes positifs

---

#### **GR - Openbare ruimte - Multisportterrein - Herinrichting van de sportspeeltuinen - Formele verbintenissen - Dienstjaar 2020**

DE RAAD,

Overwegende dat subsidies werden aangevraagd in het kader van het projectoproep voor gemeentelijke buurtsportinfrastructuur van de Gewestelijke Overheidsdienst Brussel en dat het onderhavig project geselecteerd werd door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering voor een subsidie van :

- 54.450,00 EUR (75 %) voor perceel 1 - Lalieke en sportieve speeltuin van de tuin van de zusters franciscanessen ;
- 
- 54.450,00 EUR (75 %) voor perceel 2 - Lalieke en sportieve speeltuin De Meurers ;

Overwegende dat onder de voorwaarden die gerespecteerd moeten worden om deze subsidie te verkrijgen, formele verbintenissen genomen dienen te worden ;

Overwegende dat de gemeente zichert moet verbinden om het onderhoud en het beheer van gesubsidieerd vastgoed te verzekeren in het kader van de opdracht nr. 2018.213/A//2018.E067.01/VOIRIE.AR-AD betreffende de herinrichting van de sportspeeltuinen op de openbare ruimte in multisportterreinen ;

BESLUIT, in het kader van de opdracht nr. 2018.213/A//2018.E067.01/VOIRIE.AR-AD betreffende de herinrichting van de sportspeeltuinen op de openbare ruimte in multisportterreinen, zich te verbinden om het onderhoud en het beheer van gesubsidieerd vastgoed te verzekeren.

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.

31 stemmers . 31 positieve stemmen

---

22 09 2020/A/0023

**CC - Immondices - Collecte des déchets dans différents bâtiments communaux et enlèvement au moyen de containers entreposés au magasin communal - Marché de services - Application de l'article 234 § 1 de la nouvelle loi communale - Choix de la procédure de passation et fixation des conditions du marché - Avis de marché -**

## **Exercices 2021 à 2024**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment les articles 117 alinéa 1 et 234 § 1 ,

Vu la loi du 17.06.2016, telle que modifiée, relative aux marchés publics, notamment les articles 36 ;

Vu l'arrêté royal du 18.04.2017, tel que modifié, relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;

Vu l'arrêté royal du 14.01.2013, tel que modifié, établissant les règles générales d'exécution des marchés publics ,

Considérant qu'il y a lieu de pourvoir à la collecte des déchets dans différents bâtiments communaux et à l'enlèvement au moyen de containers entreposés au magasin communal ;

Vu, dans le cadre dudit marché n° 2021.002/P4//2021->2024.O/VOIRIE.DVO-CB, le cahier spécial des charges, l'inventaire et le devis estimatif d'un montant global de 665.592,00 EUR, H.T.V.A., soit 805.366,32 EUR, T.V.A. de 21% comprise, pour une durée de 4 ans, ainsi que l'avis du marché ;

Considérant que les crédits nécessaires feront l'objet d'une proposition au Conseil communal d'inscription aux articles appropriés du service ordinaire des budgets des exercices 2021 à 2024 à soumettre à l'approbation de l'autorité de tutelle ;

DECIDE, dans le cadre du marché n° 2021 002/P4//2021->2024.O/VOIRIE.DVO-CB relatif à la collecte des déchets dans différents bâtiments communaux et à l'enlèvement au moyen de containers entreposés au magasin communal pour la période du 01.01.2021 au 31.12.2024, sous réserve d'inscription par le Conseil communal des crédits nécessaires aux articles appropriés du service ordinaire des budgets des exercices 2021 à 2024 et de leur approbation par l'autorité de tutelle .

- 1 de choisir, comme procédure de passation, la procédure ouverte en application de l'article 36 de la loi du 17.06.2016, telle que modifiée ,
2. d'approuver le cahier spécial des charges, l'inventaire et le devis estimatif d'un montant global de 665 592,00 EUR, H.T.V.A., soit 805 366,32 EUR, T.V.A. de 21% comprise, pour une durée de 4 ans, ainsi que l'avis de marché

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération

31 votants . 31 votes positifs.

---

**GR - Vuilnis - Ophalen van afval in verschillende gemeentegebouwen en ophalen door middel van containers geplaatst in het gemeentelijk magazijn - Opdracht voor diensten - Toepassing van artikel 234 § 1 van de nieuwe gemeentewet - Keuze van de plaatsingsprocedure en vaststelling van de voorwaarden van de opdracht - Aankondiging van opdracht - Dienstjaren 2021 tot 2024**

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name artikels 117 alinea 1 en 234 § 1 ,

Gelet op de wet van 17.06.2016, zoals gewijzigd, betreffende de overheidsopdrachten, met name artikels 36 ,

Gelet op het koninklijk besluit van 18.04.2017, zoals gewijzigd, betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren ,

Gelet op het koninklijk besluit van 14.01.2013, zoals gewijzigd, tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten ,

Overwegende dat het noodzakelijk is het ophalen van afval in verschillende gemeentegebouwen en het ophalen door middel van containers geplaatst in het gemeentemagazijn te voorzien ;

Gelet, in het kader van desbetreffende opdracht nr. 2021 002/P4//2021->2024.O/VOIRIE.DVO-CB, het bestek, de inventaris, de raming ten bedrage van 665.592,00 EUR, B.T.W. exclusief, hetzij 805.366,32 EUR, B.T.W. van 21% inbegrepen, voor een periode van 4 jaren, en de aankondiging van opdracht ,

Overwegende dat de nodige kredieten het voorwerp zullen uitmaken van een voorstel aan de Gemeenteraad van inschrijving op de geschikte artikels van de gewone dienst van de begrotingen van de dienstjaren 2021 tot 2024 en dat ze aan de goedkeuring van de toezichthoudende overheid zullen voorgelegd worden ,

BESLUIT, in het kader van de opdracht nr 2021 002/P4//2021->2024.O/VOIRIE.DVO-CB betreffende het ophalen van afval in verschillende gemeentegebouwen en het ophalen door middel van containers geplaatst in het gemeentemagazijn voor de periode van 01.01.2021 tot 31.12.2024 en onder voorbehoud van inschrijving door de Gemeenteraad van de nodige kredieten op de geschikte artikels van de gewone dienst van de begrotingen van de dienstjaren 2021 tot 2024 en van hun goedkeuring door de toezichthoudende overheid .

1. als plaatsingsprocedure, de openbare procedure te kiezen in toepassing van het artikel 36 van de wet van 17.06.2016, zoals gewijzigd ;
2. het bestek, de inventaris en de raming ten bedrage van 665.592,00 EUR, B.T.W. exclusief, hetzij 805.366,32 EUR, B.T.W. van 21% inbegrepen, voor een periode van 4 jaren, en de aankondiging van opdracht goed te keuren

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed

31 stemmers : 31 positieve stemmen.

---

22.09.2020/A/0024 **CC - Mobilité - Convention pour l'amélioration de la sécurité routière en voiries communales - Subvention - Approbation - Exercices 2020 et 2021**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment les articles 117 alinéa 1 ,

Considérant qu'il y a lieu de pourvoir aux travaux d'amélioration de la sécurité routière en voiries communales au cours des années 2020 et 2021 ,

Vu la convention proposée par la Région de Bruxelles-Capitale rédigant les modalités de la mise à disposition du Bénéficiaire d'une subvention d'un montant de 26.620,00 EUR , DECIDE d'approuver la convention relative aux travaux d'amélioration de la sécurité routière en voiries communales au cours des années 2020 et 2021, passée avec la Région de Bruxelles-Capitale

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.

31 votants . 31 votes positifs

---

**GR - Mobiliteit - Overeenkomst voor de verbetering van de verkeersveiligheid op de gemeentewegen - Subsidie - Goedkeuring - Dienstjaren 2020 en 2021**

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd bij federale en gewestelijke bepalingen,

met name artikels 117, lid 1 ,

Overwegende dat overgegaan moet worden tot de werken voor de verbetering van de verkeersveiligheid op de gemeentewegen gedurende de jaren 2020 en 2021 ,

Gelet op de overeenkomst voorgesteld door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest bepalende de modaliteiten voor de toekenning aan de Begunstigde van een subsidie voor een bedrag van 26.620,00 EUR ,

BESLUIT de overeenkomst betreffende de werken voor de verbetering van de verkeersveiligheid op de gemeentewegen gedurende de jaren 2020 en 2021, geplaatst met het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, goed te keuren.

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.

31 stemmers . 31 positieve stemmen

---

22.09 2020/A/0025

**CC - Mobilité - Convention pour le projet "Mobilité scolaire active" - Subvention - Approbation - Exercices 2020 et 2021**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment les articles 117 alinéa 1 ;

Considérant qu'il y a lieu de pourvoir à l'organisation du projet "Mobilité scolaire active" au cours des années 2020 et 2021 ;

Vu la convention proposée par la Région de Bruxelles-Capitale rédigant les modalités de la mise à disposition du Bénéficiaire d'une subvention d'un montant de 20 730,00 EUR ;

DECIDE d'approuver la convention relative à l'organisation du projet "Mobilité scolaire active" au cours des années 2020 et 2021, passée avec la Région de Bruxelles-Capitale

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.

31 votants 31 votes positifs

---

**GR - Mobiliteit - Overeenkomst voor het project "Actieve schoolmobiliteit" - Subsidie - Goedkeuring - Dienstjaren 2020 en 2021**

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd bij federale en gewestelijke bepalingen, met name artikel 117, lid 1 ;

Overwegende dat overgegaan moet worden tot de organisatie van het project "Actieve schoolmobiliteit" gedurende de jaren 2020 en 2021 ;

Gelet op de overeenkomst voorgesteld door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest bepalende de modaliteiten voor de toekenning aan de Begunstigde van een subsidie voor een bedrag van 20.730,00 EUR ;

BESLUIT de overeenkomst betreffende de werken voor de organisatie van het project "Actieve schoolmobiliteit" gedurende de jaren 2020 en 2021, geplaatst met het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, goed te keuren.

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.

31 stemmers . 31 positieve stemmen.

---

22.09 2020/A/0026

**CC - Enseignement primaire et individualisé - Ecole de Joli-Bois - Rénovation des installations sanitaires - Marché de travaux - Application de l'article 234 § 1 de la**

**nouvelle loi communale - Choix de la procédure de passation et fixation des conditions du marché - Financement - Exercice 2020**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment les articles 117 alinéa 1 et 234 § 1 ;

Vu la loi du 17.06.2016, telle que modifiée, relative aux marchés publics, notamment l'article 41, § 1, 2° ;

Vu l'arrêté royal du 18.04.2017, tel que modifié, relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;

Vu l'arrêté royal du 14.01.2013, tel que modifié, établissant les règles générales d'exécution des marchés publics ;

Considérant qu'il s'avère nécessaire de procéder à la rénovation des installations sanitaires de l'enseignement primaire et individualisé de l'école de Joli-Bois au cours de l'année 2020 ;

Vu, dans le cadre du marché y relatif n° 2020.141/A//2020.E028.01-E036.01/BAT OL-MB de l'exercice 2020, le cahier spécial des charges, le métré, le devis estimatif d'un montant de 301.580,00 EUR, hors T.V.A., soit 319.674,80 EUR, T V.A. de 6 % comprise, et l'avis de marché ;

Considérant que les crédits nécessaires, respectivement en dépenses et en recettes, sont inscrits aux articles 1240/724-60//081 (travail 28.01) et 7220/724-60//081 (travail 036.01) ainsi qu'aux articles 1240/661-51//081 (subside), 1240/995-51//030 (prélèvement sur FRE-F.060), 7220/661-51//081 (subside) et 7220/995-51//030 (prélèvement sur FRE-F.060) du service extraordinaire du budget de l'exercice 2020 ;

DECIDE, dans le cadre du marché n° 2020.141/A//2020 E028 01-E036 01/BAT.OL-MB de l'exercice 2020 relatif à la rénovation des installations sanitaires de l'enseignement primaire et individualisé de l'école de Joli-Bois :

1. de choisir, comme procédure de passation, la procédure négociée directe avec publication préalable en application de l'article 41, § 1, 2° de la loi du 17.06.2016, telle que modifiée ;
2. d'approuver le cahier spécial des charges, le métré, le devis estimatif d'un montant de 301.580,00 EUR, hors T.V.A., soit 319.674,80 EUR, T V.A. de 6 % comprise, et l'avis de marché ;
3. de financer la dépense :
  - à raison de 200.000,00 EUR au moyen de fonds propres à prélever sur le Fonds de Réserves Extraordinaires FRE-F 060 ;
  - à raison de 120.000,00 EUR au moyen d'un subside à obtenir de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.

31 votants : 31 votes positifs.

---

**GR - Lager- en buitengewoon onderwijs - School van Mooi-Bos - Renovatie van de sanitaire installaties - Opdracht voor werken - Toepassing van artikel 234 § 1 van de nieuwe gemeentewet - Keuze van de plaatsingsprocedure en vaststelling van de voorwaarden van de opdracht - Financiering - Dienstjaar 2020**

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke

bepalingen, met name artikels 117 alinea 1 en 234 § 1 ,  
Gelet op de wet van 17 06 2016, zoals gewijzigd, betreffende de overheidsopdrachten, met  
name artikel 41, § 1, 2° ,  
Gelet op het koninklijk besluit van 18 04 2017, zoals gewijzigd, betreffende de plaatsing  
van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren ,  
Gelet op het koninklijk besluit van 14.01 2013, zoals gewijzigd, tot bepaling van de  
algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten ,  
Overwegende dat het noodzakelijk is over te gaan tot de renovatie van de sanitaire  
installaties van het lagere en buitengewone onderwijs van de school van Mooi-Bos in de  
loop van het jaar 2020 ;  
Gelet, in het kader van desbetreffende opdracht nr. 2020 141/A//2020.E028 01-  
E036 01/BAT.OL-MB van het dienstjaar 2020, op het bestek, de opmeting en de raming  
ten bedrage van 301 580,00 EUR, B T W exclusief, hetzij 319 674,80 B.T.W. van 6 %  
inbegrepen, en de aankondiging van een opdracht ,  
Overwegende dat de nodige kredieten, zowel in uitgaven als in ontvangsten, ingeschreven  
zijn op artikels 1240/724-60//081 (werk 028.01) en 7220/724-60//081 (werk 036.01)  
evenals op artikels 1240/661-51//081 (subsidie), 1240/995-51//030 (overboeking uit BRF-  
F.060), 7220/661-51//081 (subsidie) en 7220/995-51//030 (overboeking uit BRF-F.060)  
van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2020 ;  
BESLUIT, in het kader van de opdracht nr. 2020 141/A//2020.E028.01-E036 01/BAT.OL-  
MB van het dienstjaar 2020 betreffende de renovatie van de sanitaire installaties van het  
lager en buitengewone onderwijs van de school van Mooi-Bos .

- 1 als plaatsingsprocedure, de vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met  
voorafgaande bekendmaking te kiezen in toepassing van artikel 41, § 1, 2° van de  
wet van 17.06 2016, zoals gewijzigd ,
- 2 het bestek, de opmeting en de raming ten bedrage van 301.580,00 EUR, B T W  
exclusief, hetzij 319.674,80, B.T.W. van 6 % inbegrepen, en de aankondiging van  
een opdracht goed te keuren ;
3. de uitgave te financieren .
  - naar rato van 200.000,00 EUR door middel van eigen fondsen af te houden  
van het Buitengewone Reservefonds BRF-F 060 ;
  - naar rato van 120.000,00 EUR door middel van een subsidie te verkrijgen  
van de Fédération Wallonie-Bruxelles.

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed  
31 stemmers . 31 positieve stemmen.

---

22.09 2020/A/0027 **CC - Enseignement technique - I.T.S.S.E.P. - Rénovation de la dalle de béton -  
Marché de travaux - Travaux urgents et imprévisibles - Application des articles 234 §  
2 et 249 § 1 alinéa 2 de la nouvelle loi communale - Choix de la procédure de  
passation et fixation des conditions du marché - Procédure négociée sans publication  
préalable - Prise d'acte de la délibération du Collège des Bourgmestre et Échevins du  
15.07.2020 - Admission de la dépense engagée - Inscription des crédits - Financement  
- Exercice 2020**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales,  
notamment les articles 117 alinéa 1, 234 § 2, 236 et 249 § 1 alinéa 2 ;

Vu la loi du 17.06.2016, telle que modifiée, relative aux marchés publics, notamment l'article 42, § 1, 1°, a) ,

Vu l'arrêté royal du 18 04 2017, tel que modifié, relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ,

Vu l'arrêté royal du 14.01.2013, tel que modifié, établissant les règles générales d'exécution des marchés publics ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 15.07.2020 prise en application de la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment les articles 234 § 2, 236 et 249 § 1 alinéa 2, dans le cadre du marché n° 2020.136/A//2020.E103.01/BAT.DVO-BH de l'exercice 2020 de travaux urgents et imprévisibles relatif à la rénovation de la dalle de béton de l'I.T.S.S.E.P au cours de l'année 2020, tant en matière de choix de la procédure de passation et de fixation des conditions dudit marché qu'en matière d'attribution de ce dernier et d'inscription et d'engagement budgétaires des crédits nécessaires ;

PREND ACTE de la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 15.07.2020 prise en application de la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment les articles 234 § 2, 236 et 249 § 1 alinéa 2, et décidant notamment de choisir, comme procédure de passation du marché n° 2020.136/A//2020.E103.01/BAT.DVO-BH de l'exercice 2020 de travaux urgents et imprévisibles relatif à la rénovation de la dalle de béton de l'I.T.S.S.E.P au cours de l'année 2020, la procédure négociée sans publication préalable en application de l'article 42, § 1, 1°, a) de la loi du 17.06.2016, telle que modifiée ,

DECIDE .

1. d'admettre la dépense engagée résultant du marché susmentionné et à laquelle il a été pourvu en raison de l'urgence par le Collège des Bourgmestre et Echevins en séance du 15.07.2020 en application de l'article 249 § 1 alinéa 2 de la nouvelle loi communale, telle que modifiée, à savoir un crédit de 26.000,00 EUR à l'article 7350/724-60//081 (travail 103.01) du service extraordinaire du budget de l'exercice 2020 ;
2. de procéder d'une part à l'inscription d'un crédit de dépense d'un montant de 26.000,00 EUR à l'article 7350/724-60//081 (travail 103.01) du service extraordinaire du budget de l'exercice 2020 et, d'autre part, l'inscription d'un crédit de recette d'un montant de 26 000,00 EUR à l'article 7350/995-51//081 (FRE-F.060) du service extraordinaire du budget de l'exercice 2020 et de prévoir, lors de la plus prochaine modification budgétaire de l'exercice 2020, l'intégration dans la comptabilité budgétaire de cette inscription de crédits ,
3. de financer la dépense au moyen de fonds propres à prélever sur le Fonds de Réserves Extraordinaires FRE-F 060.

Le Conseil prend acte et approuve à l'unanimité le projet de délibération.

31 votants : 31 votes positifs

---

**GR - Technisch onderwijs - I.T.S.S.E.P. - Vernieuwing van de betonplaat - Opdracht van werken - Dringende en onvoorzienbare werken - Toepassing van artikels 234 § 2 en 249 § 1 alinea 2 van de nieuwe gemeentewet - Keuze van de plaatsingsprocedure en vaststelling van de voorwaarden van de opdracht - Onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking - Akteneming van de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 15.07.2020 - Instemming met de vastgelegde uitgave - Inschrijving van de kredieten - Financiering - Dienstjaar 2020**

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name de artikels 117 alinea 1, 234 § 2, 236 et 249 § 1 alinea 2 ;

Gelet op de wet van 17.06.2016, zoals gewijzigd, betreffende de overheidsopdrachten, met name artikel 42, § 1, 1°, a) ;

Gelet op het koninklijk besluit van 18.04.2017, zoals gewijzigd, betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren ,

Gelet op het koninklijk besluit van 14.01.2013, zoals gewijzigd, tot bepaling van algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten ;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 15.07.2020 genomen in toepassing van de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name de artikels 234 § 2, 236 en 249 § 1 alinea 2, in het kader van de opdracht nr. 2020.136/A//2020.E103.01/BAT.DVO-BH van het dienstjaar 2020 van dringende en onvoorzienbare werken betreffende de vernieuwing van de betonplaat van de I.T.S.S.E.P. in de loop van het jaar 2020, zowel op het gebied van keuze van de plaatsingsprocedure en vaststelling van de voorwaarden van de opdracht als op het gebied van gunning van deze opdracht en begrotingsinschrijving en -vastlegging van de nodige kredieten ;

NEEMT AKTE van de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 15.07.2020 genomen in toepassing van de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name de artikels 234 § 2, 236 et 249 § 1 alinea 2, en waarbij met name besloten wordt als plaatsingsprocedure van de opdracht nr 2020.136/A//2020.E103.01/BAT.DVO-BH van het dienstjaar 2020 van dringende en onvoorzienbare werken betreffende de vernieuwing van de betonplaat van de I.T.S.S.E.P. in de loop van het jaar 2020, de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking in toepassing van artikel 42, § 1, 1°, a) van de wet van 17.06.2016, zoals gewijzigd ;

BESLUIT .

- 1 in te stemmen met de vastgelegde uitgave voortvloeiend uit bovenvermelde opdracht en waarin voorzien werd, wegens hoogdringendheid, door het College van Burgemeester en Schepenen in zitting van 15.07.2020 in toepassing van artikel 249 § 1 alinea 2 van de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd, namelijk een krediet van 26 000,00 EUR op artikel 7350/724-60//081 (werk 103.01) van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2020 ;
2. tot de begrotingsinschrijving, enerzijds, van een uitgavenkrediet voor een bedrag van 26.000,00 EUR op het artikel 7350/724-60//081 (werk 103.01) van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2020 en, anderzijds, van een ontvangstkrediet voor een bedrag van 26.000,00 EUR op het artikel 7350/995-51//081 (FRE-F.060) van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2020 over te gaan en de opneming, in de begrotingsboekhouding, van deze inschrijving van kredieten bij de eerstvolgende begrotingswijziging van het dienstjaar 2020 te voorzien ;
3. de uitgave te financieren door middel van eigen fondsen af te houden van het Buitengewone Reservefonds BRF-F.060.

De Raad neemt akte en keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed  
31 stemmers · 31 positieve stemmen.

---

Secrétariat - Secretariaat

**CC - Marchés de travaux, de fournitures et de services - Application de l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale - Choix de la procédure de passation et fixation des conditions du marché - Prise de connaissance de délibérations du Collège des Bourgmestre et Echevins - Financement - Exercice 2020**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment l'article 234 § 3, tel que modifié par arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 14 06 2018, paru au Moniteur belge le 25 06 2018 ;

Vu l'obligation pour le Collège des Bourgmestre et Echevins de soumettre au Conseil communal pour information ses délibérations prises en application de l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale, telle que modifiée, et portant choix de la procédure de passation et fixation des conditions de marchés publics dont le montant hors T.V.A. estimé est inférieur à 144.000,00 EUR ;

PREND CONNAISSANCE des délibérations du Collège des Bourgmestre et Echevins, dont liste établie en annexe, prises en application de l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale, telle que modifiée, et portant choix de la procédure de passation et fixation des conditions de marchés publics dont le montant hors T.V.A. estimé est inférieur à 144.000,00 EUR ;

DECIDE de financer les dépenses relatives auxdits marchés soit au moyen de fonds propres à prélever sur Fonds de Réserves Extraordinaires, soit au moyen d'emprunts à conclure auprès d'un organisme financier, soit au moyen de subsides à percevoir du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale ou autres autorités subsidiantes.

Le Conseil prend connaissance et approuve à l'unanimité le projet de délibération  
31 votants : 31 votes positifs

---

**GR - Opdrachten van werken, leveringen en diensten - Toepassing van artikel 234 § 3 van de nieuwe gemeentewet - Keuze van de plaatsingsprocedure en vaststelling van de voorwaarden van de opdracht - Kennisneming van beraadslagingen van het College van Burgemeester en Schepenen - Financiering - Dienstjaar 2020**

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door de federale en gewestelijke bepalingen, met name artikel 234 § 3, zoals gewijzigd bij besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 14.06.2018, gepubliceerd in het Belgisch Staatsblad op 25.06.2018 ;

Gelet op de verplichting voor het College van Burgemeester en Schepenen zijn beraadslagingen ter informatie aan de Gemeenteraad voor te leggen, beraadslagingen genomen in toepassing van artikel 234 § 3 van de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd, en houdende keuze van de plaatsingsprocedure en vaststelling van de voorwaarden van de overheidsopdrachten waarvan de raming, B.T.W. exclusief, kleiner of gelijk is aan 144.000,00 EUR ;

NEEMT KENNIS van de beraadslagingen van het College van Burgemeester en Schepenen, waarvan lijst in bijlage, genomen in toepassing van het artikel 234 § 3 van de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd, en houdende keuze van de plaatsingsprocedure en vaststelling van de voorwaarden van de overheidsopdrachten, waarvan de raming, B.T.W. exclusief, kleiner of gelijk is aan 144 000,00 EUR ;

BESLUIT de uitgaven van de desbetreffende opdrachten te financieren hetzij door middel

van eigen fondsen af te houden van Buitengewone Reservefondsen, hetzij door middel van leningen aan te gaan bij een financiële instelling, hetzij door middel van subsidies te verkrijgen bij het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest of andere subsidierende overheden.

De Raad neemt kennis en keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.  
31 stemmers . 31 positieve stemmen

---

## TIC - Informatique - ICT - Informatica

22 09.2020/A/0029    **CC - S.P.R.L. INFORIUS - Convention de traitement des données à caractère personnel - Règlement général sur la Protection des données personnelles (R.G.P.D.) - Conclusion et approbation**

LE CONSEIL,

Vu, dans le cadre du marché relatif à l'abonnement de maintenance du logiciel InfoDoc (module SAC et module stationnement réglementé), le contrat conclu avec la S P.R.L. INFORIUS, rue des Palais 44 bte 45, 1030 Bruxelles, B C E. 0812.714 005 ;

Considérant qu'en vertu du Règlement Général sur la Protection des Données (R.G.P.D.), entré en vigueur le 25 05 2018, le traitement de données personnelles par un sous-traitant doit être régi par un contrat avec le responsable du traitement, à savoir la commune, qui définit notamment l'objet et la durée du traitement, la nature et la finalité du traitement, le type de données à caractère personnel et les catégories de personnes concernées ;

Considérant que, dans le cadre du contrat conclu avec l'adjudicataire précité, ce dernier pourrait traiter des données à caractère personnel dans le cadre de ce marché ;

Considérant qu'il convient dès lors de signer avec la S.P.R.L. INFORIUS une convention de traitement des données à caractère personnel afin de se mettre en conformité avec le R.G.P.D. ,

DECIDE .

1. de conclure avec la S.P.R.L. INFORIUS, rue des Palais 44 bte 45, 1030 Bruxelles, B.C.E. 0812 714.005, une convention de traitement des données à caractère personnel dans le cadre du marché relatif à l'abonnement de maintenance du logiciel InfoDoc (module SAC et module stationnement réglementé) ;
- 2 d'approuver et de signer la convention reprise en annexe

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.

31 votants . 31 votes positifs.

---

**GR - B.V.B.A INFORIUS - Overeenkomst voor de verwerking van persoonsgegevens - Algemene Verordening Gegevensbescherming (A.V.G.) - Afsluiting en goedkeuring**

DE RAAD,

Gelet op het contract met de B.V.B.A INFORIUS, Paleisstraat 44 bus 45, 1030 Brussel, K.B.O. 0812 714 005 , in het kader van de opdracht betreffende het onderhoudsabonnement van de InfoDoc-software (GAS-module en geregelde parkeermodule) ;

Overwegende dat de verwerking van persoonsgegevens door een verwerker volgens het Algemeen Reglement inzake gegevensbescherming (A.V.G.), dat op 25.05.2018 in werking is getreden, moet worden gelegd in een contract met de verantwoordelijke voor de verwerking, d.w.z de gemeente, waarin met name het doel en de duur van de

verwerking, de aard en het doel van de verwerking, het soort persoonsgegevens en de categorieën van de betrokkenen worden vastgelegd ,  
Overwegende dat deze laatste in het kader van het met de bovengenoemde opdrachtnemer gesloten contract persoonsgegevens zou kunnen verwerken in het kader van deze opdracht ;  
Overwegende dat het daarom passend is een overeenkomst voor de verwerking van persoonsgegevens te ondertekenen met de B.V.B.A INFORIUS om te voldoen aan de A.V.G. ;

BESLUIT :

1. een overeenkomst te sluiten met de B.V.B.A. INFORIUS, Paleisstraat 44 bus 45, 1030 Brussel, K.B.O. 0812 714.005, voor de verwerking van persoonsgegevens in het kader van de opdracht betreffende het onderhoudsabonnement van de InfoDoc-software (GAS-module en geregelde parkeermodule) ;
- 2 de overeenkomst als bijlage goed te keuren en te ondertekenen

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed  
31 stemmers : 31 positieve stemmen

---

**Famille - Jeunesse - Seniors - Service social - Familie - Jeugd - Senioren - Sociale dienst**

22.09.2020/A/0030    **CC - Jeunesse - Convention de partenariat avec l'A.S.B.L. CRECCIDE - Prise en charge des frais - Approbation**

LE CONSEIL,

Vu la volonté de la commune de se doter d'un Conseil de la Jeunesse afin de permettre aux jeunes citoyens de s'exprimer et de participer à l'élaboration de projets qui les concernent ;  
Vu la nécessité de se faire accompagner par des professionnels en charge de l'élaboration de tel Conseil ;

Vu la possibilité de collaborer avec l'A.S.B.L. CRECCIDE, association de référence dans le développement des structures de participation citoyenne ;

Considérant que la commune doit confirmer son engagement via une convention de partenariat avec l'A.S.B.L. CRECCIDE ,

Considérant que ce partenariat nécessitera la prise en charge financière d'une affiliation pour l'année 2020 pour un montant total de 1.200,00 EUR ;

Considérant que les crédits nécessaires sont inscrits à l'article 7610/122-04//110 du budget ordinaire de l'exercice 2020 ;

DECIDE d'approuver la convention de partenariat, ci-annexée, entre l'A.S.B.L. CRECCIDE et la commune de Woluwe-Saint-Pierre et de prendre en charge financièrement l'affiliation 2020 pour un montant total de 1.200,00 EUR dont les crédits nécessaires sont inscrits à l'article budgétaire 7610/122-04//110 du budget ordinaire de l'exercice 2020.

Le Conseil approuve le projet de délibération

31 votants · 30 votes positifs, 1 abstention

*Abstention : Anne-Charlotte d'Ursel*

---

**GR - Jeugd - Partnerschapsovereenkomst met de V.Z.W. "CRECCIDE" -  
Tenlasteneming van de kosten - Goedkeuring**

DE RAAD,

Gelet op de wil van de gemeente om een Jeugdraad op te richten om jonge burgers in staat te stellen zich te uiten en deel te nemen aan de ontwikkeling van projecten die hen aanbelangen ,

Gelet op de noodzaak om vergezeld te worden door professionals die belast zijn met de uitwerking van een dergelijke Raad ,

Gelet op de mogelijkheid om samen te werken met de V.Z W "CRECCIDE", een referentievereniging in de ontwikkeling van structuren voor burgerparticipatie ;

Overwegende dat de gemeente haar engagement moet bevestigen door middel van een partnerschapsovereenkomst met de V.Z W "CRECCIDE" ;

Overwegende dat dit partnership de financiële tenlasteneming van een lidmaatschap voor het jaar 2020 vereist voor een totaalbedrag van 1.200,00 EUR ,

Overwegende dat de nodige kredieten ingeschreven staan onder artikel 7610/122-04//110 van de gewone begroting van het dienstjaar 2020 ;

BESLUIT de bijgevoegde partnerschapsovereenkomst tussen de V.Z.W. "CRECCIDE" en de gemeente Sint-Pieters-Woluwe goed te keuren en de lidmaatschap voor 2020 financieel ten laste te nemen voor een totaalbedrag van 1 200,00 EUR, waarvan de nodige kredieten ingeschreven staan onder begrotingsartikel 7610/122-04//110 van de gewone begroting van het dienstjaar 2020.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

31 stemmers : 30 positieve stemmen, 1 onthouding

*Onthouding · Anne-Charlotte d'Ursel.*

---

22.09.2020/A/0031

### **CC - Santé publique - Charte d'engagement dans le programme VIASANO - Approbation**

LE CONSEIL,

Vu la délibération du 15.12.2009 du Collège des Bourgmestres et échevins décident de donner son accord de principe à l'adhésion de la commune au programme VIASANO ;

Vu la délibération du Conseil communal du 01 04 2010 décident de donner son accord à l'adhésion de la commune au programme VIASANO ,

Vu la charte d'engagement reçue par l'A S B L VIASANO précisant les engagements initiaux prévus par le programme ;

Vu la volonté de la commune de confirmer son implication dans ledit programme de promotion de la santé ;

DECIDE d'approuver la Charte d'engagement dans le développement du programme VIASANO, ci-annexée.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération

31 votants . 31 votes positifs.

---

### **GR - Volksgezondheid - Verbintenischarter in het VIASANO-programma - Goedkeuring**

DE RAAD,

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeesters en schepenen van 15.12.2009 om principieel in te stemmen met de toetreding van de gemeente tot het VIASANO-programma ;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 01 04 2010 om in te stemmen met de

toetreding van de gemeente tot het VIASANO-programma ;  
 Gelet op het door VIASANO VZW ontvangen verbintenischarter waarin de oorspronkelijke verbintenissen voorzien door het programma worden opgenomen ;  
 Gelet op de wens van de gemeente om haar deelname aan het genoemde programma voor gezondheidsbevordering te bevestigen ;  
 BESLUIT het bijgevoegde verbintenischarter in het kader van de ontwikkeling van het VIASANO-programma goed te keuren

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed  
 31 stemmers · 31 positieve stemmen.

## Budget Comptabilité - Begroting Boekhouding

### 22 09 2020/A/0032 CC - Budget de l'exercice 2020 - Modifications 1 et 2

LE CONSEIL,

Vu la circulaire du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 06 09 2019 relative à l'élaboration des budgets de l'exercice 2020 des communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu la délibération du Conseil communal du 17.12 2019 arrêtant le budget communal de l'exercice 2020 ,

Vu la lettre du Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 10.02 2020 informant l'administration communale du fait que la délibération précitée du 17.12.2019 est devenue exécutoire par expiration du délai imparti à l'autorité de tutelle pour statuer sur le budget communal de l'exercice 2020 ,

Considérant la nécessité de modifier le budget de l'exercice 2020 dans le but de permettre également l'inscription, tant en recettes qu'en dépenses, des crédits relatifs aux diverses opérations particulières, dont les principales sont les suivantes :

#### Service ordinaire - Recettes

Intégration du résultat réel du compte de l'exercice 2019	573.937,74 €
GAZ : complément dividendes 2019	13.385,28 €
Prélèvement sur le FRO Pensions pour cotisations Pensions	
R+=D+	610.000,00 €

Prestations	
Total des recettes ordinaires de prestations impactées par la COVID 19	- 424.774,47 €
Vente de certificats verts	110.000,00 €
Récupérations sur les salaires	38.273,95 €
Diverses notes de crédits	23.172,96 €
Récupération des travaux exécutés pour compte de tiers: Containers 087 Franciscains ACP	5.803,00 €
Diverses adaptations budgétaires : indexation des loyers, produit de locations de matériel - avenue des Frères Legrain 101	1.623,45 €
Récupération des travaux exécutés pour compte de tiers: accident de roulage du 24/01/2020 - avenue des Cattleyas	606,10 €

Vente de poubelles nouées	500,00 €
Remboursement frais de funérailles	130,00 €
Cimetière : plaquette	125,00 €
<b>Ecart entre BI 2020 et Proposition de MB01 2020</b>	<b>- 244.540,01 €</b>

<b>Transferts</b>	
Total des recettes ordinaires de transferts impactées par la COVID 19	- 403.250,89 €
Additionnels communaux à l'impôt des personnes physiques, courrier du SPRB du 10-02-2020 ref. 3002093702 relatif à l'exécution du budget 2020	-140.687,41 €
Sur 4 dossiers de candidature remis à Bruxelles Environnement en août 2019, seuls 3 ont été sélectionnés {30 000 + 25 000 + 25 000}, mais pas le 4ième dossier	- 50.000,00 €
Adaptations budgétaires	704,13 €
Subside IBGE pour la stérilisation des chats errants: 50% du crédit de l'art 8750/122-03//093	1.500,00 €
Liquidation A.S.B.L. "CENTRE AMITIE" 12/12/2008	2.249,11 €
S.P.F. INTERIEUR - Rétribution "LOI SUR LES ARMES DU 08.06.06" 2018	2.840,78 €
Nettoyage public : Contributions spécifiques "Subside CAP" de l'autorité supérieure	4.534,74 €
Enseignement : Subside FWB - MANOLO	9.503,43 €
FEDASIL - Subside "CENTRE ACCUEIL REFUGIES"	19.846,80 €
Contrats de prévention et de sécurité : contributions du S.P.F. INTERIEUR pour EUROTOP	25.952,40 €
Prêt du Fonds Régional Bruxellois de Refinancement de la Trésorerie Communale (FRBRTC) - Arrêté du gouvernement du 6 octobre 2016: Récupération annuité	58.496,85 €
<b>Ecart entre BI 2020 et Proposition de MB01 2020</b>	<b>- 468.310,06 €</b>

#### Service ordinaire - Dépenses

Mise en réserve en faveur du FRO Taxe bureaux: Affectation de 80% du produit de la taxe sur les surfaces de bureaux du compte 2019	643.253,80 €
--	--------------

<b>Personnel</b>	
Total des dépenses ordinaires de transferts impactées par la COVID 19	- 3.893,40 €
Adaptations budgétaires D+=R-- : Aucune récupération en 2020 des cotisations patronales pension suite aux dernières nominations.	610.000,00 €
Adaptations budgétaires	6.700,00 €
<b>Ecart entre BI 2020 et Proposition de MB01 2020</b>	<b>612.806,60 €</b>

<b>Fonctionnement</b>	
Total des dépenses ordinaires de fonctionnement impactées par la COVID 19	46 873,68 €
Mise à disposition par le C.P.A.S. du Secrétaire du C.P.A.S.	100.000,00 €
Location de Sonomètre	30.000,00 €
Prestations exceptionnelles d'expertise à faire par société externe pour recrutements spécifiques	20.000,00 €
Réparation balayeuse Schmidt	15.000,00 €
Organisation de l'événement "le village à la ville" D+=D-	13.000,00 €
Enseignement : Subside FWB – MANOLO D+=R+	12.303,43 €
Nettoyage des vespasiennes du Pavillon place Dumon	8.845,70 €
Convention pour l'évacuation des animaux	8.500,00 €
Cotisation Atout Projet	2.000,00 €
Assurances: instruments de musique à l'académie NL	1.400,00 €
Projet de matinée dédié aux accueillants extrascolaires - projet de revalorisation	1.000,00 €
Adaptations budgétaires	- 6.814,22 €
Projets Agenda 21	- 14.800,00 €
Clôture d'un dossier contentieux important avec reprise éventuelle en 2021	- 20.000,00 €
<b>Ecart entre BI 2020 et Proposition de MB01 2020</b>	<b>217.308,59 €</b>

<b>Transferts</b>	
Total des dépenses ordinaires de transferts impactées par la COVID 19	1.298.740,93 €
Total impact COVID19 a.s.b.l. communales	659.791,49 €
Intégration du résultat du compte 2019 du CPAS - adaptation de la dotation communale	- 465.407,22 €
Rétrocession zone de police : compte 2019	- 184.015,00 €
Suppression de la prime VIVAQUA: Situation sociale et financière des familles bénéficiaires n'était aucunement prise en compte pour l'octroi de cet avantage	- 43.000,00 €
Adaptations budgétaires: prime à la rénovation écologique	- 15.000,00 €
Mobilité pour l'organisation de l'événement "le village à la ville" D-=D+	- 13.000,00 €
Don Viva For Life	250,00 €
Culture et loisirs . non-valeurs	261,00 €
Frais administratifs : 1% du 0400/372-01-IPP	1.320,23 €
A.S.B.L. Maison de Jeunes "Le Bunker"	10.000,00 €

Fabrique d'Eglise Saint-Julien· régularisation intervention communale à l'ordinaire pour années 2015 à 2020	16.200,00 €
Diverses non-valeurs sur produits de locations	19.500,00 €
<b>Ecart entre BI 2020 et Proposition de MB01 2020</b>	<b>1.285.641,43 €</b>

<b>Dette</b>	
Total des dépenses ordinaires de dette impactées par la COVID 19	0,00 €
Prêt du Fonds Régional Bruxellois de Refinancement de la Trésorerie Communale (FRBRTC) - Arrêté du gouvernement du 6 octobre 2016 - Remboursement et charges financières de l'emprunt 4-1-19-2019-0004 selon tableau d'amortissement du 04-01-2020 D+=R+	58.496,85 €
Intérêts créditeurs négatifs CB92 BELFIUS TREASURY+ 1ER TRIM.2020	25,00 €
Amendes administratives	2.009,00 €
Intérêts de retard dossier BABYPOOL - JUGEMENT 30.04.2020	5.352,60 €
<b>Ecart entre BI 2020 et Proposition de MB01 2020</b>	<b>65.883,45 €</b>

#### Service extraordinaire - Recettes

Réinscription en 2020 de recettes extraordinaires de prélèvement FRE pour des dépenses engagées en exercices antérieurs	5.475.724,77 €
Réinscription en 2020 des emprunts 2019 pour les dépenses engagées en 2019	3.918.635,00 €
Annulation du résultat budgétaire présumé du compte 2019	- 1.529.566,46 €

#### Service extraordinaire - Dépenses

##### Dépenses principales

Intégration du résultat négatif du compte budgétaire de l'exercice 2019	- 6.877.103,62 €
Octroi d'un subside en capital au C.P.A.S.	670.000,00 €
Octroi d'un subside en capital aux Fabriques d'Eglise	55.770,00 €

#### Nouveaux projets

20200089	INFO-DOCUMENTATION-CLASSEMENT : ACHAT D'UNE DECHIQUEUSE	13.500,00 €
20200105	PATRIMOINE PRIVE - AUBERGE DES MAIEURS : COMPLÉMENT D'ÉTUDE POUR ASSAINISSEMENT DU SOL	10.000,00 €
20200106	INFORMATIQUE : ACHAT DE MATERIEL ET DE LOGICIELS	4.100,00 €
20200107	VOIRIE - REAMENAGEMENT DE LA PLACE DUMON ET ALENTOURS (HUART..) - COMPLEMENT	285.000,00 €

20200108	EQUIPEMENTS DE VOIRIE . ACHATS DE MOBILIER URBAIN	32.000,00 €
20200110	CENTRE SPORTIF - SPORTCITY : FRAIS ETUDE REFECTION DALLE VESTIAIRES PISCINES	50.000,00 €
20200111	CENTRE SPORTIF - WOLU SPORTS PARK : REMPLACEMENT DES CLOTURES	14.520,00 €
20200112	CENTRE SPORTIF - WOLU SPORTS PARK : MATERIEL DE STOCKAGE	2 700,00 €
20200113	CENTRE SPORTIF - WOLU SPORTS PARK : MODULE SUPPLEMENTAIRE POUR LOGICIEL DE RESERVATION DE ET DE PAIEMENT	1 210,00 €
20200115	PLATEAU STOCKEL - ETUDE : REGLEMENT COMMUNAL D'URBANISME ZONE (RCUZ) V2	4.000,00 €
20200116	PPAS : PUTDAEL	90.000,00 €

**Dépenses effectuées en application de l'article 249 de la nouvelle loi communale**

20200096	COVID 19 - BREDE SCHOOL : ACHAT DE PC PORTABLE	6.825,00 €
20200099	COVID 19 - CIMETIÈRE COMMUNAL : FOURNITURE D'UNE TABLE RÉFRIGÉRANTE ET ACCESSOIRES	3.400,00 €

20200088	PATRIMOINE PRIVÉ - HÔTEL COMMUNAL : MISE EN ORDRE DE LA DÉTECTION INCENDIE	15.000,00 €
20200090	CENTRE SPORTIF - SPORTCITY : AVIS TECHNIQUE, DEMONTAGE ET EVACUATION MUR RIDEAU	13.000,00 €
20200091	PATRIMOINE PRIVE - ACHAT DE CANONS A CHALEUR	18.000,00 €
20200092	PARVIS SAINTE-ALIX : MISE EN CONFORMITÉ ARMOIRE ÉLECTR. & PLAC. ARMOIRE ÉLEC.SIBELGA	16.000,00 €
20200093	LOGEMENT - LES VENELLES : REMPLACEMENT DE LA PASSERELLE	13.000,00 €
20200094	SALLE FORUM : PLACEMENT PAROI ACOUSTIQUE	35.000,00 €
20200095	AV.HUART/ PL.DUMON : MISE EN CONFORMITÉ ARMOIRE ÉLECTR SIBELGA	4.500,00 €
20200097	CENTRE SPORTIF - SPORTCITY : FOURNITURE ET INSTALLATION D'UN NOUVEAU MUR	87.000,00 €
20200098	ENSEIGNEMENT PRIMAIRE - ECOLE DE STOCKEL : REPARATION DES BETONS	18.000,00 €
20200101	CENTRE SPORTIF - WOLU SPORTS PARK : REMPLACEMENT DU LAVE-VAISSELLE	175,00 €

20200102	POLICE · REMPLACEMENT PORTE DE GARAGE	12.500,00 €
20200103	ENSEIGNEMENT TECHNIQUE - ITSSEP RÉNOVATION DE LA DALLE DE BÉTON	26 000,00 €
20200104	CHAPELLE SAINT-PIERRE : RENFORCEMENT DE LA FAÇADE ET RÉPARATION D'ENDUITS	7 000,00 €

Considérant la nécessité d'apporter également d'autres modifications aux services ordinaire et extraordinaire du budget précité ,

Considérant qu'au niveau du service extraordinaire du budget, en fonction des délais de procédures de marchés publics, d'obtention de subsides, de permis et de réalisation, certains crédits budgétaires ont été supprimés du budget initial de l'exercice 2020 ;

Vu l'arrêté royal du 02 08 1990, tel que modifié, portant le règlement général de la comptabilité communale, notamment les articles 1-3°, 12, 15 et 16 ;

Considérant le compte budgétaire de l'exercice 2019 arrêté par le Conseil communal en séance du 23 06 2020 préalablement à l'intégration de ses résultats dans le budget de l'exercice 2020 conformément aux dispositions de l'article 9 de l'arrêté royal du 02.08.1990 portant le règlement général de la comptabilité communale ;

Vu, plus précisément, les dispositions de l'article 15 de l'arrêté royal précité soumettant les modifications budgétaires aux mêmes procédures que celles applicables au budget, ainsi que les dispositions contenues à l'article 16 rendant obligatoire l'inscription, dans les modifications budgétaires, des crédits nécessaires pour couvrir les dépenses effectuées en vertu de l'article 249 de la nouvelle loi communale et celles effectuées par prélèvement d'office, ainsi que des crédits budgétaires afférents à des recettes imprévues ;

Vu l'avis favorable rendu en date du 10.09.2020 par la Commission instituée par lesdits articles 12 et 15 de l'arrêté royal du 02.08.1990 relativement auxdites modifications budgétaires ,

DECIDE de modifier les services ordinaire et extraordinaire du budget de la commune pour l'exercice 2020 et d'ajuster les nouveaux résultats aux montants figurant aux tableaux ci-après .

#### **SERVICE ORDINAIRE - RECAPITULATIF DES RECETTES ET DEPENSES**

<b>RECETTES</b>	
- Prestations	6.323.995,06 €
- Transferts	75.266.041,95 €
- Dette	1.977.056,78 €
- Prélèvements	828.000,00 €
<b>TOTAL DES RECETTES</b>	<b>84.395.093,79 €</b>
<b>DEPENSES</b>	
- Personnel	50.747.979,17 €
- Fonctionnement	9.095.463,35 €
- Transferts	22.669.530,04 €
- Dette	3 653 215,01 €
- Prélèvements	0,00 €
<b>TOTAL DES DEPENSES</b>	<b>86.166.187,57 €</b>
<b>RESULTAT EXERCICE PROPRE</b>	<b>- 1.771.093,78 €</b>
<b>RESULTAT EXERCICES ANTERIEURS</b>	<b>9.918.014,23 €</b>

RESULTATS PRELEVEMENTS GENERAUX	- 2.865.753,80 €
<b>RESULTAT GENERAL</b>	<b>5.281.166,65 €</b>

**SERVICE EXTRAORDINAIRE - RECAPITULATIF DES RECETTES ET DEPENSES**

<b>RECETTES</b>	
- Transferts	3.521.500,00 €
- Investissements	1.750.000,00 €
- Dette	8.550.375,00 €
- Prélèvements	<u>10.835.488,77 €</u>
<b>TOTAL DES RECETTES</b>	<b>24.657.363,77 €</b>
<b>DEPENSES</b>	
- Transferts	798.146,00 €
- Investissements	12.714.858,00 €
- Dette	0,00 €
- Prélèvements	<u>1.750.000,00 €</u>
<b>TOTAL DES DEPENSES</b>	<b>15.263.004,00 €</b>
<b>RESULTAT EXERCICE EXTRAORDINAIRE PROPRE</b>	<b>9.394.359,77 €</b>
RESULTAT EXERCICES ANTERIEURS	- 6.877.103,62 €
PRELEVEMENTS	<u>0,00 €</u>
<b>RESULTAT GENERAL</b>	<b>2.517.256,15 €</b>

Le Conseil approuve le projet de délibération  
31 votants : 22 votes positifs, 9 votes négatifs.

*Non . Anne-Charlotte d'Ursel, Carla Dejonghe, Christine Sallé, Alexia Bertrand, Tanguy Verheyen, Etienne Dujardin, Laurent de Spirlet, Muriel Godhaid, Juliette Siaens-Mahieu*

---

**GR - Begroting van het dienstjaar 2020 - Wijzigingen 1 en 2**

DE RAAD,

Gelet op de omzendbrief van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 06.09.2019 betreffende de opstelling van de begrotingen van het dienstjaar 2020 van de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 17.12.2019 tot vaststelling van de gemeentebegroting van het dienstjaar 2020 ;

Gelet op de brief van de Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 10.02.2020 waarbij aan het gemeentebestuur meegedeeld wordt dat de voornoemde beraadslaging van 17.12.2019 uitvoerbaar is geworden door het verstrijken van de termijn waarover de toezichthoudende overheid beschikt om te beslissen over de gemeentebegroting van het dienstjaar 2020 ;

Overwegende dat de begroting van het dienstjaar 2020 dient gewijzigd te worden teneinde, in ontvangsten en in uitgaven, begrotingskredieten met betrekking tot diverse bijzondere verrichtingen te kunnen inschrijven, waaronder voornamelijk :

**Gewone dienst - Ontvangsten**

Integratie van het positief resultaat van de begrotingsrekening van het dienstjaar 2019	573.937,74 €
GAZ . aanvulling dividenden 2019	13.385,28 €
Overboeking uit het BRF Pensioenen voor bijdragen Pensioenen O+=U+	610.000,00 €

Prestaties	
Totaal van de gewone ontvangsten uit prestaties die door COVID-19 werden beïnvloed	- 424.774,47 €
Verkoop van groene certificaten	110.000,00 €
Terugvordering bezoldigingen	38.273,95 €
Diverse creditnota's	23.172,96 €
Terugwinning van werken uitgevoerd voor rekening van derden: containers 087 Franciskanen ACP	5.803,00 €
Diverse begrotingsaanpassingen : huurindexering, opbrengst verhuur materieel - Gebroeders Legrainlaan 101	1.623,45 €
Terugwinning van werken uitgevoerd voor rekening van derden: verkeersongeval van 24.01.2020 - Cattleyalaan	606,10 €
Verkoop zwarte vuilnisbakken	500,00 €
Terugbetaling begrafenis Kosten	130,00 €
Kerkhof : plaatje	125,00 €
<b>Verschil tussen IB 2020 en Voorstel BW01 2020</b>	<b>- 244.540,01 €</b>

Overdrachten	
Totaal van de gewone ontvangsten uit overdrachten die door COVID-19 werden beïnvloed	- 403.250,89 €
Aanvullende gemeentebelasting op de personenbelasting, brief van de GOB van 10.02.2020 ref. 3002093702 betreffende de uitvoering van de begroting 2020	-140.687,41 €
Op 4 kandidatuurdossiers ingediend bij Leefmilieu Brussel in augustus 2019, werden er slechts 3 geselecteerd {30 000 + 25 000 + 25 000}, maar niet het 4de dossier	- 50.000,00 €
Begrotingsaanpassingen	704,13 €
Subsidie BIM voor de sterilisatie van zwerfkatten : 50% van het krediet van het artikel 8750/122-03//093	1.500,00 €
Vereffening V.Z.W. "CENTRE AMITIE" 12.12.2008	2.249,11 €
F.O.D. BINNENLANDSE ZAKEN - Retributie "Wapenwet van 08.06.2006" 2018	2.840,78 €
Openbare reiniging : Specifieke bijdragen "Subsidie CAP" van de hogere overheid	4.534,74 €

Onderwijs: Subsidie FWB ("Fédération Wallonie-Bruxelles") - MANOLO	9.503,43 €
FEDASIL - Subsidie "OPVANCENTRUM VLUCHTELINGEN"	19.846,80 €
Preventie- en veiligheidscontracten : bijdragen van de F.O.D. BINNENLANDSE ZAKEN voor de EUROTOP	25.952,40 €
Lening van het Brussels Gewestelijk Herfinancieringsfonds van de Gemeentelijke Thesaurie (BGHGT) - Besluit van de regering van 06.10.2016 : Recuperatie annuiteit	58.496,85 €
<b>Verschil tussen IB 2020 en Voorstel BW01 2020</b>	<b>- 468.310,06 €</b>

#### Gewone dienst - Uitgaven

In reservestelling ten voordele van het GRF Belasting kantoren : toewijzing van 80% van de opbrengst van de belasting op de kantooroppervlakten van de rekening 2019	643.253,80 €
--	--------------

<b>Personeel</b>	
Totaal van de gewone personeelsuitgaven die door COVID-19 werden beïnvloed	- 3.893,40 €
Begrotingsaanpassingen U+=O- : Geen enkele recuperatie in 2020 van werkgeversbijdragen ten gevolge van de laatste benoemingen	610.000,00 €
Begrotingsaanpassingen	6.700,00 €
<b>Verschil tussen IB 2020 en Voorstel BW01 2020</b>	<b>612.806,60 €</b>

<b>Werking</b>	
Totaal van de gewone werkingsuitgaven die door COVID-19 werden beïnvloed	46.873,68 €
Terbeschikkingstelling door het O.C.M.W. van de Secretaris van het O.C.M.W.	100.000,00 €
Huur van sonometer	30.000,00 €
Uitzonderlijke expertiseverrichtingen uit te voeren door een externe firma voor specifieke aanwervingen	20.000,00 €
Herstelling veegmachine Schmidt	15.000,00 €
Organisatie van het evenement "Dorp in de Stad" U+=U-	13.000,00 €
Onderwijs : subsidie FWB ("Fédération Wallonie-Bruxelles") - MANOLO U+=O+	12.303,43 €
Schoonmaak openbare toiletten van het paviljoen Dumonplein	8.845,70 €
Overeenkomst voor de verwijdering van dieren	8.500,00 €
Contributie "Atout Projet"	2.000,00 €
Verzekeringen . muziekinstrumenten Nl academie	1.400,00 €
Middagproject gewijd aan buitenschoolse opvangwerkers - revaluatie project	1.000,00 €
Begrotingsaanpassingen	- 6.814,22 €

Projecten Agenda 21	- 14 800,00 €
Afsluiten van een belangrijk geschillendossier met eventuele heropening in 2021	- 20.000,00 €
<b>Verschil tussen IB 2020 en Voorstel BW01 2020</b>	<b>217.308,59 €</b>

Overdrachten	
Totaal van de gewone uitgaven uit overdrachten die door COVID-19 werden beïnvloed	1.298.740,93 €
Totaal impact COVID-19 gemeentelijke v.z.w.'s	659.791,49 €
Integratie van het resultaat van de rekening 2019 van het O.C.M.W. - Aanpassing van de gemeentelijke dotatie	- 465.407,22 €
Retrocessie van de Politiezone . rekening 2019	- 184.015,00 €
Afschaffing van de premie VIVAQUA : de sociale en financiële situatie van begunstigde gezinnen werd niet in rekening genomen voor de toekenning van dit voordeel	- 43.000,00 €
Begrotingsaanpassingen : ecologische renovatiepremie	- 15.000,00 €
Mobiliteit voor de organisatie van het evenement "Dorp in de Stad" U-=U+	- 13.000,00 €
Gift Viva For Life	250,00 €
Cultuur en vrije tijd : onwaarden	261,00 €
Administratieve kosten : 1% du 0400/372-01-PB	1.320,23 €
V.Z.W. Jeugdhuis "Le Bunker"	10.000,00 €
Kerkfabriek Sint-Juliaan: regularisatie gemeentelijke tussenkomst op de gewone dienst voor de jaren 2015 tot 2020	16.200,00 €
Diverse onwaarden op verhuuropbrengsten	19.500,00 €
<b>Verschil tussen IB 2020 en Voorstel BW01 2020</b>	<b>1.285.641,43 €</b>

Schuld	
Totaal van de gewone uitgaven uit schuld die door COVID-19 werden beïnvloed	0,00 €
Lening van het Brussels Gewestelijk Herfinancieringsfonds van de Gemeentelijke Thesaurieen (BGHGT) - Besluit van de Regering van 06.10.2016 : Terugbetaling en financiële lasten van de lening 4-1-19-2019-0004 volgens aflossingstabell van 04.01.2020 U+=O+	58.496,85 €
Negatieve intresten schuldeisers CB92 BELFIUS TREASURY+ 1STE TRIM.2020	25,00 €
Administratieve boetes	2.009,00 €
Nalatigheidsinteressen dossier BABYPOOL - Uitspraak 30.04.2020	5.352,60 €
<b>Verschil tussen IB 2020 en Voorstel BW01 2020</b>	<b>65.883,45 €</b>

#### Buitengewone dienst - Ontvangsten

Herinschrijving in 2020 van buitengewone ontvangsten van overboeking BRF voor de vastgelegde uitgaven in vorige dienstjaren	5 475.724,77 €
Herinschrijving in 2020 van de leningen 2019 voor de vastgelegde uitgaven in 2019	3.918.635,00 €
Annulering van het vermoedelijk begrotingsresultaat van de rekening 2019	- 1.529.566,46 €

#### **Buitengewone dienst - Uitgaven**

##### **Voornaamste uitgaven**

Integratie van het negatief resultaat van de begrotingsrekening van het dienstjaar 2019	- 6.877.103,62 €
Toekenning van een subsidie in kapitaal aan het O.C.M.W.	670.000,00 €
Toekenning van een subsidie in kapitaal aan de Kerkfabrieken	55.770,00 €

##### **Nieuwe projecten**

20200089	INFO-DOCUMENTATIE-CLASSIFICATIE : AANKOOP VAN EEN PAPIERVERSNIPPERAAR	13.500,00 €
20200105	PRIVE-PATRIMONIUM - "AUBERGE DES MAIEURS" : AANVULLENDE STUDIE VOOR BODEMSANERING	10.000,00 €
20200106	INFORMATICA : AANKOOP VAN MATERIAAL EN SOFTWARE	4.100,00 €
20200107	WEGEN - HERAANLEG VAN HET DUMONPLEIN EN OMGEVING (HUARTPLEIN ...) - AANVULLING	285.000,00 €
20200108	WEGUITRUSTINGEN : AANKOOP VAN STRAATMEUBILAIR	32.000,00 €
20200110	SPORTCENTRUM - SPORTCITY : STUDIEKOSTEN REPARATIE TEGELS KLEEDKAMERS ZWEMBADEN	50.000,00 €
20200111	SPORTCENTRUM - WOLU SPORTS PARK : VERVANGING VAN OMHEININGEN	14.520,00 €
20200112	SPORTCENTRUM - WOLU SPORTS PARK · OPSLAGMATERIAAL	2.700,00 €
20200113	SPORTCENTRUM - WOLU SPORTS PARK : AANVULLENDE MODULE VOOR RESERVERING- EN BETAALSOFTWARE	1.210,00 €
20200115	PLATEAU STOKKEL - STUDIE : ZONALE GEMEENTELIJKE STEDENBOUWKUNDIGE VERORDENING (ZGSV) V2	4.000,00 €
20200116	BBP : PUTDAEL	90.000,00 €

##### **Uitgaven verricht in toepassing van artikel 249 nieuwe gemeentewet**

20200096	COVID-19 - BREDE SCHOOL : AANKOOP VAN LAPTOPS	6.825,00 €

20200099	COVID-19 - GEMEENTELIJK KERKHOF · LEVERING VAN EEN KOELTAFEL EN TOEBEHOREN	3.400,00 €
20200088	PRIVE PATRIMONIUM -GEMEENTEHUIS : IN ORDE STELLING VAN DE BRANDDETECTIE	15.000,00 €
20200090	SPORTCENTRUM - SPORTCITY · TECHNISCH ADVIES, DEMONTAGE EN VERWIJDERING VAN EEN GORDIJNMUUR	13.000,00 €
20200091	PRIVE PATRIMONIUM - AANKOOP VAN HETELUCHTKANONNEN	18.000,00 €
20200092	SINTE-ALEIDISVOORPLEIN : IN OVEREENSTEMMING BRENGEN ELEKTRISCHE SCHAKELKAST EN PLAATSING ELEKTRISCHE SCHAKELKAST SIBELGA	16.000,00 €
20200093	HUISVESTING - DE DREVEKENS · VERVANGING VOETGANGERBRUG	13.000,00 €
20200094	ZAAL FORUM : PLAATSING AKOETISCHE WAND	35.000,00 €
20200095	HUARTLAAN/ DUMONPLEIN : IN OVEREENSTEMMING BRENGEN ELEKTRISCHE SCHAKELKAST SIBELGA	4.500,00 €
20200097	SPORTCENTRUM - SPORTCITY : LEVERING EN INSTALLATIE VAN EEN NIEUWE MUUR	87.000,00 €
20200098	LAGER ONDERWIJS -SCHOOL VAN STOKKEL : HERSTELLING VAN HET BETON	18.000,00 €
20200101	SPORTCENTRUM - WOLU SPORTS PARK VERVANGING VAN EEN VAATWASSER	175,00 €
20200102	POLITIE : VERVANGING GARAGEPOORT	12.500,00 €
20200103	TECHNISCH ONDERWIJS - ITSEPP : RENOVATIE BETONPLAAT	26.000,00 €
20200104	KAPEL SINT-PIETERS : VERSTEVIGING VAN DE GEVEL EN HERSTELLING PLAMUUR	7.000,00 €

Overwegende dat het nodig is nog andere wijzigingen aan de gewone en de buitengewone dienst van voornoemde begroting aan te brengen ;

Overwegende dat, op het niveau van de buitengewone dienst van de begroting, afhankelijk van de termijnen van de procedures van de openbare opdrachten, de verkrijging van subsidies, vergunning en de realisatie, sommige begrotingskredieten verwijderd zijn uit de oorspronkelijke begroting van het dienstjaar 2020 ,

Gelet op het koninklijk besluit van 02.08.1990, zoals gewijzigd, houdende het algemeen reglement op de gemeentelijke comptabiliteit, met name de artikels 1-3°, 12, 15 en 16 ,

Overwegende de begrotingsrekening van het dienstjaar 2019 vastgesteld door de Gemeenteraad in zitting van 23.06.2020 vooraleer haar resultaten in de begroting van het dienstjaar 2020 werden opgenomen, overeenkomstig de beschikkingen van het artikel 9 van het koninklijk besluit van 02.08.1990 houdende het algemeen reglement op de gemeentelijke comptabiliteit ,

Gelet, in het bijzonder, op de bepalingen van artikel 15 van voornoemd koninklijk besluit

waarbij de begrotingswijzigingen aan dezelfde procedures worden onderworpen als deze toepasselijk voor de begroting, evenals de bepalingen vervat in artikel 16 waarbij de inschrijving in de begrotingswijzigingen van de begrotingskredieten die noodzakelijk zijn voor het dekken van krachtens artikel 249 van de nieuwe gemeentewet verrichte uitgaven, maar ook de ambtshalve opgenomen uitgaven, evenals de begrotingskredieten die betrekking hebben op onvoorzienere ontvangsten, verplicht wordt gemaakt ,  
 Gelet op het gunstig advies door de Commissie op datum van 10.09.2020 uitgebracht, ingesteld door de eerder vernoemde artikels 12 en 15 van het koninklijk besluit van 02.08.1990 met betrekking tot de voornoemde begrotingswijzigingen ,  
**BESLUIT** de gewone en de buitengewone dienst van de gemeentebegroting voor het dienstjaar 2020 te wijzigen en de nieuwe resultaten vast te stellen op de bedragen hernomen in de hiernavolgende tabellen :

**GEWONE DIENST - SAMENVATTENDE TABEL VAN DE ONTVANGSTEN EN UITGAVEN**

<b>ONTVANGSTEN</b>	
- Prestaties	6.323.995,06 €
- Overdrachten	75.266.041,95 €
- Schuld	1.977.056,78 €
- Overboekingen	828.000,00 €
<b>TOTAAL DER ONTVANGSTEN</b>	<b>84.395.093,79 €</b>
<b>UITGAVEN</b>	
- Personeel	50.747.979,17 €
- Werkingskosten	9.095.463,35 €
- Overdrachten	22.669.530,04 €
- Schuld	3.653.215,01 €
- Overboekingen	0,00 €
<b>TOTAAL DER UITGAVEN</b>	<b>86.166.187,57 €</b>
<b>RESULTAAT GEWONE DIENST EIGEN DIENSTJAAR</b>	<b>- 1.771.093,78 €</b>
RESULTAAT VORIGE DIENSTJAREN	9.918.014,23 €
OVERBOEKINGEN	- 2.865.753,80 €
<b>ALGEMEEN RESULTAAT</b>	<b>5.281.166,65 €</b>

**BUITENGEWONE DIENST - SAMENVATTENDE TABEL VAN DE ONTVANGSTEN EN UITGAVEN**

<b>ONTVANGSTEN</b>	
- Overdrachten	3.521.500,00 €
- Investeringen	1.750.000,00 €
- Schuld	8.550.375,00 €
- Overboekingen	10.835.488,77 €
<b>TOTAAL DER ONTVANGSTEN</b>	<b>24.657.363,77 €</b>
<b>UITGAVEN</b>	
- Overdrachten	798.146,00 €

- Investeringen	12.714.858,00 €
- Schuld	0,00 €
- Overboekingen	1.750.000,00 €
<b>TOTAAL DER UITGAVEN</b>	<b>15.263.004,00 €</b>
<b>RESULTAAT GEWONE DIENST EIGEN DIENSTJAAR</b>	<b>9.394.359,77 €</b>
RESULTAAT VORIGE DIENSTJAREN	- 6.877.103,62 €
OVERBOEKINGEN	0,00 €
<b>ALGEMEEN RESULTAAT</b>	<b>2.517.256,15 €</b>

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

31 stemmers · 22 positieve stemmen, 9 negatieve stemmen.

*Nee : Anne-Charlotte d'Ussel, Carla Dejonghe, Christine Sallé, Alexia Bertrand, Tanguy Verheyen, Etienne Dujardin, Laurent de Spirlet, Muriel Godhaard, Juliette Siaens-Mahieu.*

22.09.2020/A/0033

**CC - A.S.B.L. CENTRE COMMUNAUTAIRE DE JOLI-BOIS - Exercice d'activité 2019 - Documents comptables - Prise d'acte**

LE CONSEIL,

Vu les dispositions de la loi du 14.11.1983 relatives au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions, notamment les dispositions des articles 1, 3, 4, 5, 6 et 7 ;

Vu, plus particulièrement, l'obligation pour toute personne morale qui demande une subvention de transmettre au dispensateur de celle-ci ses bilan et comptes ainsi qu'un rapport de gestion et de situation financière ;

Considérant que, d'une part, pour des subventions d'une valeur inférieure à 1.239,47 EUR la présente loi n'est pas d'application et que, d'autre part, pour des subventions d'une valeur comprise entre 1.239,47 EUR et 24.789,35 EUR seule la justification de l'emploi de la subvention aux fins pour lesquelles elle a été octroyée doit être exigée sous peine de restitution de la subvention, les autres obligations prévues par la présente loi étant laissées à l'appréciation du dispensateur des subventions ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 09.06.1986 imposant une présentation uniforme de tous les documents comptables introduits par les A.S.B.L. et groupements divers bénéficiant de subsides communaux et/ou d'avantages en nature accordés par la commune ,

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 06.02.2020 arrêtant le principe du contrôle au cours de l'exercice 2020 de la gestion comptable par un réviseur d'entreprises d'un ensemble d'A S B L et de groupements divers bénéficiant de subsides communaux et/ou d'avantages en nature accordés par la commune, dont notamment l'A.S.B.L CENTRE COMMUNAUTAIRE DE JOLI-BOIS ,

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 23.01.2020 désignant la S.P.R.L B.S.T , rue Gachard 88/16, 1050 Bruxelles, comme prestataire de services dans le cadre du marché relatif audit contrôle au cours des exercices 2020, 2021 et 2022 ,

Vu le rapport établi en date du 03.07.2020 par ledit réviseur d'entreprises et concluant que la situation comptable arrêtée au 31.12.2019 donne une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat des activités de ladite A S B.L. à cette date ;

Considérant que ledit rapport satisfait aux prescriptions du cahier spécial des charges relatif au marché précité ;

Vu les documents comptables introduits par l'A S B L. CENTRE COMMUNAUTAIRE

DE JOLI-BOIS pour l'exercice d'activité 2019 ;

Considérant que les activités de ladite A S B L. au cours de l'exercice d'activité sous revue peuvent dès lors être considérées comme conformes aux dispositions des statuts déterminant l'objet de ladite association ,

Considérant que l'octroi et l'emploi de subsides en faveur de et par ladite A S.B.L. ainsi que ses documents comptables de l'exercice d'activité sous revue peuvent dès lors être considérés comme conformes aux dispositions de la loi du 14.11.1983 ,

PREND ACTE des documents comptables ci-après de l'exercice d'activité 2019 de l'A S.B.L. CENTRE COMMUNAUTAIRE DE JOLI-BOIS .

1. compte d'exploitation générale 2019 :

charges :	215.994,16 EUR
produits :	<u>198.137,50 EUR</u>
résultat négatif :	-17.856,66 EUR

2. bilan 2019 :

actif-passif .	109.130,02 EUR
----------------	----------------

Le Conseil prend acte

---

**GR - V.Z.W. "CENTRE COMMUNAUTAIRE DE JOLI-BOIS" - Dienstjaar 2019 -  
Boekhoudkundige stukken - Akteneming**

DE RAAD,

Gelet op de bepalingen van de wet van 14 11 1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen, met name de bepalingen van artikels 1, 3, 4, 5, 6 en 7 ;

Gelet, meer in het bijzonder, op de verplichting, voor ieder rechtspersoon die een toelage aanvraagt, zijn balans, zijn rekeningen alsook een verslag inzake beheer en financiële toestand aan de verstrekker te bezorgen ;

Overwegende dat, enerzijds, voor de toelagen waarvan het bedrag lager ligt dan 1.239,47 EUR de onderhavige wet niet van toepassing is en dat, anderzijds, voor de toelagen waarvan het bedrag tussen 1 239,47 EUR en 24 789,35 EUR ligt enkel de verantwoording van de aanwending van de toelage voor het doel waarvoor zij is toegekend moet worden geciteerd op straffe van terugbetaling van de toelage waarbij de overige verplichtingen voorzien door onderhavige wet aan het oordeel van de toelageverstrekkers worden overgelaten ,

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 09.06.1986 die een eenvormige presentatie oplegt van al de boekhoudkundige stukken ingediend door de verschillende V.Z.W.'s en groeperingen die genieten van gemeentetoelagen en/of voordelen in natura door de gemeente verstrekt ;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 06.02.2020 tot vaststelling van het principe van een controle in de loop van het dienstjaar 2020 op het rekenkundig beleid door een bedrijfsrevisor van een aantal verschillende V.Z.W.'s en groeperingen die genieten van gemeentetoelagen en/of voordelen in natura door de gemeente verstrekt, waaronder met name de V.Z.W. "CENTRE COMMUNAUTAIRE DE JOLI-BOIS" ;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 23 01 2020 die de B.V.B.A. B.S.T., Gachardstraat 86/16, 1050 Brussel, als dienstverlenend bedrijf aanstelt in het kader van de opdracht met betrekking tot de voornoemde controle in de loop van de dienstjaren 2020, 2021 en 2022 ;

Gelet op het door deze bedrijfsrevisor op 03.07.2020 opgemaakte verslag waaruit blijkt dat de staat van de rekeningen afgesloten op 31 12.2019 een getrouw beeld geeft van het

patrimonium, van de financiële toestand en van het resultaat van de activiteiten van voornoemde V Z W op deze datum ,

Overwegende dat dit verslag voldoet aan de voorschriften van het bestek betreffende de voornoemde opdracht ,

Gelet op de door de V.Z.W. "CENTRE COMMUNAUTAIRE DE JOLI-BOIS" voor het dienstjaar 2019 ingediende boekhoudkundige stukken ,

Overwegende dat de activiteiten van voornoemde V.Z.W. in de loop van hierboven vermeld dienstjaar bijgevolg beschouwd kunnen worden als zijnde conform de bepalingen van de statuten die het doel bepalen van voornoemde vereniging ,

Overwegende dat de toekeping van de toelagen aan voornoemde V.Z.W. en de aanwending ervan door deze V.Z.W evenals haar boekhoudkundige stukken van het hierboven vermelde dienstjaar bijgevolg beschouwd kunnen worden als zijnde conform de bepalingen van de wet van 14.11.1983 ,

NEEMT AKTE van de hiernavolgende boekhoudkundige stukken van het dienstjaar 2019 van de V Z W "CENTRE COMMUNAUTAIRE DE JOLI-BOIS" :

1. algemene exploitatierekening 2019 :

lasten :	215.994,16 EUR
opbrengsten :	<u>198.137,50 EUR</u>
nadelig resultaat :	-17.856,66 EUR

2. balans 2019 :

actief-passief :	109.130,02 EUR
------------------	----------------

De Raad neemt akte.

---

22.09.2020/A/0034 **CC - A.S.B.L. CREEMPLOI - Exercice d'activité 2019 - Documents comptables - Prise d'acte**

LE CONSEIL,

Vu les dispositions de la loi du 14.11.1983 relatives au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions, notamment les dispositions des articles 1, 3, 4, 5, 6 et 7 ;

Vu, plus particulièrement, l'obligation pour toute personne morale qui demande une subvention de transmettre au dispensateur de celle-ci ses bilan et comptes ainsi qu'un rapport de gestion et de situation financière ;

Considérant que, d'une part, pour des subventions d'une valeur inférieure à 1 239,47 EUR la présente loi n'est pas d'application et que, d'autre part, pour des subventions d'une valeur comprise entre 1 239,47 EUR et 24.789,35 EUR seule la justification de l'emploi de la subvention aux fins pour lesquelles elle a été octroyée doit être exigée sous peine de restitution de la subvention, les autres obligations prévues par la présente loi étant laissées à l'appréciation du dispensateur des subventions ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 09.06.1986 imposant une présentation uniforme de tous les documents comptables introduits par les A.S B L et groupements divers bénéficiant de subsides communaux et/ou d'avantages en nature accordés par la commune ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 06.02.2020 arrêtant le principe du contrôle au cours de l'exercice 2020 de la gestion comptable par un réviseur d'entreprises d'un ensemble d'A.S B L et de groupements divers bénéficiant de subsides communaux et/ou d'avantages en nature accordés par la commune, dont notamment l'A.S.B.L. CREEMPLOI ,

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 23.01.2020 désignant la

S P R.L. B.S.T., rue Gachard 88/16, 1050 Bruxelles, comme prestataire de services dans le cadre du marché relatif audit contrôle au cours des exercices 2020, 2021 et 2022 ;

Vu le rapport établi en date du 28 08 2020 par ledit réviseur d'entreprises et concluant que la situation comptable arrêtée au 31 12 2019 donne une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat des activités de ladite A S B.L. à cette date ,

Considérant que ledit rapport satisfait aux prescriptions du cahier spécial des charges relatif au marché précité ,

Vu les documents comptables introduits par l'A S B L CREEEMPLOI pour l'exercice d'activité 2019 ;

Considérant que les activités de ladite A S B.L. au cours de l'exercice d'activité sous revue peuvent dès lors être considérées comme conformes aux dispositions des statuts déterminant l'objet de ladite association ;

Considérant que l'octroi et l'emploi de subsides en faveur de et par ladite A S B L ainsi que ses documents comptables relatifs à l'exercice d'activité sous revue peuvent dès lors être considérés comme conformes aux dispositions de la loi du 14.11.1983 ;

PREND ACTE des documents comptables ci-après de l'exercice d'activité 2019 de l'A S.B.L. CREEEMPLOI .

1. compte d'exploitation générale 2019 :

charges :	212.563,45 EUR
produits :	233.168,88 EUR
résultat positif :	20.605,43 EUR

2. bilan 2019 :

actif-passif :	206.130,67 EUR
----------------	----------------

Le Conseil prend acte.

---

**GR - V.Z.W. "CREEEMPLOI" - Dienstjaar 2019 - Boekhoudkundige stukken -  
Akteneming**

DE RAAD,

Gelet op de bepalingen van de wet van 14.11.1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen, met name de bepalingen van articles 1, 3, 4, 5, 6 en 7 ;

Gelet, meer in het bijzonder, op de verplichting, voor ieder rechtspersoon die een toelage aanvraagt, zijn balans, zijn rekeningen alsook een verslag inzake beheer en financiële toestand aan de verstrekker te bezorgen ;

Overwegende dat, enerzijds, voor de toelagen waarvan het bedrag lager ligt dan 1.239,47 EUR de onderhavige wet niet van toepassing is en dat, anderzijds, voor de toelagen waarvan het bedrag tussen 1.239,47 EUR en 24.789,35 EUR ligt enkel de verantwoording van de aanwending van de toelage voor het doel waarvoor zij is toegekend moet worden geëist op straffe van terugbetaling van de toelage waarbij de overige verplichtingen voorzien door onderhavige wet aan het oordeel van de toelageverstrekkers worden overgelaten ;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 09.06.1986 die een eenvormige presentatie oplegt van al de boekhoudkundige stukken ingediend door de verschillende V.Z.W.'s en groeperingen die genieten van gemeentetoelagen en/of voordelen in natura door de gemeente verstrekt ,

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 06.02.2020 tot vaststelling van het principe van een controle in de loop van het dienstjaar 2020 op het

rekenkundig beleid door een bedrijfsrevisor van een aantal verschillende V.Z.W.'s en groeperingen die genieten van gemeentetoelagen en/of voordeelen in natura door de gemeente verstrekt, waaronder met name de V.Z.W "CREEMPLOI",

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 23.01.2020 die de B.V.B.A. B S T., Gachardstraat 88/16, 1050 Brussel, als dienstverlenend bedrijf aanstelt in het kader van de opdracht met betrekking tot de vooroemde controle in de loop van de dienstjaren 2020, 2021 en 2022 ;

Gelet op het door deze bedrijfsrevisor op 28.08.2020 opgemaakte verslag waaruit blijkt dat de staat van de rekeningen afgesloten op 31.12.2019 een getrouw beeld geeft van het patrimonium, van de financiële toestand en van het resultaat van de activiteiten van voornoemde V.Z.W. op deze datum ;

Overwegende dat dit verslag voldoet aan de voorschriften van het bestek betreffende de vooroemde opdracht ,

Gelet op de door de V.Z.W "CREEMPLOI" voor het dienstjaar 2019 ingediende boekhoudkundige stukken ,

Overwegende dat de activiteiten van voornoemde V.Z.W. in de loop van hierboven vermeld dienstjaar bijgevolg kunnen beschouwd worden als conform de bepalingen van de statuten die het doel bepalen van voornoemde vereniging ;

Overwegende dat de toekenning van de toelagen aan de vooroemde V.Z.W. en de aanwending ervan door deze V.Z.W. evenals haar boekhoudkundige stukken van het hierboven vermelde dienstjaar bijgevolg beschouwd kunnen worden als zijnde conform de bepalingen van de wet van 14.11.1983 ;

NEEMT AKTE van de hierinvolgende boekhoudkundige stukken van het dienstjaar 2019 van de V.Z.W. "CREEMPLOI".

#### 1. algemene exploitatierekening 2019 :

lasten :	212.563,45 EUR
opbrengsten :	233.168,88 EUR
batig resultaat .	20.605,43 EUR

#### 2. balans 2019 :

actief-passief :	206 130,67 EUR
------------------	----------------

De Raad neemt akte.

---

22.09.2020/A/0035

#### **CC - A.S.B.L. PREVENTION-ANIMATIONS-JEUNESSE DE WOLUWE-SAINT-PIERRE - Exercice d'activité 2019 - Documents comptables - Prise d'acte**

LE CONSEIL,

Vu les dispositions de la loi du 14.11.1983 relatives au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions, notamment les dispositions des articles 1, 3, 4, 5, 6 et 7 ;

Vu, plus particulièrement, l'obligation pour toute personne morale qui demande une subvention de transmettre au dispensateur de celle-ci ses bilan et comptes ainsi qu'un rapport de gestion et de situation financière ;

Considérant que, d'une part, pour des subventions d'une valeur inférieure à 1.239,47 EUR la présente loi n'est pas d'application et que, d'autre part, pour des subventions d'une valeur comprise entre 1.239,47 EUR et 24.789,35 EUR seule la justification de l'emploi de la

subvention aux fins pour lesquelles elle a été octroyée doit être exigée sous peine de restitution de la subvention, les autres obligations prévues par la présente loi étant laissées à l'appréciation du dispensateur des subventions ,

Vu la délibération du Collège des Bourgmestrie et Echevins du 09.06.1986 imposant une présentation uniforme de tous les documents comptables introduits par les A.S.B L et groupements divers bénéficiant de subsides communaux et/ou d'avantages en nature accordés par la commune ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 06 02.2020 arrêtant le principe du contrôle au cours de l'exercice 2020 de la gestion comptable par un réviseur d'entreprises d'un ensemble d'A.S.B.L. et de groupements divers bénéficiant de subsides communaux et/ou d'avantages en nature accordés par la commune, dont notamment l'A.S.B.L. PREVENTION-ANIMATIONS-JEUNESSE DE WOLUWE-SAINT-PIERRE ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 23.01.2020 désignant la S.P.R L B S T , rue Gachard 88/16, 1050 Bruxelles, comme prestataire de services dans le cadre du marché relatif audit contrôle au cours des exercices 2020, 2021 et 2022 ,

Vu le rapport établi en date du 04.06 2020 par ledit réviseur d'entreprises et concluant que la situation comptable arrêtée au 31 12 2019 donne une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat des activités de ladite A S B.L à cette date ;

Considérant que ledit rapport satisfait aux prescriptions du cahier spécial des charges relatif au marché précité ;

Vu les documents comptables introduits par l'A S.B.L PREVENTION-ANIMATIONS-JEUNESSE DE WOLUWE-SAINT-PIERRE pour l'exercice d'activité 2019 ,

Considérant que les activités de ladite A.S B L au cours de l'exercice d'activité sous revue peuvent dès lors être considérées comme conformes aux dispositions des statuts déterminant l'objet de ladite association ;

Considérant que l'octroi et l'emploi de subsides en faveur de et par ladite A S B L ainsi que ses documents comptables relatifs à l'exercice d'activité sous revue peuvent dès lors être considérés comme conformes aux dispositions de la loi du 14.11.1983 ,

PREND ACTE des documents comptables ci-après de l'exercice d'activité 2019 de l'A.S.B.L. PREVENTION-ANIMATIONS-JEUNESSE DE WOLUWE-SAINT-PIERRE .

1. compte d'exploitation générale 2019 :

charges :	1.074.816,07 EUR
produits :	<u>1.052.712,33 EUR</u>
résultat négatif :	-22.103,74 EUR

2. bilan 2019

actif-passif :	420.404,94 EUR
----------------	----------------

Le Conseil prend acte

---

**GR - V.Z.W. PREVENTIE-ANIMATIES-JEUGD VAN SINT-PIETERS-WOLUWE  
- Dienstjaar 2019 - Boekhoudkundige stukken - Akteneming**

DE RAAD,

Gelet op de bepalingen van de wet van 14 11 1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen, met name de bepalingen van artikels 1, 3, 4, 5, 6 en 7 ;

Gelet, meer in het bijzonder, op de verplichting, voor ieder rechtspersoon die een toelage aanvraagt, zijn balans, zijn rekeningen alsook een verslag inzake beheer en financiële toestand aan de verstrekker te bezorgen ,

Overwegende dat, enerzijds, voor de toelagen waarvan het bedrag lager ligt dan 1.239,47 EUR de onderhavige wet niet van toepassing is en dat, anderzijds, voor de toelagen

waarvan het bedrag tussen 1 239,47 EUR en 24 789,35 EUR ligt enkel de verantwoording van de aanwending van de toelage voor het doel waarvoor zij is toegekend moet worden geëist op straffe van terugbetaling van de toelage waarbij de overige verplichtingen voorzien door onderhavige wet aan het oordeel van de toelageverstrekkers worden overgelaten ;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 09.06.1986 die een eenvormige presentatie oplegt van al de boekhoudkundige stukken ingediend door de verschillende V.Z.W.'s en groeperingen die genieten van gemeentetoelagen en/of voordeelen in natura door de gemeente verstrekt ;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 06.02.2020 tot vaststelling van het principe van een controle in de loop van het dienstjaar 2020 op het rekenkundig beleid door een bedrijfsrevisor van een aantal verschillende V.Z.W.'s en groeperingen die genieten van gemeentetoelagen en/of voordeelen in natura door de gemeente verstrekt, waaronder met name de V.Z.W. PREVENTIE-ANIMATIES-JEUGD VAN SINT-PIETERS-WOLUWE ,

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 23.01.2020 die de B.V.B.A. B.S.T., Gachardstraat 88/16, 1050 Brussel, als dienstverlenend bedrijf aanstelt in het kader van de opdracht met betrekking tot de voornoemde controle in de loop van de dienstjaren 2020, 2021 en 2022 ;

Gelet op het door deze bedrijfsrevisor op 04.06.2020 opgemaakte verslag waaruit blijkt dat de staat van de rekeningen afgesloten op 31.12.2019 een getrouw beeld geeft van het patrimonium, van de financiële toestand en van het resultaat van de activiteiten van voornoemde V.Z.W. op deze datum ,

Overwegende dat dit verslag voldoet aan de voorschriften van het bestek betreffende de voornoemde opdracht ,

Gelet op de door de V.Z.W. PREVENTIE-ANIMATIES-JEUGD VAN SINT-PIETERS-WOLUWE voor het dienstjaar 2019 ingediende boekhoudkundige stukken ;

Overwegende dat de activiteiten van voornoemde V.Z.W. in de loop van hierboven vermeld dienstjaar bijgevolg kunnen beschouwd worden als zijnde conform de bepalingen van de statuten die het doel bepalen van voornoemde vereniging ,

Overwegende dat de toekenning van de toelagen aan de voornoemde V.Z.W. en de aanwending ervan door deze V.Z.W. evenals haar boekhoudkundige stukken van het hierboven vermelde dienstjaar bijgevolg beschouwd kunnen worden als zijnde conform de bepalingen van de wet van 14.11.1983 ,

NEEMT AKTE van de hiernavolgende boekhoudkundige stukken van het dienstjaar 2019 van de V.Z.W. PREVENTIE-ANIMATIES-JEUGD VAN SINT-PIETERS-WOLUWE .

1. algemene exploitatiekening 2019 :

lasten :	1.074.816,07 EUR
opbrengsten :	<u>1.052.712,33 EUR</u>
nadelig resultaat :	-22.103,74 EUR

2. balans 2019

actief-passief .	420.404,94 EUR
------------------	----------------

De Raad neemt akte

---

22.09.2020/A/0036 CC - A.S.B.L. SOLEIL DES TOUJOURS JEUNES - Exercice d'activité 2019 - Documents comptables - Prise d'acte

LE CONSEIL,

Vu les dispositions de la loi du 14.11.1983 relatives au contrôle de l'octroi et de l'emploi de

certaines subventions, notamment les dispositions des articles 1, 3, 4, 5, 6 et 7 ,

Vu, plus particulièrement, l'obligation pour toute personne morale qui demande une subvention de transmettre au dispensateur de celle-ci ses bilan et comptes ainsi qu'un rapport de gestion et de situation financière ,

Considérant que, d'une part, pour des subventions d'une valeur inférieure à 1.239,47 EUR la présente loi n'est pas d'application et que, d'autre part, pour des subventions d'une valeur comprise entre 1 239,47 EUR et 24 789,35 EUR seule la justification de l'emploi de la subvention aux fins pour lesquelles elle a été octroyée doit être exigée sous peine de restitution de la subvention, les autres obligations prévues par la présente loi étant laissées à l'appréciation du dispensateur des subventions ,

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 09 06 1986 imposant une présentation uniforme de tous les documents comptables introduits par les A.S.B.L et groupements divers bénéficiant de subsides communaux et/ou d'avantages en nature accordés par la commune ,

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 06 02.2020 arrêtant le principe du contrôle au cours de l'exercice 2020 de la gestion comptable par un réviseur d'entreprises d'un ensemble d'A.S.B.L. et de groupements divers bénéficiant de subsides communaux et/ou d'avantages en nature accordés par la commune, dont notamment l'A.S.B.L. SOLEIL DES TOUJOURS JEUNES ,

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 23.01 2020 désignant la S.P.R.L. B S T C/o M. Olivier VERTESEN, rue Gachard 88/16, 1050 Bruxelles, comme prestataire de services dans le cadre du marché relatif audit contrôle au cours des exercices 2020, 2021 et 2022 ,

Vu le rapport établi en date du 06.07.2020 par ledit réviseur d'entreprises et concluant que la situation comptable arrêtée au 31.12.2019 donne une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat des activités de ladite A.S.B.L. à cette date ;

Considérant que ledit rapport satisfait aux prescriptions du cahier spécial des charges relatif au marché précité ;

Vu les documents comptables introduits par l'A.S.B.L. SOLEIL DES TOUJOURS JEUNES pour l'exercice d'activité 2019 ;

Considérant que les activités de ladite A.S.B.L. au cours de l'exercice d'activité sous revue peuvent dès lors être considérées comme conformes aux dispositions des statuts déterminant l'objet de ladite association ,

Considérant que l'octroi et l'emploi de subsides en faveur de et par ladite A.S.B.L. ainsi que ses documents comptables relatifs à l'exercice d'activité sous revue peuvent dès lors être considérés comme conformes aux dispositions de la loi du 14.11.1983 ,

PREND ACTE des documents comptables ci-après de l'exercice d'activité 2019 de l'A S B L SOLEIL DES TOUJOURS JEUNES .

1. compte d'exploitation générale 2019 :

charges :	303.720,08 EUR
produits :	303.657,40 EUR
résultat négatif :	-62,68 EUR

2. bilan 2019 :

actif-passif :	94.514,30 EUR
----------------	---------------

Le Conseil prend acte

---

**GR - V.Z.W. ZON DER IMMER JONGEN - Dienstjaar 2019 - Boekhoudkundige stukken - Akteneming**

DE RAAD,

Gelet op de bepalingen van de wet van 14.11.1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen, met name de bepalingen van artikel 1, 3, 4, 5, 6 en 7 ;

Gelet, meer in het bijzonder, op de verplichting, voor iedere rechtspersoon die een toelage aanvraagt, zijn balans, zijn rekeningen alsook een verslag inzake beheer en financiële toestand aan de verstreker te bezorgen ;

Overwegende dat, enerzijds, voor de toelagen waarvan het bedrag lager ligt dan 1.239,47 EUR de onderhavige wet niet van toepassing is en dat, anderzijds, voor de toelagen waarvan het bedrag tussen 1.239,47 EUR en 24.789,35 EUR ligt enkel de verantwoording van de aanwending van de toelage voor het doel waarvoor zij is toegekend moet worden geëist op straffe van terugbetaling van de toelage waarbij de overige verplichtingen voorzien door onderhavige wet aan het oordeel van de toelageverstrekkers worden overgelaten ;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 09.06.1986 die een eenvormige presentatie oplegt van al de boekhoudkundige stukken ingediend door de verschillende V.Z.W.'s en groeperingen die genieten van gemeentetoelagen en/of voordelen in natura door de gemeente verstrekt ;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 06.02.2020 tot vaststelling van het principe van een controle in de loop van het dienstjaar 2020 op het rekenkundig beleid door een bedrijfsrevisor van een aantal verschillende V.Z.W.'s en groeperingen die genieten van gemeentetoelagen en/of voordelen in natura door de gemeente verstrekt, waaronder met name de V.Z.W. ZON DER IMMER JONGEN ;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 23.01.2020 die de B.V.B A B S T. C/o Dhr. Olivier VERTESEN, Gachardstraat 88/16, 1050 Brussel, als dienstverlenend bedrijf aanstelt in het kader van de opdracht met betrekking tot de voornoemde controle in de loop van de dienstjaren 2020, 2021 en 2022 ,

Gelet op het door deze bedrijfsrevisor op 06.07.2020 opgemaakte verslag waaruit blijkt dat de staat van de rekeningen afgesloten op 31.12.2019 een getrouw beeld geeft van het patrimonium, van de financiële toestand en van het resultaat van de activiteiten van voornoemde V.Z.W. op deze datum ;

Overwegende dat dit verslag voldoet aan de voorschriften van het bestek betreffende de voornoemde opdracht ;

Gelet op de door de V.Z.W. ZON DER IMMER JONGEN voor het dienstjaar 2019 ingediende boekhoudkundige stukken ;

Overwegende dat de activiteiten van voornoemde V.Z.W. in de loop van het in rubriek vermeld dienstjaar bijgevolg kunnen beschouwd worden als conform de bepalingen van de statuten die het doel bepalen van voornoemde vereniging ,

Overwegende dat de toekenning van de toelagen aan de voornoemde V.Z.W. en de aanwending ervan door deze V.Z.W. evenals haar boekhoudkundige stukken van het hierboven vermelde dienstjaar bijgevolg beschouwd kunnen worden als zijnde conform de bepalingen van de wet van 14.11.1983 ;

NEEMT AKTE van de hiernavolgende boekhoudkundige stukken van het dienstjaar 2019 van de V.Z.W. ZON DER IMMER JONGEN .

1. algemene exploitatierekening 2019 :

lasten .	303.720,08 EUR
opbrengsten :	303.657,40 EUR
nadelig resultaat .	-62,68 EUR

2. balans 2019 :

actief-passief .	94.514,30 EUR
------------------	---------------

22 09 2020/A/0037

**CC - A.S.B.L. WOLU-SPORT - Exercice d'activité 2019 - Documents comptables -  
Prise d'acte**

**LE CONSEIL,**

Vu les dispositions de la loi du 14.11.1983 relatives au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions, notamment les dispositions des articles 1, 3, 4, 5, 6 et 7 ;

Vu, plus particulièrement, l'obligation pour toute personne morale qui demande une subvention de transmettre au dispensateur de celle-ci ses bilan et comptes ainsi qu'un rapport de gestion et de situation financière ;

Considérant que, d'une part, pour des subventions d'une valeur inférieure à 1 239,47 EUR la présente loi n'est pas d'application et que, d'autre part, pour des subventions d'une valeur comprise entre 1.239,47 EUR et 24 789,35 EUR seule la justification de l'emploi de la subvention aux fins pour lesquelles elle a été octroyée doit être exigée sous peine de restitution de la subvention, les autres obligations prévues par la présente loi étant laissées à l'appréciation du dispensateur des subventions ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 09.06.1986 imposant une présentation uniforme de tous les documents comptables introduits par les A.S.B.L. et groupements divers bénéficiant de subsides communaux et/ou d'avantages en nature accordés par la commune ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 06.02.2020 arrêtant le principe du contrôle au cours de l'exercice 2020 de la gestion comptable par un réviseur d'entreprises d'un ensemble d'A.S.B.L. et de groupements divers bénéficiant de subsides communaux et/ou d'avantages en nature accordés par la commune, dont notamment l'A.S.B.L. WOLU-SPORT ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 23.01.2020 désignant la S.C.P.R.L. B.S.T., rue Gachard 88/16, 1050 Bruxelles, comme prestataire de services dans le cadre du marché relatif audit contrôle au cours des exercices 2020, 2021 et 2022 ;

Vu le rapport établi en date du 02.06.2020 par ledit réviseur d'entreprises et concluant que la situation comptable arrêtée au 31.12.2019 donne une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat des activités de ladite A.S.B.L. à cette date ;

Considérant que ledit rapport satisfait aux prescriptions du cahier spécial des charges relatif au marché précité ;

Vu les documents comptables introduits par l'A.S.B.L. WOLU-SPORT pour l'exercice d'activité 2019 ;

Considérant que les activités de ladite A.S.B.L. au cours de l'exercice d'activité sous revue peuvent dès lors être considérées comme conformes aux dispositions des statuts déterminant l'objet de ladite association ;

Considérant que l'octroi et l'emploi de subsides en faveur de et par ladite A.S.B.L. ainsi que ses documents comptables relatifs à l'exercice d'activité sous revue peuvent dès lors être considérés comme conformes aux dispositions de la loi du 14.11.1983 ;

**PREND ACTE** des documents comptables ci-après de l'exercice d'activité 2019 de l'A.S.B.L. WOLU-SPORT :

1. compte d'exploitation générale 2019 .

charges :	2.164.929,76 EUR
produits .	2.156.876,37 EUR
résultat négatif :	-8.053,39 EUR

2. bilan 2019 .

Le Conseil prend acte

---

**GR - V.Z.W. "WOLU-SPORT" - Dienstjaar 2019 - Boekhoudkundige stukken -  
Akteneming**

DE RAAD,

Gelet op de bepalingen van de wet van 14.11.1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen, met name de bepalingen van artikels 1, 3, 4, 5, 6 en 7 ;

Gelet, meer in het bijzonder, op de verplichting, voor ieder rechtspersoon die een toelage aanvraagt, zijn balans, zijn rekeningen alsook een verslag inzake beheer en financiële toestand aan de verstrekker te bezorgen ;

Overwegende dat, enerzijds, voor de toelagen waarvan het bedrag lager ligt dan 1.239,47 EUR de onderhavige wet niet van toepassing is en dat, anderzijds, voor de toelagen waarvan het bedrag tussen 1 239,47 EUR en 24 789,35 EUR ligt enkel de verantwoording van de aanwending van de toelage voor het doel waarvoor zij is toegekend moet worden geëist op straffe van terugbetaling van de toelage waarbij de overige verplichtingen voorzien door onderhavige wet aan het oordeel van de toelageverstrekkeis worden overgelaten ;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 09 06 1986 die een eenvormige presentatie oplegt van al de boekhoudkundige stukken ingediend door de verschillende V.Z.W.'s en groeperingen die genieten van gemeentetoelagen en/of voordelen in natura door de gemeente verstrekt ,

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 06 02 2020 tot vaststelling van het principe van een controle in de loop van het dienstjaar 2020 op het rekenkundig beleid door een bedrijfsrevisor van een aantal verschillende V.Z.W.'s en groeperingen die genieten van gemeentetoelagen en/of voordelen in natura door de gemeente verstrekt, waaronder met name de V Z W. WOLU-SPORT ;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 23.01.2020 die de B.V.B.A. B.S.T., Gachardstraat 88/16, 1050 Brussel, als dienstverlenend bedrijf aanstelt in het kader van de opdracht met betrekking tot de voornoemde controle in de loop van de dienstjaren 2020, 2021 en 2022 ;

Gelet op het door deze bedrijfsrevisor op 02.06.2020 opgemaakte verslag waaruit blijkt dat de staat van de rekeningen afgesloten op 31 12.2019 een getrouw beeld geeft van het patrimonium, van de financiële toestand en van het resultaat van de activiteiten van voornoemde V.Z.W. op deze datum ,

Overwegende dat dit verslag voldoet aan de voorschriften van het bestek betreffende de voornoemde opdracht ;

Gelet op de door de V.Z.W. WOLU-SPORT voor het dienstjaar 2016 ingediende boekhoudkundige stukken ;

Overwegende dat de activiteiten van voornoemde V.Z.W. in de loop van hierboven vermeld dienstjaar bijgevolg beschouwd kunnen worden als zijnde conform de bepalingen van de statuten die het doel bepalen van voornoemde vereniging ,

Overwegende dat de toekenning van de toelagen aan voornoemde V.Z.W. en de aanwending ervan door deze V Z W evenals haar boekhoudkundige stukken van het hierboven vermelde dienstjaar bijgevolg beschouwd kunnen worden als zijnde conform de bepalingen van de wet van 14 11.1983 ,

NEEMT AKTE van de hiernavolgende boekhoudkundige stukken van het dienstjaar 2019 van de V.Z.W. WOLU-SPORT .

1. algemene exploitatierekening 2019 :	
lasten :	2 164 929,76 EUR
opbrengsten :	2.156.876,37 EUR
nadelig resultaat :	-8.053,39 EUR
2. balans 2019 :	
actief-passief :	1.329.520,97 EUR

De Raad neemt akte

22.09.2020/A/0038 **CC - Association de fait CONSEIL CONSULTATIF COMMUNAL DES AINES DE WOLUWE-SAINT-PIERRE - Exercice d'activité 2019 - Documents comptables - Prise d'acte**

LE CONSEIL,

Vu les dispositions de la loi du 14.11.1983 relatives au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions, notamment les dispositions des articles 1, 3, 4, 5, 6 et 7 ;

Vu, plus particulièrement, l'obligation pour toute personne morale qui demande une subvention de transmettre au dispensateur de celle-ci ses bilan et comptes ainsi qu'un rapport de gestion et de situation financière ;

Considérant que, d'une part, pour des subventions d'une valeur inférieure à 1.239,47 EUR la présente loi n'est pas d'application et que, d'autre part, pour des subventions d'une valeur comprise entre 1.239,47 EUR et 24.789,35 EUR seule la justification de l'emploi de la subvention aux fins pour lesquelles elle a été octroyée doit être exigée sous peine de restitution de la subvention, les autres obligations prévues par la présente loi étant laissées à l'appréciation du dispensateur des subventions ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 09.06.1986 imposant une présentation uniforme de tous les documents comptables introduits par les A.S.B.L. et groupements divers bénéficiant de subsides communaux et/ou d'avantages en nature accordés par la commune ;

Vu les documents comptables introduits par l'Association de fait CONSEIL CONSULTATIF COMMUNAL DES AINES DE WOLUWE-SAINT-PIERRE pour l'exercice d'activité 2019 ;

Considérant que l'octroi et l'emploi de subsides en faveur de et par ladite Association de fait ainsi que ses documents comptables relatifs à l'exercice d'activité sous revue peuvent être considérés comme conformes aux dispositions de la loi du 14.11.1983 ,

PREND ACTE des documents comptables ci-après de l'exercice d'activité 2019 de l'Association de fait CONSEIL CONSULTATIF COMMUNAL DES AINES DE WOLUWE-SAINT-PIERRE .

1. compte d'exploitation générale 2019 :

charges :	1.885,21 EUR
produits :	<u>252,00 EUR</u>
résultat négatif :	-1.633,21 EUR

2. bilan 2019 :

actif-passif :	8.679,42 EUR
----------------	--------------

Le Conseil prend acte.

**GR - Feitelijke vereniging "CONSEIL CONSULTATIF COMMUNAL DES AINES DE WOLUWE-SAINT-PIERRE" - Dienstjaar 2019 - Boekhoudkundige stukken - Akteneming**

DE RAAD,

Gelet op de bepalingen van de wet van 14.11.1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen, met name de bepalingen van artikel 1, 3, 4, 5, 6 en 7 ;

Gelet, meer in het bijzonder, op de verplichting, voor ieder rechtspersoon die een toelage aanvraagt, zijn balans, zijn rekeningen alsook een verslag inzake beheer en financiële toestand aan de verstrekker te bezorgen ,

Overwegende dat, enerzijds, voor de toelagen waarvan het bedrag lager ligt dan 1.239,47 EUR de onderhavige wet niet van toepassing is en dat, anderzijds, voor de toelagen waarvan het bedrag tussen 1.239,47 EUR en 24.789,35 EUR ligt enkel de verantwoording van de aanwending van de toelage voor het doel waarvoor zij is toegekend moet worden geëist op straffe van terugbetaling van de toelage waarbij de overige verplichtingen voorzien door onderhavige wet aan het oordeel van de toelageverstrekkeis worden overgelaten ;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 09.06.1986 die een eenvormige presentatie oplegt van al de boekhoudkundige stukken ingediend door de verschillende V.Z.W.'s en groeperingen die genieten van gemeentetoelagen en/of voordelen in natura door de gemeente verstrekt ,

Gelet op de door de feitelijke vereniging "CONSEIL CONSULTATIF COMMUNAL DES AINES DE WOLUWE-SAINT-PIERRE" voor het dienstjaar 2019 ingediende boekhoudkundige stukken ;

Overwegende dat de toekenning van de toelagen aan de voornoemde feitelijke vereniging en de aanwending ervan door deze feitelijke vereniging evenals haai boekhoudkundige stukken van het hierboven vermelde dienstjaar beschouwd kunnen worden als zijnde conform de bepalingen van de wet van 14.11.1983 ,

NEEMT AKTE van de hiernavolgende boekhoudkundige stukken van het dienstjaar 2019 van de feitelijke vereniging "CONSEIL CONSULTATIF COMMUNAL DES AINES DE WOLUWE-SAINT-PIERRE"

1. algemene exploitatierekening 2019 :

lasten :	1.885,21 EUR
----------	--------------

opbrengsten :	<u>252,00 EUR</u>
---------------	-------------------

nadelig resultaat :	-1.633,21 EUR
---------------------	---------------

2. balans 2019 :

actief-passief :	8 679,42 EUR
------------------	--------------

De Raad neemt akte.

---

22.09.2020/A/0039    **CC - Fabrique de l'Eglise Notre-Dame de Stockel - Compte de l'exercice 2019**

LE CONSEIL,

Vu le décret impérial du 30.12.1809 concernant les fabriques d'églises, modifié par la loi du 10.03.1999 et par l'ordonnance du Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18.07.2002 ;

Vu la loi du 04.03.1870 sur le temporel des cultes, modifiée par la loi du 10.03.1999 et par l'ordonnance du Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18.07.2002 ;

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment les articles 255 et 256 ,

Vu le compte de l'exercice 2019 de la Fabrique de l'Eglise Notre-Dame de Stockel ; Considérant que le compte de l'exercice 2019 de la Fabrique de l'Eglise Notre-Dame de Stockel est présenté avec un solde négatif d'un montant de 476,09 EUR, sans intervention financière de la commune de Woluwe-Saint-Pierre ,

DECIDE d'émettre un avis favorable quant à l'approbation du compte de l'exercice 2019 de la Fabrique de l'Eglise Notre-Dame de Stockel dont la balance se présente comme suit .

<u>RECETTES</u> :	ordinaires	90.629,96 EUR
	extraordinaire	<u>2.216,06 EUR</u> 92.846,02 EUR
<u>DEPENSES</u> :	ordinaires	58.288,31 EUR
	extraordinaire	<u>35.033,80 EUR</u> <u>93.322,11 EUR</u>
<u>SOLDE</u> :		-476,09 EUR

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.

31 votants · 31 votes positifs.

---

#### **GR - Kerkfabriek Onze-Lieve-Vrouw van Stokkel - Rekening van het dienstjaar 2019**

DE RAAD,

Gelet op het keizerlijk decreet van 30.12.1809 betreffende de kerkfabrieken, gewijzigd door de wet van 10.03.1999 en door de ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Parlement van 18.07.2002 ;

Gelet op de wet van 04.03.1870 op het tijdelijke van de erediensten, gewijzigd door de wet van 10.03.1999 en door de ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Parlement van 18.07.2002 ;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name artikels 255 en 256 ;

Gelet op de rekening van het dienstjaar 2019 van de Kerkfabriek Onze-Lieve-Vrouw van Stokkel ,

Overwegende dat de rekening van het dienstjaar 2019 van de Kerkfabriek Onze-Lieve-Vrouw van Stokkel met een nadelig saldo voor een bedrag van 476,09 EUR voorgesteld wordt zonder geldelijke tussenkomst van de gemeente Sint-Pieters-Woluwe ,

BESLUIT een gunstig advies uit te brengen over de goedkeuring van de rekening van het dienstjaar 2019 van de Kerkfabriek Onze-Lieve-Vrouw van Stokkel die als volgt voorgesteld wordt

<u>ONTVANGSTEN</u> :	gewone	90.629,96 EUR
	buitengewone	<u>2.216,06 EUR</u> 92.846,02 EUR
<u>UITGAVEN</u> :	gewone	58.288,31 EUR
	buitengewone	<u>35.033,80 EUR</u> <u>93.322,11 EUR</u>
<u>SALDO</u> :		-476,09 EUR

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.

31 stemmers : 31 positieve stemmen.

---

#### **22.09.2020/A/0040 CC - Fabrique de l'Eglise Saint-Paul - Compte de l'exercice 2019**

LE CONSEIL,

Vu le décret impérial du 30.12.1809 concernant les fabriques d'églises, modifié par la loi du 10.03.1999 et par l'ordonnance du Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18.07.2002 ,

Vu la loi du 04.03.1870 sur le temporel des cultes, modifiée par la loi du 10.03.1999 et par l'ordonnance du Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18.07.2002 ;

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment les articles 255 et 256 ,

Vu le compte de l'exercice 2019 de la Fabrique de l'Eglise Saint-Paul ;

Considérant que le compte de l'exercice 2019 de la Fabrique de l'Eglise Saint-Paul est présenté en boni, sans intervention financière de la commune de Woluwe-Saint-Pierre ,  
DECIDE d'émettre un avis favorable quant à l'approbation du compte de l'exercice 2019 de la Fabrique de l'Eglise Saint-Paul dont la balance se présente comme suit :

<u>RECETTES</u> :	ordinaires	61.012,60 EUR
	extraordinaire	<u>103.975,21 EUR</u> 164.987,81 EUR
<u>DEPENSES</u> :	ordinaires	60.816,71 EUR
	extraordinaire	<u>0,00 EUR</u> <u>60.816,71 EUR</u>
<u>SOLDE</u> :	104.171,10 EUR	

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération

31 votants : 31 votes positifs.

---

#### **GR - Kerkfabriek Sint-Paulus - Rekening van het dienstjaar 2019**

DE RAAD,

Gelet op het keizerlijk decreet van 30.12.1809 betreffende de kerkfabrieken, gewijzigd door de wet van 10.03.1999 en door de ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Parlement van 18.07.2002 ;

Gelet op de wet van 04.03.1870 op het tijdelijke van de eediensten, gewijzigd door de wet van 10.03.1999 en door de ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Parlement van 18.07.2002 ;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name artikels 255 en 256 ,

Gelet op de rekening van het dienstjaar 2019 van de Kerkfabriek Sint-Paulus ,

Overwegende dat de rekening van het dienstjaar 2019 van de Kerkfabriek Sint-Paulus met een winst voorgesteld wordt, zonder geldelijke tussenkomst van de gemeente Sint-Pieters-Woluwe ;

BESLUIT een gunstig advies uit te brengen over de goedkeuring van de rekening van het dienstjaar 2019 van de Kerkfabriek Sint-Paulus die als volgt voorgesteld wordt .

<u>ONTVANGSTEN</u> :	gewone	61 012,60 EUR
	buitengewone	<u>103.975,21 EUR</u> 164.987,81 EUR
<u>UITGAVEN</u> :	gewone	60.816,71 EUR
	buitengewone	<u>0,00 EUR</u> <u>60.816,71 EUR</u>
<u>SALDO</u> :	104.171,10 EUR	

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.

31 stemmers · 31 positieve stemmen.

LE CONSEIL,

Vu le décret impérial du 30.12.1809 concernant les fabriques d'églises, modifié par la loi du 10.03.1999 et par l'ordonnance du Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18.07.2002 ,

Vu la loi du 04.03.1870 sur le temporel des cultes, modifiée par la loi du 10.03.1999 et par l'ordonnance du Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18.07.2002 ;

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment les articles 255 et 256 ;

Considérant que l'administration communale de Woluwe-Saint-Lambert fait parvenir pour avis le budget de l'exercice 2020 de la Fabrique de l'Eglise Notre-Dame de l'Assomption, arrêté par le Conseil de Fabrique en date du 23.01.2020 ;

Considérant que la circonscription de cette paroisse s'étend également sur le territoire de la commune de Woluwe-Saint-Pierre ;

Considérant que le budget de l'exercice 2020 de la Fabrique de l'Eglise Notre-Dame de l'Assomption est présenté en équilibre, sans intervention financière des communes concernées ,

DECIDE d'émettre un avis favorable quant à l'approbation du budget de l'exercice 2020 de la Fabrique de l'Eglise Notre-Dame de l'Assomption dont la balance se présente comme suit .

<u>RECETTES :</u>	ordinaires	40.600,00 EUR
	extraordinaire	<u>5.145,00 EUR</u> 45.745,00 EUR
<u>DEPENSES :</u>	ordinaires	45.745,00 EUR
	extraordinaire	<u>0,00 EUR</u> <u>45.745,00 EUR</u>
<u>SOLDE :</u>	0,00 EUR	

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.

31 votants . 31 votes positifs.

---

**GR - Kerkfabriek Onze-Lieve-Vrouw Hemelvaart - Begroting van het dienstjaar 2020**

DE RAAD,

Gelet op het keizerlijk decreet van 30.12.1809 betreffende de kerkfabrieken, gewijzigd door de wet van 10.03.1999 en door de ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Parlement van 18.07.2002 ;

Gelet op de wet van 04.03.1870 op het tijdelijke van de erediensten, gewijzigd door de wet van 10.03.1999 en door de ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Parlement van 18.07.2002 ,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name artikels 255 en 256 ,

Overwegende dat het gemeentebestuur van Sint-Lambrechts-Woluwe de begroting van het dienstjaar 2020 van de Kerkfabriek Onze-Lieve-Vrouw Hemelvaart, door de Kerkraad vastgesteld op datum van 23.01.2020 voor advies overgemaakt heeft ;

Overwegende dat deze parochie zich ook over het grondgebied van de gemeente Sint-Pieters-Woluwe uitstrekkt ;

Overwegende dat de begroting van het dienstjaar 2020 van de Kerkfabriek Onze-Lieve-Vrouw Hemelvaart in evenwicht voorgesteld wordt, zonder geldelijke tussenkomst van de betrokken gemeenten ;

BESLUIT een gunstig advies uit te brengen over de goedkeuring van de begroting van het dienstjaar 2020 van de Kerkfabriek Onze-Lieve-Vrouw Hemelvaart die als volgt voorgesteld wordt

<u>ONTVANGSTEN</u> :	gewone	40.600,00 EUR
	buitengewone	<u>5.145,00 EUR</u> 45 745,00 EUR
<u>UITGAVEN</u> :	gewone	45.745,00 EUR
	buitengewone	<u>0,00 EUR</u> <u>45.745,00 EUR</u>
<u>SALDO</u> :		0,00 EUR

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.

31 stemmers . 31 positieve stemmen

#### 22.09.2020/A/0042 CC - Fabrique de l'Eglise Notre-Dame de Stockel - Budget de l'exercice 2021

LE CONSEIL,

Vu le décret impérial du 30.12.1809 concernant les fabriques d'églises, modifié par la loi du 10.03.1999 et par l'ordonnance du Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18.07.2002 ;

Vu la loi du 04.03.1870 sur le temporel des cultes, modifiée par la loi du 10.03.1999 et par l'ordonnance du Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18.07.2002 ;

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment les articles 255 et 256 ,

Vu le budget de l'exercice 2021 de la Fabrique de l'Eglise Notre Dame de Stockel, arrêté en date du 22.05.2020 par le Conseil de Fabrique ;

Considérant que le budget de l'exercice 2021 de la Fabrique de l'Eglise Notre Dame de Stockel est présenté en équilibre, sans intervention financière de la commune de Woluwe-Saint-Pierre ,

DECIDE d'émettre un avis favorable quant à l'approbation du budget de l'exercice 2021 de la Fabrique de l'Eglise Notre Dame de Stockel dont la balance se présente comme suit :

<u>RECETTES</u> :	ordinaires	81.150,00 EUR
	extraordinaires	<u>0,00 EUR</u> 81.150,00 EUR
<u>DEPENSES</u> .	ordinaires	66.900,00 EUR
	extraordinaires	<u>14.250,00 EUR</u> <u>81.150,00 EUR</u>
<u>SOLDE</u> :		0,00 EUR

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.

31 votants : 31 votes positifs.

#### GR - Kerkfabriek Onze-Lieve-Vrouw van Stokkel - Begroting van het dienstjaar 2021

DE RAAD,

Gelet op het keizerlijk decreet van 30.12.1809 betreffende de kerkfabrieken, gewijzigd door de wet van 10.03.1999 en door de ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Parlement van 18.07.2002 ;

Gelet op de wet van 04.03.1870 op het tijdelijke van de eediensten, gewijzigd door de wet van 10.03.1999 en door de ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Parlement van 18.07.2002 ;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name artikels 255 en 256 ;

Gelet op de begroting van het dienstjaar 2021 van de Kerkfabriek Onze-Lieve-Vrouw van

Stokkel, door de Keukraad vastgesteld op datum van 22/05/2020 ,  
Overwegende dat de begroting van het dienstjaar 2021 van de Kerkfabriek Onze-Lieve-Vrouw van Stokkel in evenwicht voorgesteld wordt, zondei geldelijke tussenkomst van de gemeente Sint-Pieters-Woluwe ;

BESLUIT een gunstig advies uit te brengen over de goedkeuring van de begroting van het dienstjaar 2021 van de Kerkfabriek Onze-Lieve-Vrouw van Stokkel die als volgt voorgesteld wordt :

<u>ONTVANGSTEN</u> :	gewone	81.150,00 EUR
	buitengewone	<u>0,00 EUR</u> 81.150,00 EUR
<u>UITGAVEN</u> :	gewone	66.900,00 EUR
	buitengewone	<u>14.250,00 EUR</u> <u>81.150,00 EUR</u>
<u>SALDO</u> :		0,00 EUR

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.  
31 stemmers · 31 positieve stemmen.

---

## Taxes - Belastingen

22/09/2020/A/0043    **CC - Règlement-redevance relatif aux sépultures dans le cimetière communal pour animaux domestiques - Instauration**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment l'article 117 ainsi que l'article 137bis relatif au recouvrement des créances non-fiscales ;

Vu le règlement général relatif au cimetière communal pour animaux domestiques, voté par le Conseil communal au cours de ladite séance, applicable à partir du 01.11.2020 ;

Vu la situation financière de la commune ,

Considérant que la commune doit percevoir des recettes pour assurer ses dépenses ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

DECIDE, d'instaurer comme suit le règlement-redevance relatif aux sépultures dans le cimetière communal pour animaux domestiques .

Article 1.-

Il est établi, pour la période du 01.11.2020 au 31.12.2025, une redevance communale sur les sépultures dans le cimetière communal pour animaux domestiques

Article 2.-

Observant le règlement-redevance déterminé par le Conseil communal, le Collège des Bourgmestre et Echevins peut accorder des sépultures .

- 1 en pleine terre d'une durée de 5 ans ,
2. en columbarium d'une durée de 5 ans.

Article 3.-

Le Bourgmestre détermine les endroits où sont accordées lesdites sépultures.

Article 4.-

Le tarif de la redevance est fixé comme suit :

- 1 150,00 EUR pour une inhumation en pleine terre d'une durée de 5 ans ;
2. 100,00 EUR pour le placement d'une urne dans un columbarium d'une durée de 5

ans.

Article 5 -

Les cendres provenant de corps d'animaux incinérés peuvent être dispersées sur la pelouse réservée à cet effet.

Le tarif pour la dispersion des cendres d'un animal dont le propriétaire n'a pas sa résidence principale dans la commune est fixé à 50,00 EUR

Article 6 -

Les cas non prévus par le présent règlement-redevance seront tranchés par le Collège des Bourgmestre et Echevins.

Article 7.-

La redevance est due par le propriétaire de l'animal domestique.

Article 8 -

La redevance est payable entre les mains du receveur communal ou de ses préposés désignés à cet effet.

Article 9 -

A défaut de paiement, le recouvrement de la redevance est poursuivi par toute voie de droit.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.

31 votants · 31 votes positifs.

---

**GR - Retributiereglement betreffende de graven in de gemeentelijke begraafplaats voor huisdieren - Invoering**

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe Gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name artikel 117 evenals artikel 137bis betreffende de invordering van de niet-fiscale schuldvorderingen ,

Gelet op het algemeen reglement betreffende de gemeentelijke begraafplaats voor huisdieren, gestemd door de Gemeenteraad tijdens de genoemde zitting, toepasselijk vanaf 01 11 2020 ;

Gelet op de financiële toestand van de gemeente ;

Overwegende dat de gemeente inkomsten moet innen om haar uitgaven te verzekeren ,

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen ,

BESLUIT het retributiereglement betreffende de graven in de gemeentelijke begraafplaats voor huisdieren als volgt in te voeren :

Artikel 1 -

Er wordt, voor de periode van 01.11.2020 tot 31.12 2025, een gemeenteretributie geheven op de graven in de gemeentelijke begraafplaats voor huisdieren

Artikel 2 -

Het College van Burgemeester en Schepenen mag, mits eerbiediging van het retributiereglement bepaald door de Gemeenteraad, graven toekennen :

1. in volle grond voor een duur van 5 jaar ;
2. in een columbarium voor een duur van 5 jaar.

Artikel 3.-

De Burgemeester bepaalt de plaatsen waar deze graven toegekend worden

Artikel 4 -

Het tarief van de retributie wordt als volgt vastgesteld .

1. 150,00 EUR voor een begraving in volle grond voor een duur van 5 jaar ,
2. 100,00 EUR voor de plaatsing van een urn in een columbarium voor een duur van 5 jaar

Artikel 5.-

De as voorstkomend van gecremeerde dierenlijken mag uitgestrooid worden op het daartoe voorziene perk

Het tarief voor de asverstrooiing van een dier waarvan de eigenaar zijn hoofdverblijf niet in de gemeente heeft, wordt vastgesteld op 50,00 EUR

Artikel 6.-

Het College van Burgemeester en Schepenen zal beslissen over de gevallen die niet in dit retributiereglement voorzien zijn.

Artikel 7.-

De retributie wordt door de eigenaar van het huisdier verschuldigd.

Artikel 8.-

De retributie is betaalbaar in handen van de gemeenteontvanger of van zijn beambten die hiervoor aangesteld werden.

Artikel 9.-

Bij gebrek aan betaling zal de invordering van de retributie gebeuren via elk mogelijk gerechtsmiddel.

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.

31 stemmers · 31 positieve stemmen.

---

**Enseignement francophone - Enseignement néerlandophone - Franstalig onderwijs - Nederlandstalig onderwijs**

22 09 2020/A/0044    **CC - Enseignement fondamental néerlandophone - Ecoles de Mooi-Bos et Stokkel - Règlement d'école 2020-2021 - Approbation**

LE CONSEIL,

Considérant que le pouvoir organisateur (administration scolaire) doit établir pour chacune de ses écoles un règlement scolaire avec application de la réglementation en matière de participation, réglementant les relations entre l'administration scolaire et les parents des élèves ;

Vu le décret Enseignement fondamental du 25.02.1997 tel que modifié à ce jour, en particulier la sous-section D, "règlement scolaire", article 37, fixant les dispositions minimales qui doivent être fixées dans le règlement scolaire ;

Vu le décret Enseignement XXIII du 19.07.2013 du Gouvernement flamand, en particulier l'article II 14 relatif à l'engagement positif des parents vis-à-vis de la langue d'enseignement ;

Vu la circulaire ministérielle BaO/2002/1 du 08.02.2002 . "Information lors de la première inscription et règlement scolaire" ;

Considérant que le règlement général de protection des données en vertu de la législation européenne du G.D.P.R (General Data Protection Regulation) est d'application depuis le 25.05.2018 ,

Considérant que, de ce fait, il y a des ajouts et modifications aux dispositions relatives au règlement scolaire depuis l'année scolaire 2020-2021 ,

Considérant que le règlement scolaire pour l'enseignement fondamental doit donc contenir les dispositions minimales suivantes .

- la procédure d'inscription/de changement d'école ,
- une déclaration d'engagement entre l'école et les parents dans laquelle des accords mutuels sont pris à propos des réunions des parents, d'une présence suffisante, des formes d'accompagnement individuel des élèves et l'engagement positif vis-à-vis de la langue d'enseignement ,
- les directives relatives aux absences et aux retards ;
- la suspension des cours lors de circonstances données ,
- des dispositions relatives à l'enseignement à domicile ,
- des accords concernant les devoirs, journaux de classe, bulletins et redoublements ,
- la procédure d'octroi des certificats d'enseignement fondamental et la procédure selon laquelle un recours peut être introduit contre une décision du conseil de classe concernant le certificat de l'enseignement fondamental ,
- le règlement d'ordre et de discipline des élèves en ce compris les possibilités de recours internes ;
- le soutien pécuniaire et non pécuniaire ,
- le règlement de cotisation visé à l'article 27 § 3 du Décret Enseignement Fondamental du 25 02 1997 ;
- la manière selon laquelle le conseil des élèves est composé, le cas échéant ;
- l'interdiction générale de fumer ;
- la vie privée ,
- le harcèlement ,
- le transfert du dossier multidisciplinaire CLB ;
- la participation à des activités extra muros ,
- le choix des matières convictionnelles ;
- l'exemption pour cause d'un handicap donné ;
- la procédure de plainte ;

Considérant que le règlement scolaire actuel ne suffit plus ;

DECIDE, d'approuver le texte coordonné entrant en vigueur le 01.09.2020, repris en annexe, comme règlement scolaire des écoles de Stokkel et Mooi-Bos dans l'enseignement fondamental néerlandophone

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.

31 votants 31 votes positifs

### **GR - Nederlandstalig basisonderwijs - Scholen van Mooi-Bos en Stokkel - Schoolreglement 2020-2021- Goedkeuring**

DE RAAD,

Overwegende dat de inrichtende macht (schoolbestuur) voor elk van zijn scholen met toepassing van de regelgeving inzake medezeggenschap een schoolreglement moet opstellen dat de betrekkingen tussen het schoolbestuur en de ouders en leerlingen regelt ;  
Gelet op het decreet Basisonderwijs van 25.02.1997 zoals tot heden gewijzigd, met name onderafdeling D, "schoolreglement", artikel 37, waarbij de minimumbepalingen die in het schoolreglement moeten voorkomen vastgelegd zijn ;

Gelet op het decreet Onderwijs XXIII van 19 07.2013 van de Vlaamse Regering, met name artikel II 14, betreffende het positieve engagement van de ouders ten aanzien van de onderwijsstaal ;

Gelet op de ministeriële omzendbrief BaO/2002/1 van 08 02.2002 . "Informatie bij eerste inschrijving en schoolreglement" ;

Overwegende dat de algemene verordening van de gegevensbescherming volgens de Europese wetgeving het G D P.R. (General Data Protection Regulation) toepasselijk zijn sinds 25.05.2018 ;

Overwegende dat hierdoor er vanaf het schooljaar 2020-2021 toevoegingen en wijzigingen aan de bepalingen m b t het schoolreglement zijn ;

Overwegende dat het schoolreglement voor het basisonderwijs dusdanig volgende minimumbepalingen moet bevatten :

- de procedure van inschrijving/schoolverandering ;
- een engagementsverklaring tussen de school en de ouders waarin wederzijdse afspraken worden opgenomen over oudercontact, voldoende aanwezigheid, vormen van individuele leerlingenbegeleiding en het positieve engagement ten aanzien van de onderwijsstaal ;
- de richtlijnen in verband met afwezigheden en te laat komen ;
- schorsing van de lessen wegens bepaalde omstandigheden ;
- bepalingen in verband met het onderwijs aan huis ;
- afspraken in verband met huiswerk, agenda's, rapporten en zittenblijven ,
- de procedure volgens dewelke getuigschriften basisonderwijs worden toegekend en de procedure volgens dewelke een beroep kan worden ingediend tegen een beslissing van de klassenraad met betrekking tot het getuigschrift basisonderwijs ;
- orde- en tuchtreglement van de leerlingen met begrip van de interne beroeps mogelijkheden ;
- de geldelijke en niet-geldelijke ondersteuning ,
- de bijdrageregeling bedoeld in artikel 27 § 3 van het decreet Basisonderwijs van 25.02.1997 ;
- de wijze waarop de leerlingenraad in voorkomend geval wordt samengesteld ;
- algemeen rookverbod ,
- privacy ;
- grensoverschrijdend gedrag ;
- overdracht van het multidisciplinair CLB-dossier ;
- deelname aan extra murosactiviteiten ;
- keuze van levensbeschouwelijke vakken ,
- vrijstelling wegens een bepaalde handicap ;
- klachtenprocedure ;

Overwegende dat het huidige schoolreglement niet langer voldoet ,  
BESLUIT de gecoördineerde tekst ingaande op 01 09 2020, opgenomen in bijlage, goed te keuren als schoolreglement van de scholen van Stokkel en Mooi-Bos in het Nederlandstalig basisonderwijs

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed

31 stemmers 31 positieve stemmen.

---

## Bibliothèque néerlandophone - Nederlandstalige bibliotheek

22 09 2020/A/0045 **CC - Bibliothèque Néerlandophone "de Lettertuin" - Modifications du règlement de service**

LE CONSEIL,

Vu le règlement de service pour les utilisateurs de la Bibliothèque néerlandophone "de Lettertuin" de Woluwe-Saint-Pierre, tel que dernièrement modifié par le Conseil Communal le 27.02.2018 ,

Considérant qu'il convient de formuler plus simplement le règlement de la bibliothèque et de mentionner les tarifs séparément ;

Considérant que l'organe de gestion de la bibliothèque a émis un avis positif concernant les modifications proposées lors de la réunion du 23.06.2020 de l'organe de gestion de la bibliothèque ,

DECIDE .

1 d'approuver la proposition de texte modifié (en annexe) ;

2. de faire entrer en vigueur les modifications proposées le 01 10.2020.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.

31 votants . 31 votes positifs

---

## GR - Nederlandstalige bibliotheek "de Lettertuin" - Wijzigingen van het dienstreglement

DE RAAD,

Gelet op het dienstreglement voor de gebruikers van de Nederlandstalige Bibliotheek "de Lettertuin" van Sint-Pieters-Woluwe zoals laatst gewijzigd door de Gemeenteraad op 27 02 2018 ;

Overwegende dat het past om het bibliotheekreglement eenvoudiger te formuleren en de tarieven apart te vermelden ;

Ove~~r~~wegende dat het beheersorgaan van de bibliotheek de voorgestelde wijzigingen positief adviseerde op de vergadering van 23.06.2020 van het beheersorgaan van de bibliotheek ,

BESLUIT .

1. de voorgestelde gewijzigde tekst (in bijlage) goed te keuren ;

2. de voorgestelde wijzigingen in werking te laten treden op 01.10.2020

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.

31 stemmers : 31 positieve stemmen.

*Michel Naets quitte la séance / verlaat de zitting*

---

## Secrétariat - Secretariaat

22.09.2020/A/0046 **CC - Interpellation - "Noms de rues" (Mme Cécile VAINSEL)**

LE CONSEIL,

Vu le dossier intitulé "Interpellation - "Noms de rues", inscrit à l'ordre du jour du Conseil communal à la demande de Mme Cécile VAINSEL, conseiller communal , ENTEND .

1 l'interpellation de Mme Cécile VAINSEL, conseillère communal, abordée dans le cadre de l'interpellation "Racisme", les deux interpellations poursuivant le même objectif, dont résumé ci-après établi par l'intéressée .

"Monsieur le Bourgmestre,

Cette première moitié de l'année 2020 n'aura pas été seulement jalonnée par la crise du Coronavirus Elle l'aura été également par deux immenses combats sociétaux en matière d'égalité . d'abord en matière de sexe, avec le mouvement MeToo ; et ensuite en matière de racisme avec le mouvement Black Lives Matter, suite au meurtre de Georges Floyd

Je vous rassure tout de suite · même si je connais votre disposition naturelle, Monsieur le Bourgmestre, à secourir les personnes en danger, l'objet de mon interpellation n'est pas de vous demander de mettre fin, à partir de Woluwe-Saint-Pierre, aux discriminations qui empoisonnent malheureusement encore le monde au XXIème siècle

Mon souhait n'est pas non plus d'engager le Collège dans un débat de fond sur ce qu'il faudrait faire au niveau Fédéral ou Régional pour assurer une réelle égalité de traitement de toutes les femmes et de tous les hommes, quelle que soit leur origine ethnique, leur âge, leur orientation sexuelle, leurs convictions philosophiques ou religieuse, ou leur état de santé Il est certain que de très nombreuses actions peuvent être entreprises à différents niveaux de pouvoirs pour garantir les droits économiques, sociaux et culturels garantis à tous les Belges par la Constitution, mais là n'est pas mon propos aujourd'hui.

Ce qui m'interpelle et que je voudrais évoquer avec vous, ce sont les débordements de violence inhérents à ces combats

La violence n'est pas acceptable . elle ne peut pas être cautionnée. Je suis donc opposée au vandalisme et à la destruction de notre patrimoine culturel et historique, si doulouieux soit-il. Encore faut-il éviter de confondre devoir de mémoire/de conservation, et glorification de l'époque coloniale . à chacun sa sensibilité.

Mais en tout état de cause, ce qui doit largement nous interpeller, ce sont les blessures liées aux discriminations et aux inégalités racistes et sexistes endurées depuis des siècles par tant d'hommes et de femmes , et ces blessures sont d'autant plus vives que les injustices fondées sur le genre ou la couleur de peau continuent encore et toujours de gangriner notre société, au-delà de tous les discours et de tous les textes de loi.

Et là où nous commettrions une erreur, ce serait de ne pas ouvrir les yeux sur ces blessures et de nous obstiner à ne pas les comprendre.

Je suis dès lors convaincue que notre commune peut contribuer au travers d'actes symboliques à apaiser ces blessures et à œuvrer dans le sens d'une société plus équilibrée, plus juste et plus représentative, ainsi que d'un dialogue et d'une réconciliation entre les groupes et les communautés dans toute leur richesse et leur diversité

Un de ces gestes pourrait être de rebaptiser progressivement nos rues et nos avenues avec plus de noms de femmes notamment issues de la diversité.

Une telle initiative ne serait en effet pas superflue . aujourd'hui, sur 316 rues ou avenues, seules 7 portent un nom de femme contre 125 portant un nom d'homme Alors que les femmes représentent plus de la moitié de la population, à peine 5 %

des rues ou avenues commémorant la mémoire de personnalités illustres honorent la mémoire de femmes

Et aucune rue ou avenue de notre belle commune ne porte le nom d'une personne de couleur, d'un autre pays ou issue de la diversité

Pour remédier à cette triste situation, je propose donc d'identifier 10 rues ou avenues qui pourraient être rebaptisées durant la présente législature et de les rebaptiser avec des noms de femmes, dont certaines seraient de couleur et issues de la diversité.

Je propose en outre que ces noms de femmes soient proposés par nos concitoyens au travers d'un atelier de participation citoyenne.

A titre d'exemples, permettez-moi déjà de suggérer, en tant que citoyenne, les noms de femmes illustres suivantes :

- Aïetha Franklin
- Nina Simone
- Rosa Parks
- Frida Kahlo
- Simone Veil
- Anne Franck
- Marie Curie
- Aimée Mullins
- Edith Cavell
- Hannah Arendt

Seriez-vous d'accord de soutenir cette action à WSP ? ;

- 2 la réponse lui est donnée par Mme Carine KOLCHORY, échevin ,
- 3 de même que l'intervention de M Benoit CEREXHE, bourgmestre.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération

---

22.09.2020/A/0047

**CC - Interpellation - "Lutte contre le harcèlement scolaire" (M. Jonathan de PATOUL)**

LE CONSEIL,

Vu le dossier intitulé "Interpellation - "Lutte contre le harcèlement scolaire", inscrit à l'ordre du jour du Conseil communal à la demande de M Jonathan de PATOUL, conseiller communal ;

ENTEND .

- 1 l'interpellation de M Jonathan de PATOUL, conseiller communal, dont résumé ci-après établi par l'intéressé :

"Madame l'Echevine,

La hausse exponentielle des cas de violence, de harcèlement et de cyber-harcèlement à l'école ou après le temps scolaire, par le biais des réseaux sociaux, se révèle de plus en plus inquiétante.

N'oublions pas qu'au-delà des effets désastreux des phénomènes de harcèlement sur la santé psychologique des élèves, et les conséquences qu'ils peuvent induire, les enfants qui se sentent en situation d'insécurité se trouvent généralement aussi en incapacité d'acquérir des compétences. Ceci s'explique par des phénomènes chimiques de blocage liés à la sécrétion de cortisol (qui est l'hormone du stress).

Je souhaiterais revenir sur deux outils en particulier, l'un préventif - à savoir le « Jeu des Trois Figures » et l'autre, curatif, développé par l'Université de Mons en partenariat avec la Ville, intitulé « Cyber-Help ».

Le « Jeu des Trois Figures » permet d'éduquer les élèves les plus jeunes à

l'empathie et est développé en maternelle. Il s'agit d'un outil préventif très efficace dans lequel, au départ d'images, les enfants endosseront différents rôles successifs : celui de l'agresseur, celui de l'agressé et celui du témoin. Ce jeu de rôle permet aux enfants d'apprendre à se mettre à la place de l'autre et de ressentir les émotions que chacun de ces rôles suscite.

L'application « Cyber-Help » permet quant à elle aux élèves victimes de messages et photos moqueurs ou dénigriants, de cliquer sur une icône qui permettra un envoi immédiat de la capture d'écran à l'équipe éducative et pédagogique.

Situés en amont et en aval des niveaux d'intervention pour lutter contre la violence en milieu scolaire parmi bien d'autres dispositifs plus ou moins utilisés selon les chefs d'établissement, ou les Pouvoirs organisateurs, ces deux outils précis permettent de contribuer à prendre « en tenaille » ces dérives dont on remarque qu'elles tendent à s'accroître au fil du temps - et de la place que prennent les nouvelles technologies dans la vie familiale et scolaire des élèves.

Madame l'Echevine, pour le groupe DéFI la lutte contre le harcèlement scolaire doit être une priorité pour nos écoles, nous sommes intervenus en ce sens à plusieurs reprises au parlement de la fédération Wallonie-Bruxelles. Je sais que dans nos écoles primaires, une réflexion en collaboration avec le Professeur Bruno Humbeek de l'université de Mons a été lancée en vue de réaménager les cours de récréation.

Dès lors pour la commune, je souhaite vous poser les questions suivantes :

- Des cas d'harcèlement scolaire au sein des écoles de notre commune vous ont-ils déjà été rapportés en distinguant le réseau francophone au réseau néerlandophone ?
- S'il y a eu des cas dans quel type d'enseignement (enseignement primaire, enseignement secondaire, académie) ?
- Où en est la réflexion et la mise en œuvre de cette réflexion dans le cadre du réaménagement des cours de récréation ?
- Y a-t-il un endroit et l'organisation d'un temps dédiés à la lutte et à la prévention du harcèlement au sein des établissements scolaires ?
- Avez-vous connaissance du « Jeu des Trois Figures » ? Celui-ci est-il encouragé auprès des établissements scolaires ?
- Avez-vous connaissance de l'application « Cyber-Help » développée par l'Université de Mons ? Dans quelle mesure Woluwe-Saint-Pierre pourrait-elle accompagner ces établissements scolaires à se doter de cet outil ? ",

2. la réponse lui est donnée par Mme Françoise de CALLATAY, échevin.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.

---

22.09.2020/A/0048    **CC - Interpellation - "Soutien au Docteur Denis MUKWEGE" (M. Jonathan de PATOUL)**

LE CONSEIL,

Vu le dossier intitulé "Interpellation - "Soutien au Docteur Denis MUKWEGE", inscrit à l'ordre du jour du Conseil communal à la demande de M. Jonathan de PATOUL, conseiller communal ,  
ENTEND .

1. l'interpellation de M. Jonathan de PATOUL, conseiller communal, dont résumé

ci-après établi par l'intéressé ·  
"Monsieur le Bourgmestre,  
Mesdames et Messieurs les Echevins,

Le Docteur Denis MUKWEGE, "l'homme qui répare les femmes", est victime d'intimidation et de menaces de mort car il se bat pour la fin des massacres et pour plus de justice dans l'Est de la République Démocratique du Congo dans la région des provinces du Kivu. L'observatoire pour la protection des Droits de l'Homme a été informé par des sources fiables d'acte d'intimidation et de menaces de mort visant sa personne. Ces récentes menaces font suite à la dénonciation d'un massacre perpétré dans le village de Kipupu, dans la province du Sud-Kivu (est de la RDC) les 16 et 17 juillet derniers, faisant 200 morts et disparus.

Le courage et l'humanisme dont fait preuve le Dr Denis MUKWEGE ne sont plus à démontrer, lui qui fut lauréat du prix Sakharov en 2014 et en 2018 reçu le prix nobel de la paix avec Nadia MURAD, pour leurs efforts afin de mettre un terme à l'emploi des violences sexuelles en tant qu'arme de guerre.

Depuis plus de 10 ans, notre commune de Woluwe-Saint-Pierre a mis en œuvre un programme de réhabilitation des services d'état civil - population dans les trois grandes villes de la province du Nord Kivu, Goma, Butembo et Béni. Ce programme a la volonté d'assurer une existence administrative des citoyens. Ainsi, notre commune collabore à la création d'une protection pour les populations vulnérables et donc en particulier les femmes.

Au vu de ce contexte, je souhaiterais vous proposer que la commune de Woluwe-Saint-Pierre, à l'instar de la ville de Bruxelles, marque significativement son soutien et s'associe à la demande internationale de protection du Dr Denis MUKWEGE en exigeant que toutes les mesures soient prises pour assurer sa sécurité, celle de sa famille et celle du personnel médical de l'Hôpital de Panzi à Bukavu, le chef-lieu du Sud-Kivu, où il soigne des femmes victimes de violences sexuelles.

Cela pourrait se traduire entre autre par une information dans le journal communal et par la mise à disposition d'un registre que la population pourrait signer pour marquer son soutien" ;

- 2 la réponse lui est donnée par M. Raphael VAN BREUGEL, échevin

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.

---

22.09.2020/A/0049      **CC - Interpellation - "Extension des terrasses Horeca à Woluwe-Saint-Pierre" (Mme Sophie BUSSON au nom du groupe Ecolo-Groen )**

LE CONSEIL,

Vu le dossier intitulé "Interpellation - "Extension des terrasses Horeca à Woluwe-Saint-Pierre", inscrit à l'ordre du jour du Conseil communal à la demande de Mme Sophie BUSSON, conseiller communal, au nom du groupe Ecolo-Groen ;

1. l'interpellation de Mme Sophie BUSSON, conseiller communal, au nom du groupe Ecolo-Groen, dont résumé ci-après établi par Mme Christiane MEKONGO .

"Monsieur le Bourgmestre,

Monsieur l'Echevin de la Vie économique,

Le 28 Mai dernier, notre commune a décidé d'octroyer pour l'été des extensions temporaires de terrasse dans l'espace public aux établissement Horeca qui en feraien la demande

Il s'agissait d'accompagner le déconfinement, en permettant aux établissements de compenser les pertes de places en salle et d'accueillir "en plein air" des clients

réticents à la perspective d'entreï à l'intérieur

De nombreuses communes bruxelloises ont entrepris la même démarche, comme Woluwe-Saint-Lambert, Schaerbeek, Uccle, ainsi que de nombreuses villes Belges et Européennes (Liège, Mons, Paris, Londres, ...)

Et les établissements Horeca ont fait preuve de créativité et d'originalité, dans le choix des matériaux, les couleurs, les formes, la décoration et souvent ont embellis les rues

Maintenant que l'été se termine et que la rentrée a eu lieu, se pose la question du devenir de l'autorisation.

Notre commune a décidé la semaine passée de l'étendre jusqu'au 31 octobre, Bruxelles-Villes a opté pour la fin Décembre ; d'autres communes y réfléchissent comme Woluwe-Saint-Lambert Mais après ?

D'autre part, le Covid doit-il nécessairement la justifier ?

Il nous semble que cette mesure apporte de la convivialité et de l'animation dans les rues, en particulier en fin de journée, et y souffle un air de gaieté fort agréable

N'imaginerait-on pas un repas en terrasse même sans Covid ?, même en automne ? Nous pensons également que ça pourrait être une manière de soutenir structurellement nos Horeca dans une perspective plus étendue.

Pour alimenter cette réflexion, nous aimerais vous demander .

- quel est le bilan en chiffres de l'opération dans notre commune? (nombre d'extensions demandées, nombre de couverts, ...)
- quel est le retour porté par les établissement Horeca? Ont-ils apprécié la mesure ? Souhaitent-ils la pérenniser ?
- quels sont les retours portés par les clients Horeca, mais aussi les autres commerçants, les riverains, les habitants?
- pensez-vous reconduire cette mesure, sur le moyen et/ou le long terme ??

- ;
- 2 la réponse lui est donnée par M. Benoit CEREXHE, bourgmestre, et M. Antoine BERTRAND, échevin.
  3. de même que l'intervention de Mme Cathy VAESSEN, conseiller communal

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.

---

22.09.2020/A/0050   **CC - Interpellation - "Évolution des Agenda 21 en Plan Climat" (Mme Anne-Charlotte d'URSEL)**

LE CONSEIL,

Vu le dossier intitulé "Interpellation - "Évolution des Agenda 21 en Plan Climat"" , inscrit à l'ordre du jour du Conseil communal à la demande de Mme Anne-Charlotte d'URSEL, conseiller communal ;

ENTEND :

1. l'interpellation de Mme Anne-Charlotte d'URSEL, conseiller communal, dont résumé ci-après établi par l'intéressée .

"Madame l'échevine,

La problématique climatique étant résolument transversale, elle implique une participation de tous les acteurs concernés, notamment les acteurs locaux que sont les communes et les CPAS bruxellois Voilà pourquoi Bruxelles Environnement soutient depuis 2008 la réalisation et l'opérationnalisation des plans d'actions « Agenda 21 » dans les 19 communes et 13 CPAS de la Région. L'Agence de

l'Environnement est accompagnée pour ce faire par Brulocalis qui participe au soutien et la mise en réseau des agents des pouvoirs locaux quant à la mise en œuvre de ces projets ainsi que leur capitalisation

Concrètement, c'est via des appels à projets que la Région propose une aide financière et méthodologique afin d'inciter les communes à réaliser des actions visant à renforcer le développement durable. Cette volonté s'inscrit à la fois dans le cadre du programme 2030 de développement durable de l'Organisation des Nations Unies (ONU), de la charte et des engagements d'Aalborg (2004) et du Cadre d'action européen en matière de climat et d'énergie à l'horizon 2030. Les engagements régionaux en lien avec ces objectifs de développement durable sont quant à eux essentiellement retracés au sein du Plan Régional de Développement Durable (PRDD)

Un nouvel appel à projet régional, comportant 2 volets, s'est clôturé ce 28 août 2020 et sera présenté devant le jury de sélection en septembre. Ce nouvel appel à projet insistera plus encore sur l'aspect « climat ». Le premier volet vise à soutenir financièrement les communes dans l'élaboration d'une stratégie locale d'actions pour le Climat dénommé « Plan Climat local ». Le second volet est destiné à l'ensemble des communes et CPAS et comporte trois thématiques « Good Food », « Ressources-Zéro déchet » et « Ville Nature . biodiversité, réseau écologique et gestion de l'eau. ». Le budget alloué au premier volet, appelé programme d'actions « Climat » est d'un million d'euros. Au total 2,4 millions seront financés par la Région.

Avant d'y voir un peu plus clair au niveau du plan climat wolusanhétrusien, pourriez-vous donner une évaluation du ou des plan(s) « Agenda 21 » réalisés depuis une dizaine d'années dans notre commune ? Quelles étaient leurs forces et leurs faiblesses ? Quels sont les indicateurs que vous avez utilisés pour assurer le suivi de ces plans d'actions et pour juger de leur qualité, de la réussite ou de l'échec de certaines des politiques mises en œuvre ? Avez-vous dégagé une grille d'analyse qui permette de mettre en lumière les actions les plus efficaces ou d'abandonner celles qui ne fonctionnent pas ? Existe-t-il une harmonisation des chiffres utilisés pour les évaluations des plans ? Quel est le bilan des Agendas 21 en termes de CO2 et de réchauffement climatique ? Un rapport a-t-il été réalisé par la commune ?

Différentes thématiques ont retenu l'attention du Ministre de l'Environnement. Des exemples d'actions sont donnés : s'engager dans une dynamique en faveur du zéro déchet, développer une ressourcerie communale, des giveboxes, des bookboxes, des fontaines dans l'espace public, des poubelles de tri sélectif, ...

Qu'avez-vous entrepris de soutenir en matière d'énergie et en particulier d'isolation des bâtiments ? Et en matière de mobilité ? Deux secteurs qui comptent le plus en matière de réchauffement climatique.

La commune a fait appel à un bureau d'études externe pour faire réaliser son plan climat. Pour quel montant à ce stade ? Avec quelles thématiques prioritaires ? Quand pourrons-nous en disposer ? Quand comptez-vous le mettre en œuvre ? Les agents « agenda 21 » soutenus au départ par la Région n'étaient-ils pas précisément affectés à cette tâche ? Un plan type a-t-il été proposé aux communes par Bruxelles-Environnement pour leur servir de guideline (pour utiliser les mêmes chiffres, les mêmes critères d'analyse ce qui permettrait de les comparer aisément) ? Qu'est ce qui est mis en place auprès des échevins chargé par leur Collège de la rédaction des plans climat ?

Je terminerai par ces questions sur l'appel à projet en tant que tel. Connaissez-vous les critères utilisés par la Région pour sélectionner les projets ? Toutes les

- communes ne pourront probablement pas être soutenues. Ne sont-ce pas les communes les moins avancées qui bénéficieront de cet appel ? La Cour des comptes pointait dans un récent rapport (14 juillet 2020) un manque de coordination entre partie prenante en charge du développement durable (communes, Régions, CPAS et institutions). Quels sont vos relations avec le CPAS de WSP en matière d'élaboration du plan Climat ?" ,  
2. la réponse qui lui est donnée par Mme Caroline LHOIR, échevin

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.

---

22.09.2020/A/0051 **CC - Interpellation - "Eddy Merckx" (M. Etienne DUJARDIN)**

LE CONSEIL,

Vu le dossier intitulé "Interpellation - "Eddy Merckx""", inscrit à l'ordre du jour du Conseil communal à la demande de M. Etienne DUJARDIN, conseiller communal ;  
ENTEND :

- 1 l'interpellation de M. Etienne DUJARDIN, conseiller communal, dont résumé ci-après établi par l'intéressé .  
"Dans une COPALOC du 7 janvier, la commune se montrait ouverte pour une section de tennis à l'école Eddy Merckx.  
Cette section est partie dans une école à WSL qui envisage déjà d'ouvrir aussi une section basket." ,
2. la réponse qui lui est donnée par Mme Françoise de CALLATAY, échevin
- 3 de même que l'intervention de M. Raphael VAN BREUGEL, échevin.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.

---

22.09.2020/A/0052 **CC - Interpellation - "Plateau de Stockel" (M. Etienne DUJARDIN)**

LE CONSEIL,

Vu le dossier intitulé "Interpellation - "Plateau de Stockel""", inscrit à l'ordre du jour du Conseil communal à la demande de M. Etienne DUJARDIN, conseiller communal ;  
ENTEND .

1. l'interpellation de M. Etienne DUJARDIN, conseiller communal, dont résumé ci-après établi par l'intéressé .  
"Le conseil d'Etat a annulé le règlement communal zoné portant sur le plateau de Stockel car aucune étude d'incidence natura 2000 n'avait été faite par la commune. Il est dommage que la commune ne verrouille pas tous les angles d'attaques possibles lorsqu'elle édicte ce genre de règlement dont elle sait très bien que les promoteurs vont chercher à casser à tous prix. Quelles mesures la commune va prendre suite à cette annulation du conseil d'Etat pour continuer à lutter contre les projets démesurés que certains veulent faire notamment au 158 avenue Parmentier ? " ,
2. la réponse qui lui est donnée par M. Alexandre PIRSON, échevin.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération

---

22.09.2020/A/0053 **CC - Interpellation - "Usage du néerlandais" (M. Etienne DUJARDIN)**

LE CONSEIL,

Vu le dossier intitulé "Interpellation - "Usage du néerlandais""", inscrit à l'ordre du jour du Conseil communal à la demande de M Etienne DUJARDIN, conseiller communal ;  
ENTEND .

- 1 l'interpellation de M Etienne DUJARDIN, conseiller communal, dont résumé ci-après établi par l'intéressé

"L'usage du néerlandais pose problème dans certaines publications adressées aux citoyens de la commune.

Nous pensons à certains textes ahurissants publiés par sportcity ou le niveau de néerlandais pose réellement problème.

Certains habitants se plaignent aussi de ne pas être accueillis correctement au téléphone en néerlandais S'il est difficile que tous les membres du personnel soient bilingues, ne pouvez-vous pas au moins assurer que dans chaque service qui a des contacts avec le citoyen au moins deux personnes aient des connaissances suffisantes en néerlandais Quelles mesures de soutien la commune compte prendre pour aider ses asbl à rédiger ses textes correctement en néerlandais ou pour aider ses agents administratifs à s'exprimer correctement ?" ;

2. la réponse qui lui est donnée par M Benoit CEREXHE, bourgmestre ;

- 3 de même que l'intervention de Mme Carla DEJONGHE, conseiller communal.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération

*Georges Dallemagne quitte la séance / verlaat de zitting*

---

22.09.2020/A/0054 CC - Interpellation - "Racisme" (Mme Cécile VAINSEL)

LE CONSEIL,

Vu le dossier intitulé "Interpellation - "Racisme", inscrit à l'ordre du jour du Conseil communal à la demande de Mme Cécile VAINSEL, conseiller communal ;  
ENTEND .

1. l'interpellation de Mme Cécile VAINSEL, conseiller communal, à laquelle nous joignons l'interpellation "Noms de rues", les deux interpellations poursuivant le même objectif, dont résumé ci-après établi par l'intéressée .

"Monsieur le Bourgmestre,

Mesdames et Messieurs les Echevins,

L'année 2020 n'aura pas été seulement marquée par la crise du Coronavirus Elle est aussi jalonnée par deux immenses combats sociétaux en matière d'égalité . celui du mouvement MeToo, qui entend lutter contre les violences sexistes , et celui du mouvement antiraciste Black Lives Matter, suite au meurtre de Georges Floyd.

Ces deux mouvements de contestation engendrent leur lot de violences et de débordements en tous genres à l'encontre des personnes et des biens Il y a eu des incitations à la violence, des actes de vandalisme et de destruction de patrimoine A ces actes ont succédé des insultes, des discours de haine (retourne dans ton pays) et de repli identitaire Et de part et d'autre, derrière toute cette escalade de violence, beaucoup de colère et d'incompréhension mutuelle.

Je tiens à vous dire ici que je ne souscris aucunement à de tels excès et à de tels débordements, et ceci pour une raison simple . la haine n'est jamais une bonne réponse à la haine.

Dans le même ordre d'idées, il me paraît vain et tout aussi dangereux de vouloir

réécrite l'histoire. La tentation quasi totalitaire de vouloir nier ce qui a existé blesse un grand nombre de nos concitoyens et heurte les fondements même de notre mémoire collective

Il n'en demeure pas moins que ces vagues de violence qui secouent nos sociétés occidentales doivent nous interroger à plus d'un titre ; elles sont l'expression d'une révolte et d'une indignation bien légitimes face à la persistance des discriminations fondées sur l'origine, au-delà des discours et des textes de loi

Et de fait, comment ne pas éprouver de la colère lorsque, venant d'une famille aux origines modestes, vous n'avez eu d'autre choix que de faire des études et de vous accrocher pour obtenir votre diplôme dans le but de trouver du travail, d'acquérir un logement et de fonder une famille, comme n'importe quel autre citoyen ? Comment ne pas éprouver de la colère, lorsque vous adhérez à ces valeurs de travail, d'effort et de persévérance prônées par notre système et que vous voyez systématiquement refuser un emploi ou un logement en raison de votre nom de famille, ou que vous faites systématiquement contrôler par la police, parce que vous êtes présumé coupable ?

A ceux qui prétendent que ces problèmes n'existent pas chez nous et sont importés des Etats-Unis pour des raisons politiques, je me permets de lire un extrait de la lettre ouverte de Cécile DJUNGA adressée à la Ministre de l'Enseignement et parue 6 juin dernier dans le Soir en ligne.

Cécile DJUNGA est une humoriste de talent, d'origine congolaise et citoyenne de Woluwe-Saint-Pierre.

*« Pourquoi, dans certains quartiers, est-ce que j'inspire la méfiance ?*

*Pourquoi on s'étonne que je m'exprime bien en français ?*

*Pourquoi, quand cela sonne dans un magasin, les gens se retournent spontanément vers moi ?*

*Pourquoi n'ai-je pas pu signer le bail de l'appartement dont je rêvais ?*

*Pourquoi je cache mon nom sur mon CV ?*

*Pourquoi on s'étonne que j'ais fait des études universitaires ?*

*Pourquoi les gens sont surpris que je sache parler le néerlandais ?*

*Pourquoi, à l'opéra, on me regarde de travers ?*

*Pourquoi, quand je sors en boîte de nuit, j'ai peur qu'on me refuse à l'entrée ?*

*Pourquoi on me demande tout le temps d'où je viens ?*

*Pourquoi est-ce que les gens paraissent surpris quand je dis que j'habite à Woluwé-St-Pierre ?*

*Pourquoi, en tant que comédienne, on m'affecte à des rôles de femme de ménage ou de prostituée ?*

*Pourquoi, malgré mes bonnes notes, on a voulu m'orienter en enseignement professionnel ?*

*Pourquoi je me fais systématiquement contrôler par la police ?*

*Pourquoi, dans un restaurant, a-t-on déjà refusé de me servir ?*

*Pourquoi, au travail, de peur de perdre mon job, je ne dis rien face à une énième remarque désobligeante sur ma couleur de peau ?*

*Pourquoi, sur les réseaux sociaux, les internautes déversent leur haine sur moi ?*

*Pourquoi, quand je m'assis dans le tram, mon voisin se lève pour changer de place ?*

*Pourquoi mon père m'a-t-il toujours dit de travailler plus dur que les autres ?*

*Pourquoi est-ce que, dans un stade de foot, j'entends des cris de singes ?*

*Pourquoi on me demande de rentrer dans mon pays ?*

*Madame,*

*C'est parce que je fais peur ?*

*C'est parce je sens mauvais ?  
C'est parce que je n'ai pas le droit d'avoir un travail valorisant ?  
Est-ce que je devrais être pauvre ?  
Est-ce que j'ai l'air violente ?  
Ou peut-être ai-je l'air bête ?  
Ma peau est-elle sale ?  
Ai-je volé ma nationalité ?  
Dois-je avoir peur lors d'un contrôle de police ?  
Est-ce que je ressemble à un singe ?  
Madame,  
Pensez-vous que ma vie a moins de valeur ?  
Dois-je baisser les yeux ?  
Dois-je me résigner, accepter ?  
Dois-je me rabaisser ?  
Dois-je faire semblant de ne rien voir ? De ne rien ressentir ?  
Dois-je avoir honte de ce que je suis ?  
Madame,  
J'en souffre.  
Et je suis loin d'être la seule  
Et si nous avions la solution ?  
Et si la solution, c'était d'apprendre, de faire découvrir, de rassurer ?  
Et si tous ces préjugés pouvaient être déconstruits ?  
Et si on pouvait rêver que nos enfants ne connaissent pas ce monde rempli de haine ?  
Qu'ils n'en soient ni les acteurs, ni les victimes.  
Et s'il suffisait de les éduquer pour avancer ?  
Martin Luther King a dit . "L'éducation est la meilleure arme pour changer le monde"*

Ces mots sont tout simples et ils disent l'essentiel. Derrière Cécile DJUNGA, qui jouit d'une certaine notoriété, se trouvent des centaines de milliers de personnes en Belgique qui subissent quotidiennement ce type de situation, qu'il s'agisse de personnes d'origine étrangère ou de citoyens belges qui ont choisi de partager leur vie, et qui pour cela, payent un lourd tribut dans leur vie quotidienne.

La politique de lutte contre les discriminations fondées sur le racisme n'est certainement pas du ressort exclusif du niveau communal. Il n'en demeure pas moins que nous pouvons poser des actes forts à WSP et adopter une série de quatre mesures concrètes ou symboliques en vue de garantir l'égalité effective de traitement entre tous les citoyens

**1. La première mesure que je vous propose est de rebaptiser progressivement nos rues et nos avenues avec plus de noms de femmes notamment issues de la diversité.** Aujourd'hui, sur 316 rues ou avenues, seules 7 portent un nom de femme contre 125 portant un nom d'homme. Alors que les femmes représentent plus de la moitié de la population, à peine 5 % des rues ou avenues commémorant la mémoire de personnages illustres honorent la mémoire de femmes, et aucune rue ou avenue de notre belle commune ne porte le nom d'une personne de couleur, d'un autre pays ou issue de la diversité. Une telle initiative ne serait en effet pas superflue car elle célébrerait la diversité et la mixité au cœur même de nos quartiers. Je propose par ailleurs que ces noms de femmes soient proposés par nos concitoyens au travers d'un atelier participatif

- 2 La deuxième mesure que je vous propose consiste à organiser une série de tests de situation à l'attention des agences immobilières basées à WSP, afin de vérifier les conditions d'accès à la propriété et au marché locatif sur le territoire de notre commune Nous serons peut-être agréablement surpris du résultat, mais d'après le Centre pour l'Egalité des Chances, cette méthode est la plus efficace pour confronter les principes à la réalité de terrain.
- 3 La troisième mesure que je vous propose consiste à organiser des journées d'échanges et de sensibilisation organisées par des jeunes actifs dans les organisations de Jeunesse (je pense aux Ambassadeurs d'expression citoyenne) sur le thème du racisme dans nos écoles communales à l'attention de nos élèves (principe de la formation par les pairs)
4. La dernière mesure que je vous propose consiste à dispenser des formations à l'attention du personnel communal et de nos services de police Un rapport d'Amnesty International datant de juin dernier et encore aggravé par l'affaire Chovanec pointe en effet une tendance préoccupante aux préjugés racistes au sein des forces de l'ordre ainsi qu'un usage de la force disproportionné Certaines recherches démontrent également que la police belge pratique malheureusement toujours le profilage ethnique Mes questions sont les suivantes : avons-nous élaboré un plan anti-discrimination au sein de la police locale ? Organisons-nous des supervisions et de l'accompagnement individuel pour la gestion des situations problématiques ?  
Le Centre pour l'égalité des chances Unia organise par ailleurs des formations par arrondissement judiciaire, qui sont destinées aux policiers de référence en matière de discrimination et de délits de haine en vertu d'une convention avec le SPF Intérieur Elle dispense aussi des formations à destination des agents de la fonction publique en contact avec les usagers, pour prévenir le risque de discrimination Envisagez-vous de recourir à ces formations à WSP ?
- 5 Plus globalement, lesquelles de ces mesures êtes-vous prêts à mettre en œuvre, et le cas échéant, suivant quel calendrier ?  
Je m'adresse à vous M. le Bourgmestre et les Echevins en tant que mandataires de tous les citoyens de la commune sans exception, et reste fondamentalement convaincu que nous partageons tous les mêmes préoccupations." ,  
2 la réponse lui est donnée par Mme Carine KOLCHORY, échevin ;  
3. de même que l'intervention de M Benoit CEREXHE, bourgmestre

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.

*Alexia Bertrand quitte la séance / verlaat de zitting.*

22.09.2020/A/0055 CC - Interpellation - "Plan de relance" (Mme Cécile VAINSEL)

Le point est reporté.

22.09.2020/A/0056 CC - Interpellation - "Propositions régionales d'aménagement de pistes cyclables sur l'axe sud de l'avenue de Tervueren entre le square Léopold II et la rue des Attrabates

**et ce, dans la continuité des aménagements prévus à Etterbeek" (M. Laurent de SPIRLET, M. Etienne DUJARDIN et Mme Muriel GODHAIRD)**

**LE CONSEIL,**

Vu le dossier intitulé "Interpellation - "Propositions régionales d'aménagement de pistes cyclables sur l'axe sud de l'avenue de Tervueren entre le square Léopold II et la rue des Atrébates et ce, dans la continuité des aménagements prévus à Etterbeek"" inscrit à l'ordre du jour du Conseil communal à la demande de M. Laurent de SPIRLET, M. Etienne DUJARDIN et Mme Muriel GODHAIRD, conseillers communaux ;

ENTEND :

1. l'interpellation de M. Laurent de SPIRLET, M. Etienne DUJARDIN et Mme Muriel GODHAIRD, conseillers communaux, dont résumé ci-après établi par M. Laurent de SPIRLET, interpellation abordée en début de séance dans le cadre de l'interpellation citoyenne relative au même sujet

"Ce 31 août, lors d'une réunion de concertation organisée à la demande de la ministre Van den Brandt, la ministre a présenté son projet d'aménagement donnant à tous jusqu'au 15 septembre pour réagir, annonçant clairement que quoiqu'il arrive, le projet test serait mis en place dès octobre.

Le principal problème du projet d'aménagement des pistes cyclables se situe sur la latérale Sud de l'avenue de Tervueren (n° 193 - n° 251)

En effet, la Région souhaite la suppression d'un minimum de 40 % des emplacements de parking dans un quartier déjà soumis à une forte pression en matière d'emplacements et ce sans que la moindre alternative ne soit proposée aux riverains.

**Le Projet :** Le réaménagement tel qu'envisagé dans le premier projet établi par Bruxelles-Mobilité et qui nous a été présenté est tout le moins disproportionné par rapport au but poursuivi en ce que l'avantage procuré aux cyclistes est sans commune mesure au préjudice qui serait occasionné quotidiennement à l'ensemble des riverains de l'avenue de Tervueren, de la rue André Fauchille, de la rue Maurice Liétart et de la rue du Collège Saint-Michel. En effet, pour stationner leur véhicule, les riverains - dont de nombreuses personnes âgées - devront désormais passer par la seule rue perpendiculaire du tronçon impacté de l'avenue de Tervueren, c'est-à-dire la rue André Fauchille, afin de trouver un emplacement de stationnement. Et ce sans compter que la pression démographique s'accentuera sensiblement dans les prochaines années en raison du réaménagement des immeubles de l'INAMI en logements

**Les alternatives :** le juste équilibre entre une sécurisation suffisante des cyclistes et la préservation de la qualité de vie des riverains passe probablement par le réaménagement de la latérale Sud de l'avenue de Tervueren en une « rue cyclable » (ce qui a été acté du côté d'Etterbeek) avec des aménagements qui prévoient, autre bien évidemment la peinture d'une piste cyclable, des ralentisseurs de vitesse, une limitation à 20 km/h (de type « zone de rencontres ») ou encore une circulation automobile réservée uniquement aux riverains (de type « excepté circulation locale »), ce qui devrait en fait déjà être le cas compte tenu du fait que nous avons six bandes de circulation à 70 km/h au milieu de l'avenue. Cette proposition a été évoquée le 31 août.

À ce jour, le sentiment de nombreux riverains est que la commune de Woluwe-Saint-Pierre ne semble pas se soucier des conséquences du projet sur le territoire de sa commune. Ce sentiment est d'autant plus important que la commune d'Etterbeek a adopté une attitude proactive en s'occupant sans délai, en impliquant

l'ensemble de ses services compétents et en proposant des alternatives crédibles, ce qui a eu pour effet de préserver la plupart des infrastructures qui étaient menacées sur la commune d'Etterbeek

**Nos questions :**

Depuis fin 2019,

Quelles sont les réunions qui ont été organisées ou auxquelles vous avez assistées dans le cadre de ce dossier ?

Avez-vous assisté à la réunion de lancement de la ministre VAN DEN BRANDT ?

Quelles sont les initiatives qui ont été prises ?

Quel est la position de la commune ?

Avez-vous rencontré le comité de quartier ?

Avez-vous initié des contacts avec Etterbeek ? (ce projet ayant des répercussions sur l'ensemble de l'avenue de Tervueren)

Pourquoi avoir attendu fin août pour organiser une réunion de concertation ?

Qui avez-vous invité à cette réunion de concertation ?

Que proposez-vous afin de tenir compte des préoccupations des riverains et de tous les habitants de Woluwe-Saint-Pierre ?

Une solution équilibrée doit être trouvée dans la continuité de la phase sur la commune d'Etterbeek qui passe par ailleurs par la remise en cause de certains "diktats" qui ont mené au plan SMET (qui n'a jamais vu le jour) favorisant le tout au vélo et ce, sans tenir compte des piétons, des automobilistes et des utilisateurs en général.

**Tout doit être fait pour garantir l'accessibilité au quartier, la commune se doit d'obtenir un engagement fort de la région Bruxelloise." ;**

2. la réponse qui leur est donnée par M. Benoit CEREXHE, bourgmestre
3. de même que l'intervention de M Alexandre PIRSON, échevin, de Mme Cathy VAESSEN, conseiller communal, de Mme Alexia BERTRAND, conseiller communal, de M. Christophe de BEUKELAER, conseiller communal, de Mme Gerda POSTELMANS, conseiller communal, et de Mme Caroline LHOIR, échevin.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.

---